

**INTERNATIONAL  
ASSOCIATIONS**

**ASSOCIATIONS  
INTERNATIONALES**

# INTERNATIONAL ASSOCIATIONS ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

1973 - n°3

25th year

25e année

## UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

Executive Council, Comité de Direction

Président : F.A. CASADIO, Directeur, Società Italiana per l'Organizzazione Internazionale (Italie) :

Vice-Présidents : Vice-Présidents :  
W. ETEKI-MBOUMOUA (Cameroun).  
Ancien Ministre de l'Education et de la Culture.  
Mohamed Aly RANGOONWAIA (Pakistan)  
Chairman of the Pakistan National Committee of  
the International Chamber of Commerce.

Trésorier Général : Treasurer General :  
Fernand GRAINDORGE (Belgique).

Membres Members  
Th. CAVALCANTI (Brésil),  
Président de l'Institut de Droit Public de la  
Fondation Getúlio Vargas.

F.W.C. BAKER (U.K.),  
Executive Secretary, International Council of  
Scientific Unions.  
Nikola A. KOVALSKY (U.R.S.S.)

ouvrage international de l'Académie des sciences  
de l'U.R.S.S.

Roland RAINAUT (France)  
Ancien Directeur de l'Information et de la Presse  
de l'O.E.C.E.

Andrew E. RICE (U.S.A.)  
Executive Secretary of the Society for inter-

Mohamed Aly RIFAT (R.A.U.),  
Former Secretary-General of the Afro-Asian  
Organization for Economic Cooperation.

S.K. SAXENA (India)  
Director of the International Cooperative  
alliance.

Louis VERNIERS (Belgique)  
Secrétaire Général Honoraire du Ministère Belge  
de l'Education et de la Culture.

Secrétaire Général : Secretary-General :  
Robert FENAUX (Belgique)  
Ambassadeur honoraire

## « International Associations » « Associations Internationales »

Editorial Committee / Comité de Rédaction :

Robert FENAUX  
Georges Patrick SPEECKAERT  
Geneviève DEVILLE  
Anthony J.N. JUDGE  
Ghislaine de CONINCK

Editeur/Rédacteur :  
Mardi RABER \*

**mars**  
**March**

## LE SEMINAIRE DE MILAN THE MILAN SEMINAR

Editorial: L'élosion de la transnationalité 133

Le language international et transnational,  
par F.A. Casadio 135

Principles of transnational action 138

MILAN 1972: la philosophie de l'organisa-  
tion nongouvernementale, par Geneviève  
Deville 147

et des interventions de Milan :

- Chadwick F. Alger
- A.J.N. Judge
- Raymond J. Smyke
- David Horion Smith
- Johan Galtung
- Andrew E. Rice
- Kjell Skjelsback
- G.P. Speckaert

La chambre de commerce internationale,  
par Walter Hill 163

Three Stages of Possible UN Development,  
by Aake Anker-Ording 168

Congressalia 176

Calendar

181

Published MONTHLY by  
Union of International Associations (founded 1910)  
Editor, Administration : 1, rue aux Laines, 1000 Brussels (Belgium)  
Tel. (02)11.83.86.  
Advertising : Roger Ranson, Advertising Manager, 35 Boulevard de la Ré-  
publique, Saint Cloud 92210 France  
Tel. 605.39.78

International Associations, rue aux Laines 1, Bruxelles 1000 Belgium  
Tel. (02)11.83.96— 12.54.42.

MENSUEL publié par  
Union des Associations internationales - UAI (fondée en 1910)  
Rédaction, Administration: 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles (Belgique)  
Tél. (02)11.83.96  
Publicité : Roger Ranson Délégué-Directeur de Publicité, 35 boulevard de  
la République, Saint Cloud 92210 France  
Tél. 605.39.78

Associations Internationales, rue aux Laines 1, Bruxelles 1000 Belgique  
Tél. (02)11.83.96— 12.54.42.



*Existe-t-il une bonne raison de passer ses vacances en Belgique ?*

*Is there a good reason for spending one's holidays in Belgium ?*

## Son extraordinaire densité touristique !

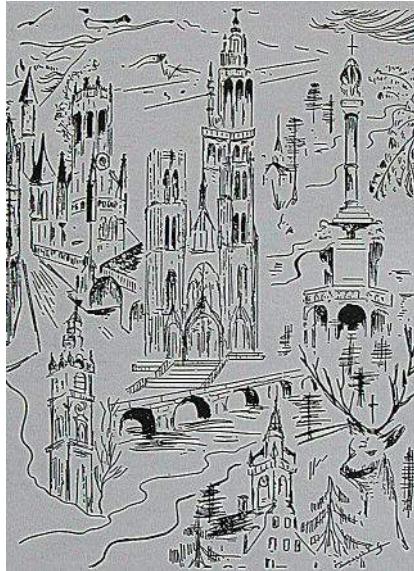
Sur une superficie des plus réduites, la Belgique possède un patrimoine d'art mondialement célèbre. Ses musées regorgent de chefs-d'œuvre, ses villes de monuments historiques.

Bruxelles, la capitale de l'Europe, dynamique et cosmopolite, est à 220 km seulement de Londres, à 300 km de Paris, 200 km d'Amsterdam et 240 km de Bonn. Et à l'intérieur du pays, les distances sont pratiquement inexistantes.



*Choisir la Belgique pour ses vacances, c'est choisir la part du Lion !*

## Its outstanding tourist density !



Renseignements :

Commissariat Général au Tourisme Belge —  
Bruxelles; Gare Centrale  
Paris (2e) : 21, Boulevard des Capucines  
Londres : 66, Haymarket / London S.W. 1  
New-York N.Y. 19 : 720 ; Fifth Avenue  
Montréal 261 ; 5801, Avenue Monkland

Within a very limited area, Belgium possesses a world famous heritage of art. Its museums are crowded with masterpieces, its towns with historic buildings.

Brussels, the capital of Europe, dynamic and cosmopolitan, is only 135 miles from London, 188 miles from Paris, 125 miles from Amsterdam and 150 miles from Bonn. And within the country, distances are practically non-existent.



*Choose Belgium for your holiday and you choose the lion's share!*

Information :

Belgian National Tourist Office —  
Brussels : Central Station  
Paris (2e) : 21, Boulevard des Capucines  
London : 66, Haymarket, S.W.1  
New-York N.Y. 19 : 720, Fifth Avenue  
Montreal 261 : 5801, Avenue Monkland



### L'ECLOSION DE LA TRANSNATIONALE

Nous revenons dans ce numéro à notre Séminaire de Milan sur « la philosophie de l'organisation non gouvernementale ». Le titre était ambitieux. « Réflexions » eût certes été plus modeste, mais à la vérité trop timide. Le mot philosophie, jadis noblement réservé aux causes premières de la vie, a pris, de nos jours, le sens plus concret d'examen des problèmes « à leur plus haut degré de généralité » et on l'a défini « l'ensemble de connaissances, de considérations tendant à ramener une branche de connaissances ou d'activités humaines à un petit nombre de principes généraux ». Il y a ainsi la philosophie — comme il y a la sociologie — de l'histoire, du droit, de l'art, des sciences, ou encore la philosophie des faits. Il arrive toujours un moment de l'action où chaque responsable d'activités humaines doit faire retraite et oraison en repensant le sens et les finalités de sa mission, de sa raison sociale, surtout dans un siècle en évolution rapide. Ainsi l'UAI se devait, pour sa part, d'inviter à une telle méditation, d'en offrir le cadre, d'en préparer la matière, et ce fut le Séminaire de trois jours à Milan avec sa méthode délibérément libre, sans ordre du jour contraignant(1). La difficulté de notre Secrétariat était, dans ces conditions, de faire un résumé de caractère synthétique des avis très librement exprimés. Nous devons au talent de Mlle Geneviève Devillé d'y être parvenue à l'aide d'un enregistrement complet des débats et de précisions apportées par les maîtres de l'Université qui ont honoré le Séminaire de leur présence.

La réalité juridique des relations dites internationales est encore intergouvernementale et conventionnelle. Le droit ne connaît rien d'autre. Mais voici que surgissent de l'ombre d'autres forces longtemps contenues ou tolérées, des forces indépendantes du pouvoir des Etats, que des maîtres du droit et de la sociologie nomment maintenant « les forces transnationales ». L'accent est mis sur un préfixe qui signifie à ravers.

*« J'assiste à l'élosion d'une pensée; je la regarde, je l'écoute, je lance un coup d'archet; la symphonie fait son remuement sous les profondeurs, ou vient d'un band sur la scène ». Rimbaud.*

A travers les frontières nationales. Des courants-force de solidarité brûlent les douanes, sans passeports ni laissez-passer. Des courants d'opinions et d'intérêts. Des solidarités politiques, professionnelles, religieuses, scientifiques, humanitaires et autres. Des hommes de nationalités diverses se cherchent et se groupent, sous l'aimant de leurs idées, de leurs aspirations, de leurs avantages et bénéfices, de leurs langues et de leurs cultures. Ils se cherchent dans l'espace régional ou mondial.

Cependant ces hommes n'ont eu comme moyens d'action, jusqu'ici, que la voie des Etats et l'outil des organisations interétatiques. Les associations internationales, furent-elles un groupement gigantesque comme l'Alliance Coopérative Internationale, reposent sur leurs sections nationales et cherchent appui auprès des gouvernements. Une seule exception à cette dépendance : l'organisation internationale du Travail qui a intégré des délégations non-gouvernementales ouvrières et patronales, sur un pied d'égalité avec les délégations gouvernementales; encore s'agit-il de délégations composées par pays. Et c'est hier seulement, à San Francisco, que la Charte des Nations-Unies a posé pour la première fois le principe de la consultation des associations non-gouvernementales. On sait quelle a été son application à l'Ecosoc et dans les institutions spécialisées et régionales. On sait aussi que d'autres formes de relations, moins inégales, plus efficaces, ont été imaginées entre les Etats et les Associations, il y a le cas du Comité PAO-Industrie, dont nous avons déjà parlé. Le cas aussi de la Chambre de Commerce internationale (CCI) qui vient de tenir la quatrième session de son Comité économique consultatif CCI-Nations Unies-Gatt (2). On trouvera dans ce numéro un article de Mr Walter Hill, Secrétaire général de la CCI.

#### After Milan

Le besoin tend partout à dépasser la consultation pour atteindre à une véritable participation. Cette promotion de l'action internationale pose le problème de la reconnaissance juridique des ONG, en souffrance depuis plusieurs années. En évoquant ce problème à Milan, le professeur Merle a indiqué l'alternative : une participation organisée d'une façon satisfaisante ou bien une organisation indépendante des Etats, avec les avantages et les inconvénients des deux systèmes.

Pour un des animateurs du Séminaire, notre collaborateur M. Judge, il s'agit plus encore de reconnaissance socio-logique. Point n'est besoin ici de conventions. Il suffit de se rendre aux faits. C'est à notre avis une affaire d'information du public et de formation des élites universitaires.

Les frontières d'Etat n'étant plus capables d'empêcher les échanges, ni d'arrêter les influences, nous assistons à un étonnant mouvement de *transnationalité* qui tend à réaliser la prophétie bergsonienne de la société ouverte des peuples par rapport à la société close des Etats.<sup>(3)</sup> Ce thème-là apparaît en filigrane dans les réflexions de Milan. Mais comme tout concept nouveau, celui de la transnationalité est encore nébuleux, voilé de malentendus et partant de méfiances. On le sent bien quand on aborde ce sujet en débat public. Une confusion semble s'établir dans certains esprits entre les forces transnationales, considérées comme un phénomène d'ensemble du monde non gouvernemental englobant les associations internationales sans but lucratif, et un secteur particulier de ces forces transnationales : les *sociétés multinationales*, groupements à but lucratif. Cette fâcheuse confusion résulterait-elle du fait que ces entreprises de profit opèrent par excellence à travers les frontières, bien qu'elles doivent emprunter un parcours et des relais de législations nationales ? Peut-être.

Toujours est-il qu'il doit être bien compris que les groupes de pression transnationale ne sont pas le fait privilégié des entreprises à but lucratif, mais le fait beaucoup plus général de toutes les pressions : morales, intellectuelles, sociales et autres. Le Conseil des Eglises est un groupe de pression transnationale. La Ligue universelle des Droits de l'Homme en est un autre. Les associations vouées à la protection de la nature et à l'environnement en sont un troisième, tout comme le mouvement international pour la paix. Et ainsi de suite.

Disons au seuil de ce numéro reprenant les travaux de Milan que ce séminaire est assurément venu à son heure. Sans doute s'est-il borné à poser divers problèmes dans un grand bouillonnement d'idées. Mais c'était là son objectif.

Des idées remuées à Milan sont en train de germer lentement à l'approche du printemps de la nouvelle société transnationale. Déjà apparaissent ici et là, dans les serres chaudes des travaux universitaires, des bourgeons prometteurs.

Cette génération n'est pas spontanée, mais le fruit de l'effort humain. Effort de pensée des théoriciens, effort d'action des praticiens devant le phénomène des forces transnationales. Il faut à cet effort un inciteur. On a souvent eu la bienveillance de dire à l'UAI que telle était sa fonction et que si cet Institut n'existant pas, avec ses études, ses services et ses publications, il faudrait l'inventer. Il appartient à l'UAI de mériter cet hommage.

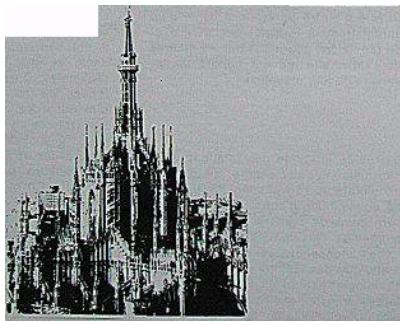
Robert FENAUX.

(1) Voir, « Associations internationales », n° 6-7  
1972.

1973.

Mr G.P. Speeckaert et paru dans notre revue

lion et de l'opportunité de l'utiliser en lieu et  
mental... L'étude de M. Speeckaert se réfère  
aux principaux ouvrages et articles publiés en  
la matière.



par le professeur  
F. A Casadio



### **L'interprétation nécessaire pour aller à l'esprit de la communauté mondiale**

pres contenus. Par voie de simplification on pourrait ramener les différentes interprétations de la société internationale à quatre systèmes logiques, quatre langages, quatre théories : la théorie des sujets, la théorie des relations, la théorie des informations et la théorie des problèmes.

2. — Tous ceux qui se sont appliqués à l'étude de la société internationale ont ressenti le besoin — ne fût-ce que pour réaliser une phase de transition de sa propre pensée — d'en énumérer et d'en définir les sujets. Cette façon d'aborder le problème fait apparaître la société internationale comme le produit de l'ensemble organique de tous ces sujets. On commence par séparer les institutions ayant un caractère étatique (Etats, unités politico-administratives, organisations internationales interétatiques, institutions douées d'un certain degré de supranationalité) des institutions que l'on définit par voie de négation, en raison de ce qu'elles ont de différent par rapport aux premières, à savoir les insti-

tutions ayant un caractère non gouvernemental. Cette division conceptuelle est sans doute légitime. A cause du pouvoir réel qu'ils exercent, les Etats représentent la source la plus dense d'événements susceptibles d'influencer les autres sociétés et les individus. Certes, les catégories établies par cette théorie ne sauraient rester excessivement rigides. Il est intéressant de constater comme les unités politico-administratives — telles que la région ou l'aire métropolitaine — se sont manifestées à côté des Etats. Il y a très peu d'années encore ces unités ne vivaient que dans le contexte politique et juridique de l'Etat. On s'accorde actuellement à leur reconnaître une capacité autonome de nouer des rapports extérieurs avec d'autres unités analogues ou avec d'autres sujets, tels que les Etats et les organisations internationales.

3. — De nouvelles catégories viennent s'ajouter dans le vaste monde des entités non gouvernementales. Les institutions à but lucratif prédominant — les sociétés transnationales, multinationales et internationales — ainsi que les regroupements professionnels sont à l'origine de relations internationales d'envergure et d'importance croissantes. Leur participation aux processus décisionnels d'ordre politique les amène et les autorise à « organiser » des réseaux sociaux étendus et ramifiés. Les entités non gouvernementales, nationales ou internationales, sans but lucratif sont,

elles aussi, groupées dans des catégories dont les contours se sont d'autant plus clairs et acceptables qu'elles sont subdivisées et détaillées. Aucune étude de la société internationale ne saurait se passer de l'effort d'énumérer les sujets de manière aussi systématique que possible.

4. — pour la théorie des sujets l'image de la société internationale est créée avec les sujets, qui en sont les éléments, ainsi qu'avec leurs pouvoirs et leurs facultés. Elle présente un avantage pratique qu'il serait dangereux de sousestimer : une grande partie des opérateurs internationaux ne parlent que ce langage. La grande majorité de ceux qui font les relations entre Etats saisissent la société internationale du fait qu'ils appliquent la théorie des sujets. Ceux qui dénoncent les lacunes de cette théorie peuvent se faire écouter et comprendre seulement s'ils acceptent de faire usage de ce langage.

5. — La théorie des sujets ne semble cependant pas offrir une solution pour tout problème de connaissance. En premier lieu certaines catégories de sujets se sont révélées, en pratique, trop rigides. La naissance de nouveaux sujets, la transformation survenue dans les fonctions accomplies par des sujets préexistants, leur combinaison en coalitions, regroupements, unités nouvelles et diverses, risquent de rester ignorés à cause de la difficulté de les faire rentrer dans des catégories existantes. En deuxième lieu, la définition des catégories de sujets se fait à la suite de l'adoption, comme critère d'organisation, d'un concept (des concepts typiques sont ceux de pouvoir ou d'intérêt national) qui peut se révéler ensuite incapable de comprendre en soi, in nuce, le vaste éventail des situations qu'il a la charge d'ordonner. Il faudrait par exemple repérer un concept apte à donner une définition des organisations internationales interétatiques et des organisations internationales non gouvernementales avec des notations positives, par un A et par un B, et non par un A et un non-A. En troisième lieu, le sujet concret, vital, individualisé en tant qu'unité, trouve davantage sa définition dans les traits de la catégorie à laquelle il appartient — par exemple, un Etat — que dans les caractères qui lui sont propres, dans sa réalité existentielle.

6. — La théorie des relations respecte beaucoup plus que la précédente l'individualité et les traits particuliers de chaque sujet. Il suffit d'introduire le concept de système — ensemble d'éléments en interaction mutuelle — pour que chaque sujet soit défini non seulement par ce qu'il est, en réalité, ou par sa capacité de reproduire en soi-même les traits de la catégorie à laquelle il appartient, mais surtout par

ce qu'il fait et pour ce qu'il peut (aire, pour ses potentialités. La société internationale — vue à travers la structure logique de cette théorie — apparaît comme par transparence, échelonnée en profondeurs différentes, et dans son mouvement intérieur. Les relations qui existent entre un sujet d'un système et tous les autres sujets transforment les sujets en acteurs. Le morcellement d'un système dans ses acteurs, leur regroupement dans des sous-systèmes, la coexistence fonctionnelle de sous-systèmes de différent degré d'intégration, facilitent la perception de toute transformation des acteurs et dans les acteurs.

7. — La théorie des relations a permis de découvrir — ou tout au moins de mesurer avec un degré d'approximation beaucoup plus poussé — des phénomènes tels que la vulnérabilité des acteurs ou la transnationalité de certains sous-systèmes. Un modèle qui

reproduit une « société d'Etats » serait beaucoup plus efficace si renonçant à adopter comme noyau du modèle les Etats et leur pouvoir, il concentrerait l'attention sur la relation existante entre deux Etats aussi bien que la mesure dans laquelle chacun des deux Etats dépend de cette relation à savoir de la mesure où chaque acteur est vulnérable. Un modèle de ce genre — qui respecte le principe de placer les relations entre les Etats dans le contexte des relations plus étendues et généralisées entre groupes humains — sert pour mettre en évidence toute forme de transnationalité. Les acteurs sont définis par la position qu'ils occupent aux buts de la ligne qui représente leur relation mutuelle.

8. — Un exemple des conclusions différentes que peuvent inspirer la théorie des sujets et la théorie des relations est fourni par les rapports de consultation entre IGOs et INGOs. D'après

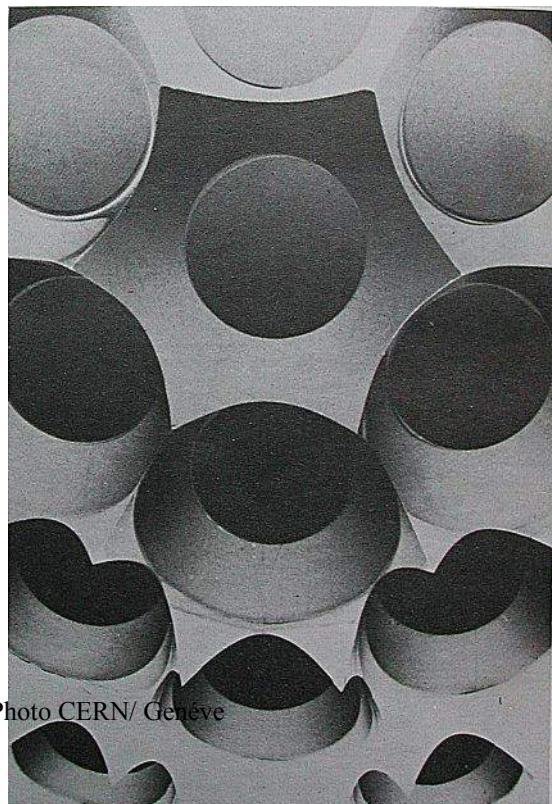


Photo CERN/ Genève

la théorie des sujets les rapports de consultation s'établissent entre sujets qui présentent certains caractères formels. Ces rapports — ainsi que leur régime ou statut global — entrent en crise chaque fois que du côté des IGOs l'on croit constater une défaillance des INGOs (cette défaillance étant mesurée sur l'apparence juridique des INGOs, et non pas sur ses réalisations concrètes) et, bien entendu, vice-versa. D'après la théorie des relations ce qui est recherché est beaucoup moins la coordination des organisations que la coordination des fonctions, effectivement exercées ou seulement possibles. La coordination fonctionnelle entre acteurs se réalise à la seule condition qu'elle, soit utile et qu'elle puisse s'établir entre des institutions qui sont, concrètement, aujourd'hui, en mesure d'assurer des rôles bien précis.

9. — Comme toute autre théorie la théorie des relations produit son propre système logique. L'application de ce système amène normalement une plus grande capacité de mesurer les relations entre acteurs, d'en quantifier les modifications et d'en prévoir le déroulement.

10. — Si nous remplaçons le concept de relation par le concept d'information et de courant de communication, l'acteur par le processus décisionnel et finalement le système par la structure, l'image de la société internationale qui résulterait de ce changement d'optique pourrait apparaître avec une précision plus grande.

La théorie des informations développe certains des avantages acquis par la théorie des relations. Les relations entre plusieurs acteurs du système international sont normalement décrites en appliquant des concepts tels que l'influence politique, la sécurité, l'intérêt économique... Le courant d'influence qui passe tout au long des lignes représentées par les relations peut devenir comparable et être mesuré à la condition de l'unifier en ce que nous appelons un courant d'information ou de communication. Traduits en « information » tous les contenus possibles des courants d'influence qui s'exercent entre deux acteurs deviennent homogènes et peuvent ainsi être aisément « opérationnalisés ». De plus, les courants d'information que les acteurs internationaux échangent sans cesse prennent évidemment leur naissance dans les acteurs. Combien il est utile que nous nous fassions une image de l'acteur qui contienne non seulement ce que celui-ci fait ou peut faire, mais aussi comment il parvient à exprimer son courant d'information, à savoir le processus décisionnel qui l'inspire. Le sujet des relations internationales est construit avec des éléments formalisés; l'acteur d'un système international

est surtout ce qui résulte de son potentiel et de ses fonctions, telles qu'elles apparaissent en étudiant ses constantes extérieures de comportement; le processus décisionnel parvient à illustrer la structure plus profonde de ses motivations.

11. — Dans la théorie des sujets les divers domaines scientifiques concourent séparément à la description de la société internationale discipline par discipline. Les limites atteintes par cette théorie sont probablement dues à l'absence d'une fertilisation réciproque entre disciplines différentes. L'interdisciplinarité est au contraire largement utilisée dans la théorie des relations. Les sciences exactes et naturelles ont démontré l'importance de l'interdisciplinarité, qui s'est d'ailleurs imposée, dans la science des relations internationales, par la force des choses. M. nous semble que dans la théorie des informations l'interdisciplinarité et le recours aux méthodes des sciences exactes et naturelles soient appliquées à un degré encore plus poussé. Dans le grand domaine de la science des relations internationales les différentes hypothèses fournies par la théorie des informations élargissent le domaine d'application de l'analyse systémique, exploitent la théorie de la formation des décisions et offrent un terrain d'utilisation à la théorie des images et à la théorie de l'expérience. Très probablement c'est dans le secteur de l'analyse de l'intégration internationale que cette théorie pourra parvenir aux résultats les plus satisfaisants.

12. — Un nouveau domaine de recherche s'ouvre aux spécialistes des relations internationales : celui qui définit la théorie des problèmes. C'est justement au sein de l'UAI que cette théorie a été adoptée et que l'étude en est suivie. Les lignes sur lesquelles cette théorie devrait se développer sont simples et saisissantes : dans le « système » descriptif de la société internationale cette théorie remplace les sujets ou les acteurs par les problèmes, et plus exactement par les problèmes mondiaux. La première tâche à laquelle cette théorie doit pouvoir consister dans l'énumération et la définition des problèmes, indépendamment de leur importance. La découverte des interdépendances pondérées entre les problèmes devrait constituer la deuxième phase. La géographie des problèmes juxtaposée à la géographie des sujets dévoile une perspective tout à fait nouvelle, et combien suggestive, de la société internationale. Le système transnational y apparaît avec un maximum d'évidence et le « forecasting » avec un maximum de crédibilité. Libérés des dimensions que les sujets imposent, les problèmes dicteront à leur tour le nombre et le type de sujets nécessaires à leur solution, les

moyens à employer, les temps et les rythmes, l'orientation et les regroupements. Les systèmes et sous-systèmes de problèmes deviendraient ainsi les protagonistes de la vie internationale.

13. — L'ambiguité du langage que les Etats et les individus, les organisations et les savants, utilisent pour décrire la société internationale est due, nous le répétons, aux notions et à la logique. Le dialogue orienté vers la prise de conscience profonde de l'esprit de la communauté mondiale peut se poursuivre dès qu'on est assuré de savoir interpréter chaque langage par rapport aux autres.

## Principles of Transnational Action

- an attempt at a set of guidelines

-A.J.N Judge,  
Assistant Secretary General  
UAI

### Introduction

To avoid confusion, repetition, and sterile debate in governmental or nongovernmental assemblies, some clear statement describing the open society into which we see ourselves moving is required, together with some description of the nature, functioning and interrelationship of the social entities which are seen as having their place in it.

The following propositions were, in their original form, distributed to the Milan Seminar participants as an attempt to bring together various insights, some of which derived from other working papers or from views expressed by the participants in other contexts. The intention was to provide a starting point from which some form of statement could be built up to provide a first set of guidelines to the desirable « style » of voluntary and nongovernmental action in the future. In its present form, the text has been restructured and clarified in the light of comments made. In addition, a set of action proposals has been related to each paragraph.

### A. Range of organizational styles

1. Different styles of organization may be used in different cultures and political systems to accomplish the same ends. Such organizations may be either governmental or nongovernmental, profit-making or nonprofit, permanent or ad hoc, etc. They may even be replaced in some societies by periodical readerships, radio audiences, demonstrations, « invisible colleges » legally-binding agreements, information systems, or informal movements of opinion.

*action : — improved and more comprehensive organizational typologies are required, sensitive to organizational styles in different cultures.  
— study required of the manner in which organization styles can substitute for one another in different settings.*

2. Different organizational styles at the national level give rise to equivalent styles at the transnational level. Transnational organizations of different cultures may therefore be organizationally incompatible, although having equivalent functions with respect to their own cultural systems.

*action : — study required of new organizational forms which could link currently incompatible styles of organization  
— it may well be time to abandon the misleading term  
\* international nongovernmental (nonprofit) organization » (INGO). « International - has increasingly the sense of « inter-governmental »; « organization » is associated with formal legally-constituted, and, increasingly, with heavily bureaucratized bodies.  
« Nongovernmental » needs to be dropped, because many varieties of mixed or « Intersect » organizations are increasingly important, particularly in developing or socialist countries — also in some cultures or language systems, « non- » may well mean something very close to « anti- ». In addition, to*

Nos lecteurs français trouveront en français  
le numéro d'août-septembre 1972, de la  
revue Associations Internationales, p. 402.  
...

define « X » as « not-Y » is a plain confession of inability to conceptualize « X ». The abbreviation « NGO » is meaningless to the uninitiated and particularly to the many bodies in that category at the national level. A term such as « transnational association networks » has a more positive, dynamic connotation and takes the socially unrealistic stress off organizations as independent units.

B. Implications of the use of «transnational»

3. A transnational context avoids the need to structure thinking about all activity crossing national boundaries in terms of the governments responsible for those boundaries. There is less emphasis on monolithic or even monopolistic government and more emphasis on the many different central, regional, or urban administrative boundaries independent of any central control, or at least without the need for it. Furthermore, in this more complex environment, less emphasis is placed on the conventional categories (governmental, business, nonprofit, etc.) so that the many blends of organization types do not have to be forced into artificial categories. More emphasis is then placed on the patterns of interaction of organizations — of which the governmental component may or may not be of major importance with respect to a particular question over a given period.

— *action : statistics on different types of social action at different levels need to be considered within the same context, rather than separated on the assumption that local and intergovernmental actors do not interact.*

C. Organizational network

4. No organization exists in isolation. It may have formal relations and collaborative agreements with other bodies. It has regular information exchange with some bodies and informal relations with others. The pattern of these many types of relationship constitutes a network which is a major feature of social organization.

*action : — greater effort should be made to map out organizational relationships as networks so that organizations can see their direct and indirect relationships to one another. (Inter-organizational maps should have the same status and accessibility as road maps in order that people can move more effectively through the social system.)*

*— computer-based information systems should be designed to facilitate and reflect the growth of inter-organizational links.*

5. The interorganizational network is constantly evolving in response to new insights, values, possibilities, problems, and developmental needs. It is therefore less the pattern at any one moment which should be the focus of concern and much more the pattern-forming potential of organizational sub-units and active individuals. It is this pattern-forming potential which enables the individuals and organizational sub-units to generate new groupings appropriate to new crises.

*action : research is required into the manner in which organizational ecosystems evolve over time and in response to new concepts, technologies and problems.*

6. The system of organizations can be viewed as a switching network which transfers communications along complex paths through society, filtering, colouring, amplifying or reinforcing the information in unforeseen ways, which change over time as the network adapts to new situations. The time taken by these social communication processes, even if technically rapid, ensures that groups are maintained in relative isolation and therefore adapt differently to information as it filters through to them.

*action : study is required to establish the degree of relative isolation and privacy necessary for organizations to provide participative, creative environments and guarantee optimum variety and response to crisis.*

7. The degree of interconnectedness and direct or indirect interdependence of organizations suggests that, where two organizational systems have common or complementary concerns, it is shortsighted and counterproductive for the first system to request the second for assistance in the accomplishment of its own objectives — and to ignore the second when it pursues the same objectives in a different manner. Both should rather seek to improve their functioning as interdependent systems and ensure that their operations mesh and reinforce each other effectively.

*action : information systems are required which map problems and their interrelationships showing also the organizations concerned with each problem and their interrelationships.*

**D. Representativeness**

8. The representativeness of an organization is a complex matter; many cannot be geographically universal because of constitutional limitations which explicitly or implicitly constrain them to regional focus; others, though universal in intent, have no counterparts outside a particular region, either because of the highly specialized or geographically limited significance of the concerns of the organization, or because there is some incompatibility in the constitutions of the potential national counterparts with the transnational body.

*action : statistics on organizations should distinguish more carefully between types of organization.*

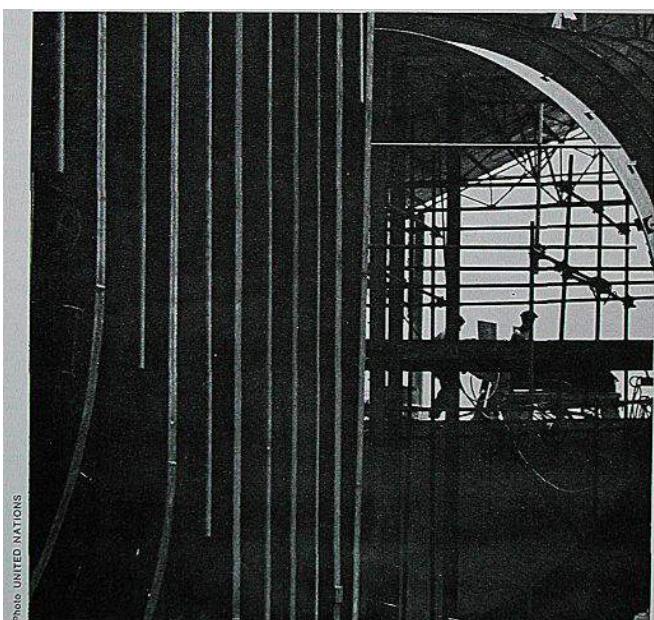
**E. Evaluation**

9. The characteristics and performance of an organization should be judged as much by the manner and extent of its interaction with other bodies as by any quantitative evaluation of its size or programme. « Insignificant » organizations may be very important communication centres in a network.

*action : weighted formula for evaluating organizations should be developed to measure more than one characteristic of an organization.*

10. Improvement to the functioning of the network of organizations is achieved by focusing on the network as a whole, and not by concentrating exclusively on the performance of one body embedded in the network.

11. Evaluation of an organization, whatever the quantitative conclusions, should recognize the significance of the organization as a focus of a community of interests. It may constitute a node of (possibly direct) importance to the network of organizations in which it is embedded as a socializing force for those involved, and, through its activities, as a vehicle for social development of those participating in those activities.



ASSOCIATIONS INTERNATIONALES,

F. Coordination and mobilization

12. There are natural limits to the extent to which nongovernmental action can be coordinated with present methods. Assemblies at which more than 6-10 bodies are represented can reach action-oriented consensus only with difficulty, since above this number of organizations, adequate dialogue and participation becomes increasingly impracticable and without it no satisfactory consensus can be achieved.  
*action : the technique of using small organizational ad hoc task forces to handle very specific problems should be developed. Formation of task forces should be facilitated by designing participative programme information systems.*
13. Transnational organizations are faced with a two-fold problem of coordination between geographical areas and of functional coordination across disciplines or modes of action. In part these may be sidestepped by regionalization and specialization, but the fundamental problem of interrelating differing fields of interest remains and must be solved in order to handle multidisciplinary, global problems adequately.  
*action : see 7.*
14. The interlocking complexity of the nongovernmental sector may be considered a major insurance against undetected manipulation of social processes by elite groups — provided that such bodies have sufficient freedom of action to fulfil this responsibility.  
*action : techniques of analyzing organizational networks should be developed to determine their degree of flexibility and freedom.*
15. The degree of fragmentation of the nongovernmental sector in part reflects the need for sufficient organizational frameworks through which active individuals can meaningfully participate in the social process with a sense of freedom of action and opportunity for personally significant contributions.  
*action : the conflict between coordination and mobilization for development programmes and the inhibiting effect of such directive action on the social development of those mobilized should be examined.*
16. The network of organizations permits all the decentralization necessary to satisfy the need for autonomous organizational development and individual initiative. If supported by an adequate information system, it also provides for very rapid centralization, canalization and focusing of resources, the moment any complex problem (or natural disaster) emerges which requires the talents of a particular configuration of bodies. The centralization is only binding on the organizations concerned with the problem in question, and for the period during which they have common cause.  
*action : design of rapid response, participative information systems.*
17. The network of organizations is not « coordinated » or « directed » by any body or group of bodies. Organizations adjust and continually redefine their own programs as a result of interaction or in response to other bodies in the network. This is a process of « auto-coordination » which is as successful as the information system upon which it depends; the network is - self-directing » and « self-adapting ».  
*action : research into the functioning of organizational networks with respect to the problems of coordination, autonomy and the preservation of adequate variety in the absence of any prime controller or any single permanent objective.*
18. Any attempt by a particular organization to mobilize all other organizations in unquestioning support of its own programs reduces the overall ability of the network of organizations to respond to unforeseen problems.  
*action : mobilization against problems should be converted from the old directive style (« do it our way ») to the participative style (« how can we help you to do it your way »).*
19. Efforts by any one organization to coordinate other bodies or to force them into any position of dependence for needed resources, information, or recognition needs to be carefully assessed for patterns of structural violence carried over with elitist-imperialist thinking habits.  
*action : techniques should be developed to map and analyze patterns of inter-organizational relationship and dependence to detect evidence of structural violence,*

G. Relationship with governmental bodies

20. The system of transnational associations is often well-equipped to adapt rapidly to new crises, or, alternatively, to undertake or maintain long-term programs. This complements governmental concerns and reaction-times

with respect to the intermediate time period (represented by the period of office for which it has a mandate).

*action : the functions of different types of organization with respect to different time periods should be made better known. Government should resist the tendency to pressure other bodies into adjusting their programmes to its own timescale.*

21. The major concern of governmental bodies in relating to nongovernmental activity should be the manner and extent to which an area of nongovernmental competence can be defined without destroying the initiative, interest or commitment of the organization in question.

*action : computer based programme information systems should be designed to map out systematically areas of problem competence and activity for all active organizational units (whether governmental or nongovernmental) so that claims to particular areas can be made and periodically assessed.*

22. In order to achieve greater application of existing resources to detected social problems and to develop the social structure, governmental agencies should facilitate the action of any nongovernmental body with a commitment to the problem in question, rather than demand that the body place its resources at the disposal of the governmental agency.

*action : see 18.*

#### **H. Relationship with multinational business enterprises**

23. Transnational associations play an important watchdog role in responding to any harmful consequences which may arise as direct or indirect consequences of the action of economic enterprises.

*action : information systems accessible to associations should be developed to map the specific areas of action of enterprises and their effects on the environment.*

24. Transnational associations can usefully collaborate in some clearly-defined roles with multinational enterprises where such enterprises have definite interests in social and environmental problems and the social consequences of their activities.

*action : models for such collaboration should be studied and developed so that its possibilities and limits become clear.*

#### **I. Issue areas**

25. The network of organizations that make up the map of society is, as it were, a sort of clear overlay against a page underneath it, which represents the reality of the social problems to be solved. The overlay is out of phase, so that there is always a mismatch between the programs of organizations and the reality of the problems that people think are worth solving. To surmount this difficulty, it is necessary to depend upon the ability of organizational sub-units within the network to recombine with a minimum lag into new configurations, better-equipped to cope with the newly-perceived problems. The network roles and functions of organizations become of major significance.

*action : design of rapid-response participative information systems incorporating maps of the network of problems.*

#### **J. Values**

26. Many nongovernmental organizations are of major importance to society, either as generators of new values more appropriate to new conditions or through their efforts to protect old values. The nongovernmental sector may be thought of as a valuegenerating and conserving system.

*action : study the function of associations with respect to value generation and preservation and make the conclusions widely known.*

#### **K. Social development**

27. Facilitating and stimulating the emergence of organizations at the community and provincial level leads to an overflow of organized social activity onto the national and transnational level.

*action : studies on the facilitation of international activity should break down the artificial separation between international, national and local data. Systematic facilitation of local association activity within a country should be seen as contributing to increased international activity.*

28. The development of each organization generally has second and third order consequences harmful to its natural or social environment. These consequences can form the focus of concern and the field of action of new organ-

izations in a manner significant to social development.

- action : — study should be made to establish a healthy range for the number of social tensions and problems as opportunities for the involvement of more people in the response process, thus contributing to their own social development  
— means should be developed to identify the negative consequences of particular programmes and call attention to them as action opportunities for new bodies.*

29. Society as a network of evolving organizations constitutes a learning environment in which the continuing emergence of new problems, major and minor, provides an important domain within which bodies may find the opportunity for meaningful action by organizing to resolve the tensions so created.

- action : study should be made of the relationship between organization learning and development and individual learning and development as two aspects of social development. The results should be made widely known.*

30. There is an intimate relationship between the network of problems recognized by a society, the value and concept systems evolved by that society, and the network of organizations which mediate between them — integration or fragmentation in any of these domains during its evolution can propagate itself into the others and have important positive or negative effects on human beings in the society.

- action : study should be made of these processes and their implication for social development.*

#### L. Participative opportunity

31. The degree of organization of a society is one measure of its degree of social development. The number and variety of organizations or office-holders per capita is a measure of the participative opportunity or socializing potential of that society. Such data should have the same status for development policy-making as that on economic units.

- action : statistics on organization units should acquire the same status and utility as those on the individual and on countries. Much greater effort should be made to collect such data within each country and to publish it in the various international statistical yearbooks.*

32. The transnational association system provides the only nonsubversive action opportunity open to concerned young people disillusioned by (government, military, business, academic, and religious) establishments and bureaucracies, and close to total alienation from society.

- action : the gap between youth organizations and conventional associations should be reduced so that the latter can provide more meaningful opportunities for individual action and involvement.*

33. Transnational associations offer a means of canalizing, facilitating, and focusing the activities of committed individuals to achieve maximum contact with respect to the concern in question.

- action : information systems on the organizational universe should be made accessible to individuals and help them in their choice of action opportunities.*

#### M. Communication and facilities

34. Provision of low-rent office and meeting facilities or other shared administrative services in one centre within major cities brings a variety of organizations with potentially-related concerns into fruitful informal contact. It increases their effectiveness, leads to working contacts where and when appropriate, provides the « critical mass » required for mutual encouragement and outside recognition. It ensures the conception and germination of new programs, and provides facilitative bases for newly-established bodies during their early growth period.

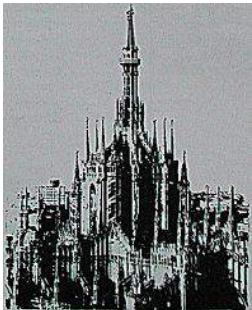
- action : various formulae for such centres should be studied and proposed to facilitate local and national level action, as well as international level action in a particular country.*

35. Provision of low-cost communication facilities (telephone, telex, datalink) between organizations in centres in different countries permits organizations to regionalize more effectively, and to mesh their programs more effectively with those of other bodies. This ensures more effective and rapid response to emergencies, and increases their ability to interact with their counterparts at the national level, and with other field-level programs.

- action : the relationship between communication power and interorganizational effectiveness should be studied and proposals made to improve the current situation.*

#### N. Responsibility and rights

36. Disregard and contempt for the rights and significance of human groups have resulted in irresponsible acts which have eroded vital social structures, processes and cultures. They have opposed full participation of all concerned groups in the solution of social problems and the compensation for inadequacies in each body's activities. They have caused the creation of an impenetrable maze of non-interacting social organs.  
*action : an essential part of any new programme should be consultation and contact with organizations with competence in the area in question prior to finalization of the programme.*
37. Provision of status in international law for transnational associations would considerably facilitate their activities and increase their effectiveness. Such recognition should however avoid the imposition of artificial constraints upon the network of organizations to give rise to a select class of isolated unchanging entities which would obscure the presence of excluded bodies and interrelationships of social significance.  
*action : attention should be given to the legal aspects of international association activity, particularly when the absence of legal status hinders effective cooperation.*
38. Organizations, as participants in the social process, have responsibilities for the well-being of individuals, other bodies, and society as a whole, in the spirit of the Universal Declaration of Human Rights. The principal responsibility is to make every effort to call attention to, or to counteract any, errors of omission or commission in society which special expertise enables them to detect.  
*action : social groups should have right of access to sophisticated information systems to communicate warning messages • to responsible bodies concerning new problems which they detect.*
39. The program of an organization, whether intended or not, affects a wider sector of the organization's environment than it believes to be within its domain of interests. Organizations that wish to deal responsibly with their social surrounds must be capable of eliciting and evaluating responses from those who realize they are affected but who are ordinarily silent, and from those who are affected but may not realize it.  
*action : computer-based program information systems should be participative.*
40. Organizations should have certain rights to protect them in the exercise of their responsibilities. These include : right to be informed of matters affecting its area of special competence; right to exercise activities in other countries; right to negotiate and be represented at governmental meetings in its special field of competence; right of participation in the formulation of programs to combat social problems in its special field of competence; right of its member bodies to participate fully in international programs; right to inviolability of offices, correspondence, and telephone conversations; right to protection of funds and assets against intervention by public authority; right of access to media of mass communications; right to protection against any discrimination in matters of affiliation and activities; right to access to voluntary conciliation and arbitration procedures; right of members to further education and training.  
*action; further-study should be made of the rights and responsibilities of international associations, possibly in conjunction with work on their legal status.*



144 ASSOCIATIONS INTERNATIONALES, 1973

After Milan

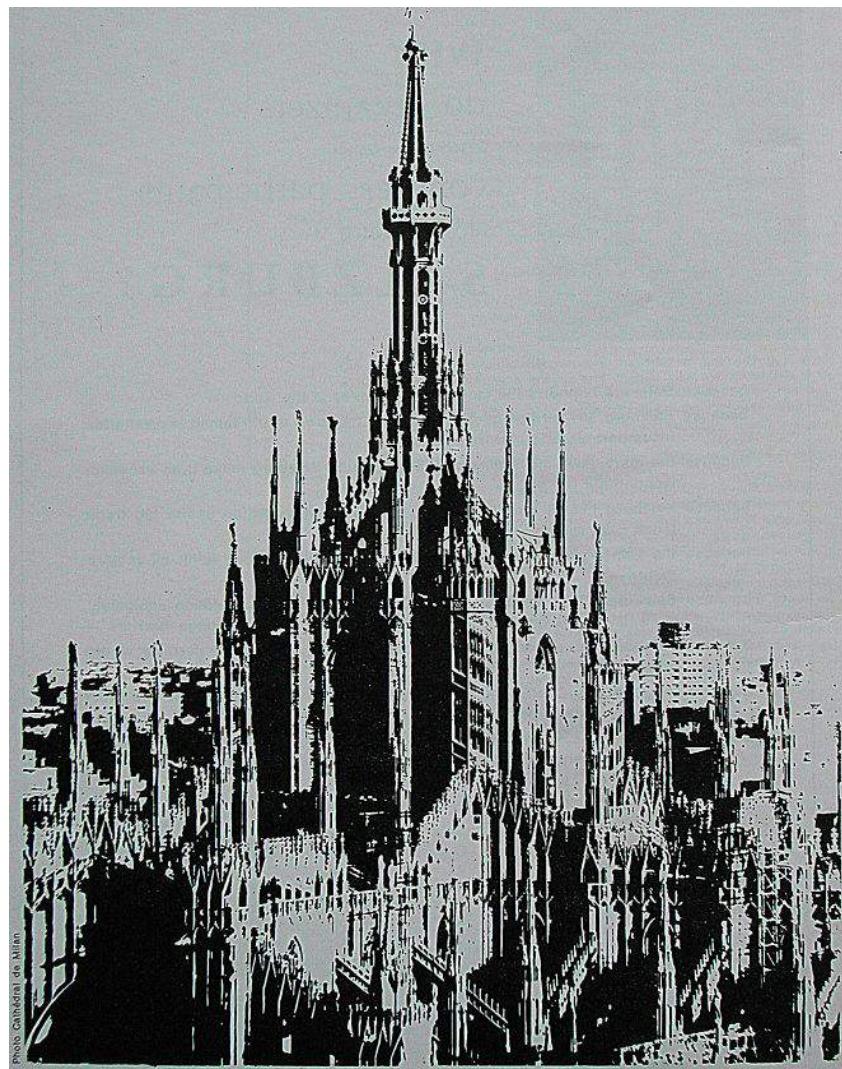


Photo: G. Neri / Contrasto

146 ASSOCIATIONS INTERNATIONALES, 1973

# MILAN

1972:

## LA PHILOSOPHIE DE L'ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE

par Geneviève Devillé  
secrétaire générale adjointe de l'UAI

Le phénomène des organisations non gouvernementales augmente en quantité et en qualité. En dépit d'un certain nombre d'études déjà faites, on n'a pu encore le cerner dans une définition et il n'a même pas encore été possible d'en délimiter le contenu. Pour permettre aux OING de se mieux connaître, non seulement dans leur nature propre, mais aussi dans le mouvement de leurs activités présentes et de leurs aspirations d'avenir, il a semblé à l'UAI qu'il était de son objet même d'instituer d'études et de recherches d'essayer de situer la place des OING dans la société internationale en évolution, c'est-à-dire dans un ensemble universel où les éléments constitutifs sont placés dans des rapports d'interaction réciproque.

D'autre part « les transformations de la société internationale ont eu pour effet de modifier, jour après jour, le type et la nature des éléments par lesquels celle-ci est constituée. Ces transformations ont en outre l'effet de changer le type, la nature et le nombre des rapports qui existent entre des éléments en mutation ». (Prof. Casadio). C'est à cet effort de vision perspective et prospective que le Séminaire de Milan s'est attelé. Dans le compte-rendu qui suit, les nombreuses interventions et communications sont résumées et regroupées autour des thèmes principaux. Les noms des personnalités représentant les ONG qui participaient au Séminaire ne sont pas indiqués, parcequ'elles y avaient été invitées à titre strictement personnel et n'engagent pas leur organisation.

### I. Les éléments de la société internationale

#### Les Etats

« Les Etats continuent à représenter une des principales catégories d'éléments par lesquels est constituée la société internationale » (Prof. Casadio). Pour le Professeur Merle également, les Etats représentent les « acteurs » principaux : « cela est d'ailleurs conforme, ajoute-t-il, au droit en vigueur qui réserve aux Etats la qualité de sujets de droit à part entière et qui leur confère le privilège d'élaborer les règles de droit pour l'ensemble de la société internationale ».

Mais qu'est-ce en réalité, l'Etat ? Eliminant les unes après les autres les composantes apparentes, mais provisoires ou artificielles, M. Merle conclut : « l'analyse socio-logique conduit donc à remettre en question l'unité du concept étatique sur laquelle les juristes mettaient exclusivement l'accent. »

Le Professeur Casadio s'attache davantage aux transformations intervenues dans les rapports entre Etats et entre ceux-ci et les autres éléments de la société internationale : le premier facteur cause de ces transformations est l'explosion des « dimensions d'échelle des Etats ». Mais il y a aussi, à l'intérieur de chaque Etat, un « phénomène d'osmose, double et contradictoire entre le plan public et le plan privé » qui tend à dissoudre le concept rigoureux de l'Etat.

Pour le Professeur Blaisdell (1), l'Etat national tel qu'il existe depuis trois cents ans subit actuellement un processus d'évolution mortelle. L'Etat-nation et le système d'Etats nations se désintègrent parce qu'il a faili à sa tâche essentielle, à savoir assurer aux peuples la sécurité interne et externe.

étée reproduite et distribuée aux participants.

M. Goormaghtigh tout en reconnaissant ces changements, estime que les grandes puissances resteront encore pendant longtemps les principaux acteurs sur la scène internationale; on ne peut pas déduire de l'impuissance des micro-Etats que l'institution étatique elle-même est ébranlée.

#### Les Sous-Etats

A côté et en-dessous de l'Etat on voit grandir l'importance et l'influence de structures régionales, aires métropolitaines, municipalités, lesquelles, tout en se développant, ont de plus en plus tendance à se grouper en un net mouvement associatif.

#### Les Organisations Intergouvernementales

Plusieurs participants soulignent certains traits qu'ils estiment essentiels aux organisations intergouvernementales : représentation des Etats, potentiel de gestion de politique économique, médiation entre Etats et personnes physiques et juridiques (CEE)... Le Professeur Merle situe les OIG dans le contexte général de la société internationale : il rappelle qu'aux yeux de certains, les organisations intergouvernementales méritent la qualification d'« acteurs » autonomes c'est-à-dire de structures définies en termes de droit et de pouvoir. Le Professeur Merle cependant se rallie à une autre thèse selon laquelle les organisations intergouvernementales ne sont finalement qu'un « cadre offert au déploiement de l'activité des Etats ». Ce qui ne veut pas dire que ce « cadre » soit sans importance. Personne ne peut nier la réalité fonctionnelle des OIG.

Le représentant d'une institution des Nations-Unies indique qu'on a tort de souligner trop souvent les obstacles ou les différences entre OIG et ONG. Dans une recherche objective de vérité et aussi de progrès, on devrait davantage mettre l'accent sur ce qui les rapproche. On s'apercevrait à ce moment qu'au niveau du secrétariat notamment, les interférences OIG-ONG sont extrêmement variées.

Le Professeur rappelle que si les organisations intergouvernementales recouvrent des secteurs de plus en plus nombreux dont certains étaient autrefois le champ d'activité exclusif des ONG, parallèlement et paradoxalement les ONG influencent et pénètrent les OIG, de sorte que dans la pratique la frontière entre les deux catégories a tendance à s'estomper.

#### Les Sociétés Multinationales

Il fut plusieurs fois question des sociétés multinationales ou transnationales au cours du Séminaire. En principe organisations non gouvernementales puisque indépendantes des gouvernements, ces sociétés ne sont cependant pas des ONG dans l'acception généralement admise du terme : telle est l'opinion exprimée à plusieurs reprises. Le Professeur Merle est très catégorique à ce sujet : « ce qui les caractérise, c'est la détention d'un pouvoir de décision qui, en matière économique au moins, échappe au contrôle des Etats et des organisations internationales ». Une seconde caractéristique de ces sociétés est, d'après le Professeur Merle, « la spécificité de leur objectif, qui consiste à maximiser leur profit en utilisant de façon aussi rationnelle que possible les ressources du marché économique mondial ». On ne peut donc, conclut le Professeur Merle, les confondre avec les organisations qui font de la coopération internationale leur idéal et leur mission.

Pour M. Speckaert (2), l'existence et l'activité de ces sociétés concourent à une « transnationalisation » nécessaire : « les activités et les méthodes opérationnelles des entreprises transnationales à but lucratif, qui de façon croissante traitent par-dessus les frontières et par-dessus les gouvernements, vont créer de nouveaux liens directs entre les groupes internationaux privés de décision et de production et les consommateurs de tous les pays... Le résultat en sera une internationalisation plus étendue encore de l'étude et de la satisfaction des besoins des individus et une limitation accrue des considérations d'ordre national ».

Plusieurs intervenants ONG souhaitent et estiment nécessaire une désolidarisation et une indépendance complète des ONG par rapport aux sociétés multinationales. La discussion sur les limites du lucratif et du non lucratif révèle de l'incertitude dans le classement de certaines ONG. Certains participants voudraient inclure dans la catégorie des organisations non gouvernementales à but lucratif (donc assimilées aux sociétés multinationales) les organismes professionnels créés dans le cadre du Marché Commun ou bien les ONG dont les membres sont des organismes à but lucratif. Il en sera question plus loin de façon plus détaillée.

#### Les Organisations Non Gouvernementales

Tous les participants au Séminaire de Milan se sont trouvés d'accord, au cours de leurs interventions, pour admettre les organisations non gouvernementales comme étant l'un des éléments constituant la société d'aujourd'hui. Mais à un tel débat on vit inévitablement se succéder, se rencontrer parfois, se confronter souvent, l'expression de pensées très différentes qui étaient le reflet de la composition diverse que les organisateurs avaient expressément voulu donner au Séminaire. Lorsque des ONG d'une même ville ou d'un même secteur d'activité se rencontrent,

---

(2) empêché d'assister au Séminaire, M. Speckaert, ancien Secrétaire Général de l'UAI, a envoyé le texte d'une Intervention qui a été distribuée aux participants.



L'ensemble de Milan.

elles se trouvent d'emblée un ou plusieurs dénominateurs communs qui les dispensent de s'interroger sur des problèmes apparemment théoriques des fondements de leur existence. Lorsque des ONG se rencontrent dans une consultation avec des organisations intergouvernementales ou lorsque des fonctionnaires d'OIG ont à traiter des questions générales de leurs relations avec les ONG, tout le monde sait ou croit savoir exactement qui sont les partenaires. Lorsque des professeurs ou chercheurs parlent ou écrivent sur les ONG, ils développent ou bâtiennent des théories, mais rencontrent ou interrogent rarement les ONG. Mais lorsque exceptionnellement les uns et les autres se retrouvent en un débat d'où sont absents tout esprit de compétition ou de surenchère, chacun s'aperçoit que sa conception des ONG est différente de celle du voisin.

#### **Autocritique des ONG.**

Et d'abord les participants se livrent à une franche autocritique dans le souci sincère de voir plus clair dans les racines de leur action afin de mieux guider celle-ci. Les organisations internationales non gouvernementales sont trop nombreuses, disent certains. Pourquoi un bataillon d'ONG, là où quelques-contacts bien organisés suffiraient ? La réponse leur paraît simple : l'appât du statut consultatif. Pourquoi les comités coordonnateurs, les organisations faitières se multiplient-elles ? En dépit de certains regroupements utiles par affinités ou sur des programmes communs, que de méfiances, de divisions subsistent !

A diverses reprises on soulève la question de la représentativité des ONG et plus spécialement la participation à celles-ci des pays en voie de développement. Les bases des ONG ne se trouvent-elles pas en Occident et même le type le plus spécifique des ONG n'est-il pas d'esprit anglo-saxon ? Comment des ONG fondées sur d'autres systèmes philosophiques ne se sentiront-elles pas exclues ? Comment éviter que nos ONG soient un simple produit d'exportation difficilement assimilable et réfractaire aux participations de pays de cultures ou de systèmes différents ? 80 % des secrétariats internationaux d'ONG sont concentrés dans la partie nord-ouest du monde.

Les ONG ne fédèrent-elles pas les seules élites des différents pays, demande le Professeur Galtung. Depuis 500 ans n'appelle-t-on pas cela de l'impérialisme ? Certains Etats neufs, dont l'évolution se fait sur un modèle très différent des Etats occidentaux, assimilent le « non-gouvernemental » à l'*« anti-gouvernemental »*. Plusieurs intervenants s'interrogent sur le dénominateur commun entre ONG. Certaines organisations importantes ont quelque répulsion à être noyées dans un concept assez vague, négatif et qui, à l'heure actuelle, fait l'objet de critiques et d'attaques parfois sévères.

Critères des ONG.

Bien évidemment on ne peut se limiter à ces aspects négatifs du phénomène ONG. Il faut d'abord essayer de définir ou au moins de situer les ONG. Le Professeur Merle se refuse à considérer les ONG comme de véritables acteurs de la société internationale et préfère les qualifier de « forces ». Il leur attribue quatre caractéristiques principales : le caractère privé de leur action, le mode international de leur recrutement, un minimum d'organisation, un objectif non lucratif. Ces caractéristiques peuvent donner lieu à la construction de multiples typologies, selon l'origine, le type de membres, les objectifs.

Pour le Professeur Langrod, il faut accepter la diversité des ONG et aussi les divergences d'opinion à leur sujet. Mais par delà ces diversités, une caractéristique essentielle les marquera toutes quelles qu'elles soient : le volontariat. Le caractère « volontaire » (voluntary en anglais) « bénévole » — mot que le Professeur Langrod croit en français plus adéquat — prime le caractère spontané ou d'initiative privée. Il cite en exemple les ONG créées et soutenues par l'Unesco qui sont incontestablement d'initiative publique et sont cependant d'autentiques ONG. Une caractéristique non moins essentielle des ONG est, pour le Professeur Langrod, la qualité ou la perspective associationniste. Ainsi il réservera volontiers l'étiquette ONG aux « associations » « bénévoles ». Il presse l'UAI de se pencher sur les questions de définition et de créer au plus tôt une typologie de caractère certes provisoire, car tout évolue très rapidement, mais qui permettra de savoir ce que recouvre le vocabulaire « organisation internationale non gouvernementale (= ou association bénévole internationale) ».

Plusieurs représentants d'ONG interviennent à propos du terme bénévole et « voluntary » : finalité charitable? bene-volens = qui veut dans le sens du bien? voluntary = le contrainre de compulsory (obligatoire)?

Pour le Professeur Smith, si on parle du caractère volontaire non obligatoire des ONG comme trait essentiel, il reste une équivoque : pour certains, « volontaire » ne signifie-t-il pas seulement « bénévole » ? Or, il convient de tenir compte d'une autre dimension du « volontaire » : le degré de rémunération qui y intervient et l'importance économique qui s'y accroche.

Le Professeur Langrod se prononce en faveur de l'intégration dans les ONG d'organismes à caractère lucratif du moins dans une certaine mesure, à préciser par la suite — postulat qu'il a défendu lui-même dans la littérature il y a déjà très longtemps.

Il y a plus : où se situe la frontière entre le lucratif et le non lucratif ? C'est là un point sensible qui divise non seulement les opinions, mais aussi les ONG entre elles. L'environnement de la vie quotidienne par la technique et l'économie a eu ses inévitables répercussions sur le comportement de toutes les structures organisées depuis l'Etat lui-même jusqu'au simple citoyen. Les organisations intergouvernementales n'y ont pas échappé, telle la FAO qui a amorcé et développé une coopération avec les grandes sociétés multinationales. La Communauté Européenne a suscité la création de nombreux groupements privés afin de trouver des partenaires représentant valablement le secteur privé. Ces groupements ne sont pas toujours considérés comme des organisations non gouvernementales sans but lucratif au sens strict du terme. Et cependant le représentant d'un de ces groupements fait remarquer qu'il se sent ONG à part entière et que ce type d'ONG se développe et se développera encore avec l'élargissement de la Communauté.

Le Secrétaire Général d'une des principales ONG catégorie I auprès des Nations Unies, dont les membres représentent de fortes puissances économiques, souligne la philosophie profonde d'une telle ONG orientée vers une finalité de promotion humaine à partir d'intérêts économiques privés.

Typologie ou Réseau de Programmes

M. Stephanos ne croit pas nécessaire de donner une typologie des ONG, mais plutôt de définir l'organisation non gouvernementale par rapport à ses buts. Une telle définition est essentiellement basée sur une évaluation sociologique. M. Judge ne croit pas à l'utilité concrète d'une typologie des ONG. En effet, celle-ci presuppose la liaison de certaines fonctions à certains types d'organisations. Or les fonctions varient infiniment selon le moment, le lieu, le contexte. L'organisation, quelle qu'elle soit, doit rencontrer un besoin, le respecter et s'y soumettre; un groupement d'organisations doit se faire non en fonction d'affinités de forme, mais en fonction de l'efficacité. Nous devons penser davantage en termes de programme qu'en termes d'organisation. A chaque programme devrait correspondre un groupement sous n'importe quelle forme pourvu qu'il soit l'instrument effectif de ce programme. Telle est l'attitude qui fera entrer les ONG dans la réalité sociologique d'aujourd'hui. Car il est bien évident que la sociologue lorsqu'elle repère et analyse un certain nombre de données concrètes ignore les ONG. Avant de se soucier d'une reconnaissance juridique dont elles ont certainement besoin, les ONG devraient se préoccuper d'une reconnaissance sociologique qu'elles n'ont pas non plus et qui est plus importante pour leur existence demain.

Le Professeur Smith ne sous-estime pas les faiblesses et les dangers de toute typologie : elle rend en effet marginales les organisations qui n'y rentrent pas exactement et de ce fait les rejette dans une catégorie en quelque sorte négative. De même, il y a des formes de coopération autres que « organisationnelles » qui sont à la base d'importantes collectivités et cependant échappent à la typologie. Mais la typologie

reste un Instrument indispensable pour saisir une part de notre réalité sociale. Si on s'arrête à une définition et quelle qu'elle soit, ajoute le Professeur Smith, on ne peut se contenter d'une analyse qui décrit toute une « classe » en termes abstraits. Nous devons pratiquer une < denotative approach » de la définition, c'est-à-dire sélectionner ce qu'on pourrait appeler des associations volontaires mais en termes de différents langages, perspectives, conceptions du monde, etc...: comment les Chinois, comment les Russes, comment les Guinéens parlent-ils de quelque chose qui ressemble fort aux ONG ? C'est au prix de cet effort de déplacement dans les perspectives que pour les ONG une authentique « transnationalité » pourra être atteinte, parce que la vraie coopération aura été préalablement recherchée.

En réponse à M. Judge, plusieurs participants ONG estiment que si l'efficacité et la coïncidence maximum avec les besoins d'un programme sont souhaitables, un programme d'action commune ne pourra valablement être mis sur pied si on ne peut pas savoir à quel niveau il se situe, ni quels moyens d'action peuvent être mis en œuvre par les différents acteurs de la société internationale. Dans les difficiles questions de relations entre organisations intergouvernementales et non gouvernementales il faudra savoir ce que sont et ce que peuvent faire les unes et les autres; une ONG qui s'occupe du management n'aura pas les mêmes relations avec les autres organisations gouvernementales et non gouvernementales qu'une ONG qui défend les droits de l'homme. Ainsi un minimum de définition ou de typologie semble indispensable.

Le Président estime qu'il existe un contexte rationnel que nous ne pouvons ignorer et dans lequel nous avons à replacer les différents acteurs. Mais en même temps il faut tenir compte de la grande variété de cas concrets. Ces cas doivent être confrontés d'une façon constante avec le contexte logique. Le besoin de définition est certain mais en même temps la mouvance des réalités s'impose. Renonçons à organiser les différents acteurs de la société internationale mais n'oublions pas que celle-ci n'est autre qu'une somme de participations concrètes aux différentes formes de cette société.

Quatre plans différents furent envisagés au cours du Séminaire. Les communications à l'intérieur des OING, c'est-à-dire les relations entre le secrétariat général et les membres; les communications entre les OING; les relations entre les OING et les OIG; le problème de l'évolution actuelle des communications dans le contexte global. A l'exception de deux interventions, les participants ONG estiment sur le premier et le troisième point être en état de crise grave.

#### Les Relations avec les Membres

« Nous avons du mal à faire passer dans nos membres certains messages « transnationaux », ceux-ci n'étant pas toujours aisément assimilables par nous-mêmes, secrétariats internationaux ».

« L'hystérie des nationalismes a ébranlé les OIG, mais a fortement influencé aussi le comportement des branches nationales de nos OING ».

« Les structures administratives devraient faire baisser l'importance de ces nationalismes ».

- Tout le problème n'est pas d'établir des relations avec ses membres, mais aussi de mettre un contenu à ces relations ».

« L'information interne des ONG est une question importante, car cela pose le pro-

#### II. Les Communications

blème de leur représentativité. »

« Lorsque nous recueillons l'avis de « la base » pour le transmettre aux institutions intergouvernementales qui le sollicitent, le résultat arrive alors que le problème en cause est devenu périmé ».

#### Les communications entre OING

La diversité des ONG a pour corollaire la difficulté des communications entre elles. Plusieurs interventions expriment le souhait d'y remédier rapidement et de façon concrète. L'une d'entre elles indique qu'il faudrait d'abord répertorier les organisations qui coordonnent les OING (1), et aussi des organismes qui fonctionnent comme « services pour les OING ». Il faudrait provoquer ensuite une réunion sur base partielle entre ces organisations coordonnatrices et les OING intéressées, pour examiner les renforcements nécessaires de spécificité et aussi les doubles emplois éventuels.

Le vœu de nouvelles rencontres faisant suite à ce Séminaire est plusieurs fois exprimé.

Un participant demande que l'UAI ou un autre organisme puisse aider les ONG — riches ou pauvres — à détecter les domaines où elles peuvent travailler. Le monde est vaste; avec un petit secrétariat et des ressources limitées, comment découvrir les moyens d'oeuvrer efficacement au développement sur les différents plans nationaux. comment suivre les innombrables réunions qui sollicitent les responsables en Europe et ailleurs, comment assurer un bon travail dans le tiers monde ? Il faudrait qu'un organisme technique puisse enregistrer un éventail aussi large que possible de ces éléments et guider efficacement les ONG vers telle ou telle voie. Car communiquer avec tous est impossible. Il s'agirait donc d'une fonction coordonnatrice objective au-delà de la communication et de l'échange d'information.

Plusieurs participants soulignent que la plupart des relations institutionnelles doivent

(1) L'UAI a préparé un tel répertoire qui est paru dans la quatorzième édition de son

\* Annuaire des Organisations Internationales \*.

actuellement tenir compte d'un aspect fonctionnel : répartition des tâches, activités opérationnelles. De plus en plus, il s'établira des relations fonctionnelles : initiatives réalisées ensemble autour de certains programmes, installation de sous-systèmes temporaires à l'intérieur d'une institution, etc... Ces remarques s'appliquent également aux relations entre OING et OIG.

#### Le statut consultatif

Les communications entre les OING et les OIG sont actuellement cristallisées autour de deux mots : le statut consultatif. Historiquement pionniers dans presque tous les domaines, les ONG se voient actuellement dépassées par les OIG : « les Nations Unies sont des enfants qui parfois réussissent où les parents ne réussissent pas », affirme un participant ONG. Les relations initiales ont été dénaturées notamment par la « pollution de la papierasse ». Aux difficultés de communication entre un monde fonctionnarisé et les ONG s'ajoute le système de castes qui notamment sévit aux Nations Unies et qui interfère dans ces relations. Les OING sont à maintes occasions victimes du manque d'information des délégués gouvernementaux. Le professeur Langrod considère que le statut consultatif a été un inconvénient majeur, du moins dans un certain sens pour les ONG parce qu'il les a mises à la remorque des OIG. « Dans la plupart des cas il n'y a pas de dialogues, pas d'esprit de coopération, pas d'expertise. La consultation est très souvent et tout au plus un échange d'information, quand elle n'est pas simplement l'information à sens unique. On a peur chez les OIG que les ONG véhiculent des intérêts fragmentés et aboutissent à une sorte de démantèlement. Nous vivons cependant une époque où les OIG comme les administrations nationales auront besoin des experts non gouvernementaux ainsi que de représentations qualifiées d'intérêts divers. M. Goormaghthig estime que la notion du statut consultatif inspirée du « lobby » américain a fait faillite. Les grandes ONG n'en ont pas besoin pour leurs contacts avec les OIG et les petites n'ont sans doute pas de contribution considérable à faire. Le Professeur Ascher craint que chez beaucoup d'OIG il y ait une notion erronée de la consultation. Cette coopération d'une nature spéciale introduit les ONG au cœur même des problèmes importants.

Là, ce ne sont pas les conseils qui comptent. Il s'agit d'entendre des voix qui représentent l'opinion libre, non liée par des gouvernements. Trop souvent les ONG sont heureuses de collaborer avec les Nations-Unies dans la mesure où le programme de celles-ci coïncide avec le leur. Elles oublient aussi fréquemment que les Nations Unies travaillent de façon différente et que par exemple les votes sont préparés longtemps d'avance. A cet égard, les secrétariats internationaux aussi bien que leurs membres nationaux n'ont généralement pas de liaison suffisante avec tous ceux qui au sein des OIG pourraient et devraient être informés de leurs activités. Les ONG devraient observer à l'égard des OIG une attitude positive et franche de partenaire. Les représentants des institutions des Nations-Unies affirment tous une volonté de coopération avec les ONG. Ils soulignent qu'on ne peut s'attendre cependant à ce que l'initiative vienne des OIG. Les programmes et les services de celles-ci sont trop surchargés. D'autre part, il est demandé aux ONG d'apporter une certaine souplesse dans leurs programmes, ce que les OIG doivent s'interdire.

#### L'évolution des communications

Le Professeur Merle, dans un large exposé sur l'évolution actuelle des communications, constate l'intervention de deux événements majeurs : « le renforcement au moins potentiel de la communication « globale » et la dislocation des communications « locales ». En face de telles données, la fonction des ONG apparaît pour le Professeur Merle à la fois désuète et nécessaire. « Elle semble désuète, parce qu'elle s'inscrit dans une perspective nouvelle, qui n'est plus celle de la juxtaposition de circuits d'information bien intégrée, sans bénéficier pour autant des nouveaux circuits d'information qui s'étendent à l'ensemble du globe. Le type de communication qu'elles cherchent à établir est d'autant moins adapté à la conjoncture qu'elles incarnent de multiples solidarités sectorielles et qu'elles sont rarement « branchées » sur des problèmes immédiats qui, à tort ou à raison, passionnent aujourd'hui les foules. Mais la fonction qu'elles assument n'en est pas moins tout à fait nécessaire : d'abord parce qu'elles incarnent un idéal « internationaliste » qui se trouve de plus en plus menacé aujourd'hui par la tendance des individus à se replier sur la solution de leurs problèmes immédiats; ensuite parce que les ONG sont souvent seules en mesure de déployer des efforts constructifs autour des vrais problèmes — qui ne sont pas forcément ceux qui déchaînent les passions ». Le Professeur Galtung est frappé par l'absence de partage des moyens de communications. Les pays qui possèdent par exemple le système COMSAT/INTERSAT disposent d'un fantastique pouvoir offensif de communication. Comment s'en défendre ? Le Professeur Galtung suggère une initiative du Séminaire préconisant une révision du partage des moyens actuels de communication.

#### Une démocratie globale

Dans une vision schématisée du monde de demain, M. Ording voit grandir l'influence des ONG. Les problèmes vont devenir si importants qu'ils vont prendre le pas sur les structures. Aucun d'entre eux ne pourra plus être résolu par les gouvernements

seuls; non seulement les ONG devront être associées, mais une participation directe des citoyens deviendra nécessaire. D'après M. Ording, la société future sera une « démocratie globale » dans laquelle les ONG auront une influence croissante à travers leurs congrès mais aussi par leur représentation directe à l'une des « chambres » du parlement mondial.

Dans cette perspective, M. Ording estime que l'augmentation régulière du nombre des ONG aboutit à une fragmentation qui les affaiblit et ne sert pas le rôle qu'elles sont appelées à jouer.

#### L'expertise nécessaire des ONG

Le Professeur Langrod estime que les perspectives qu'ouvrent les mutations des OIG, à la lumière des expériences de l'ICAO, de l'AIEA, de l'OMM, etc. mènent inexorablement vers de nouveaux champs d'action internationale. Ces actions dépasseront par définition le domaine national. Les ONG auront sur ce plan à jouer un grand rôle. En effet les difficultés problèmes des fonds marins, de l'espace extra-atmosphérique, du développement exigeront de faire appel autant à l'expertise de non fonctionnaires qu'en particulier à l'opinion publique c'est-à-dire aux ONG. Tandis que les OIG souffrent d'une « superbureaucratisation », la vocation des ONG doit être d'aider — dans ces domaines comme dans tous les autres — à « débureaucratiser », en faisant mieux comprendre au moins le bien-fondé de cette action intergouvernementale.

Pour le Professeur Ascher, la valeur essentielle des ONG réside dans le fait que celles-ci représentent une opinion libre non liée par les gouvernements.

#### Tâches de substitution

Le Professeur Merle assigne aux ONG trois tâches principales : une tâche de « substitution » qui permet aux ONG, avec l'accord explicite ou parfois implicite des Etats, d'assumer des fonctions au nom de la collectivité internationale, une tâche « de liaison et de coopération » (le statut consultatif notamment); une tâche expérimentale : la fonction des ONG qui vise à une solidarité internationale et en même temps à une désolidarisation sur le plan national est un champ d'expérience, un laboratoire de solutions neuves et peut-être le prototype d'une nouvelle société internationale.

Pour la diversité...

M. Skjelsbaek n'aime pas entendre parler de la nécessité de réduire le nombre des ONG. La variété et la multiplication de celles-ci n'est pas un mal en soi. M. Skjelsbaek serait même tenté d'affirmer le contraire : n'assistons-nous pas dans la société d'aujourd'hui à un conformisme grandissant, à un nivellement des différences ? N'est-ce pas une nécessité de trouver à ces tendances uniformisantes une sorte de « contre-force » qui permette de faire surface à tous les aspects si complexes du monde d'aujourd'hui : groupements, intérêts, régions, spécialisations...? On ne peut nier les doubles emplois dans certains efforts, mais comment pourrions-nous décider arbitrairement que telle association ne doit pas bénéficier d'aide financière ou ne pas être associée à un programme parce qu'il y en a une autre qui travaille dans le même domaine ?

... et la croissance des ONG.

Plusieurs participants ONG expriment le même sentiment : nous n'avons pas le droit de juger de l'existence d'aucune organisation. Avec des buts différents ou même opposés, une ONG ne peut douter de la justification de l'existence de sa voisine. Et puis, comment évaluer l'importance d'une ONG, d'après quels critères ? Etant donné la complexité de notre époque, un changement brusque peut intervenir et porter au premier plan une organisation jusque là sans importance. Le monde évolue constamment et par conséquent il faudra toujours de nouvelles ONG. Un forum complexe

Le Professeur Galtung estime que le message apporté par les ONG n'est pas tellement dans les mots mais davantage un exemple, une incitation à l'organisation non territoriale : puisqu'il y a sur le plan international une association des médecins et une association d'infirmières, chaque pays sera stimulé à d'abord établir une distinction entre infirmières et médecins, ensuite à favoriser la création d'une association de médecins et d'une association d'infirmières. Chaque pays devrait avoir ses collectionneurs de timbres, ses pacifistes, ses objecteurs de conscience. Mais ce message des ONG ne porte-t-il pas une forte empreinte de la partie Nord Ouest de notre monde ? Ne devons-nous pas nous demander s'il y a lieu d'être tellement satisfaits de ce que nous avons fait dans cette partie du monde ? Alors ce message pourrait ne pas être un bien sans mélange... Quoiqu'il en soit les ONG disposent d'un avantage énorme : c'est lendroit, le forum où peuvent être soulevés des problèmes et des idées qui ne le peuvent être ailleurs (par exemple l'objection de conscience, la torture).

#### Les besoins du tiers monde

Le Dr Rifaat lance un appel. Revenant sur le problème des ONG dans et vis-à-vis des pays en voie de développement, il explique : « toute organisation repose sur un certain nombre d'éléments qui doivent préexister à celle-ci; tel un organisme vivant, elle s'intègre dans l'environnement. » Or les pays en voie d'industrialisation manquent

totallement de ces éléments, de ces traditions qui permettraient l'intégration des ONG. Le « modèle » de la société y est tel que le mouvement volontaire est rendu impossible. Actuellement les mutations faites par ces pays en vue d'une intégration à la société Internationale contiennent des germes de désintégration. La prédominance du secteur privé reste complètement conditionnée par l'influence gouvernementale. Cependant les pays du tiers monde ont besoin des mouvements et organisations bénévoles pour orienter la conduite humaine et pour la mobilisation des ressources disponibles. Alors il faudrait que les OING filtrent et canalisent le message qu'ils ont à faire passer à ces pays, mais en même temps stimulent les méthodes qui permettront de bâti des institutions adéquates à leurs besoins. Le Dr. Rifaat souhaite que l'UAI soit un de ces agents catalyseurs. L'évolution des rapports entre OIG et OING.

Le président estime que vis-à-vis des pays en voie de développement, l'élargissement des structures actuelles ne suffit pas; il faut modifier les modes de participation à l'action gouvernementale. Ces modes ont évolué et continuent d'évoluer dans nos structures occidentales et il est évident que la frontière entre OIG et ONG bouge. Ceci peut et doit avoir des répercussions dans les sociétés du tiers monde.

GENEVIEVE DEVILLE

*Nous continuons ici la publication de certaines interventions qui ont éclairé le Séminaire. D'autres publications suivront en vue d'un document d'ensemble consacré aux débats de Milan. Dans cette perspective, nous disons à tous les participants au Séminaire, notamment aux représentants des organisations internationales, que nous accueillerons avec plaisir l'expression de leur point de vue.*

It seemed to me that Professor Merle in his conclusion posed the issue very well.(1) INGOs can choose either to maintain and tinker with the established order in traditional ways, or they can reject the existing system and try to build something better. I came here to learn about INGOs as much as to talk about them, and one of the things that has struck me very much is that I've encountered no images of the future whatsoever. We have heard virtually no speculation about alternatives to the present roles and structure of INGOs. Our Norwegian colleague started us off very well by drawing attention to the future(2); unfortunately, he devoted too much attention to complex governmental structure and not enough to transnational society—the transnational groups underneath the governmental structure. What should this be like? In this respect all models for future world order are most inadequate.

Now, to come back to the two choices for INGOs collectively—actually we don't have two choices, we only have one. The present system is not working! it seems to me that deficiencies in the intergovernmental structure cannot be "

(1) See - International Associations . n° 8-9

(2) See Article by Aaker Ording p. 168.

*We are continuing below the publication of some of the interventions which illuminated the discussions at the Seminar.*

*Other texts follow these interventions in an attempt to produce a complete documentation of the debates at Milan.*

*With this in mind, we repeat to all the Seminar participants, especially to the representatives of international organizations, that we welcome the expression of their viewpoint.*

rectified without creative development of the underlying transnational society. This will require new forms of INGO activity.

Certainly the UN system is the most important part of the intergovernmental structure. But it is now stalled! The major powers are largely responsible for stopping growth. The UN system has a budget of less than one billion dollars, compared to the 200 billion that are spent on armaments by national governments. Annual growth in UN budgets represents little more than a cost of living increase. There seems to be no capacity to mobilize Big Power responsiveness, interest and involvement. This is not basically because Big Powers are evil, but is because of their structure. There are no transnational, political<sup>1</sup> movements, organizations, etc., that can involve enough people deep inside Big Nations in communication and participation that socializes them into transnational systems.

This is the responsibility of nongovernmental organizations. Unfortunately, INGOs tend to serve the IGO system, rather than developing their own programs in the light of their own goals and needs. They are not developing a structure through which they can collectively challenge the intergovernmental system. Nongovernmental interest and concern is largely fragmented.

and the INGOs are for the most part small and insignificant in comparison to the large national NGOs that are lobbying in national legislatures—usually for strictly national interests. From these thoughts I conclude that on our final day, we ought to have several kinds of things on our agenda. First, INGOs must develop images of the kind of world they would like to have, including<sup>2</sup> alternative models for a transnational society underpinning the intergovernmental structure, and alternative for INGOs in this transnational society. I could think of several kinds of models. I wouldn't care to tell INGOs what to do but I think you must have a vision—or several alternative visions. Second, I think you must develop strategies enabling at least some INGOs to move together towards cooperative action. Third, INGOs collectively must also develop a more self-conscious awareness of the totality of their present enterprise. The Union of International Associations is valued very highly by scholars because it is the only place we can turn in order to find out who the NGOs are, what their membership is, what they are doing, etc. I have noticed, however, and I read *International Associations* carefully, that there have been many articles proposing that the UAI Yearbook move beyond its encyclopedic form to some kind of an

information system whereby INGOs can find their counterpart and whereby they can assess what the international society of which they are a part is really like overall. I've been very disappointed through the years that there has been no response to that, and it appears to me as I listen to INGO representatives talk here that we very much need this. We need a better image of who you are in terms of what the total system is like that you are now a part of. Out of this, a better self-awareness could develop, along with enhanced capacity to cooperate with each other. From a more valid and richer image of the present, a better capacity to develop images of the future would develop. I do not want to give the impression that I believe that INGOs are not doing important and creative work. As I have talked to INGO representatives here, I have learned of many valuable things being done. This is why we are getting such tremendous growth in INGOs, as reflected in the data that the Union of International Associations provides for us and that scholars develop out of the Yearbook. The problem is that activity is piecemeal; because there is no vision of where it is all leading. Let me give you two examples. The data on various kinds of international activity tell us that regionalism is on the increase, and that indeed INGO activity seems to cluster in certain regions of the world. As INGOs collectively develop their activities, and their patterns of membership, they have to be concerned about this kind of thing. With creative activity INGOs could help us close the chapter of history in which the territorial state has facilitated the capacity of human beings, armed with modern technology, to do so much harm to human life. They can develop vitally needed social structures, overlapping territorial states but I'm afraid that regional integration is simply going to produce a number of larger territorial states. The INGOs could help create that kind of world, if they once again follow the lead of governments and pattern their borders in the same way that governments tend to be patterning theirs. The second thing is that while there is much creative activity being done by INGOs in the less-developed world, it is also the case that INGOs are linking together the developed world much more rapidly than they are linking the less developed world to the developed world. Thus INGOs may inadvertently intensify the growing polarization between the rich and poor nations. As the people in the less-developed world look for a better life, striving to share with those of us in the rich countries some of the advantages of wealth of the world, presently they have nowhere else to turn but to the nation states for assistance and help. Within nations NGOs play important roles in making business cor-



*La cité de Milan s'ouvre aux débats sur la nouvelle société internationale et transnationale.*

porations more responsive to public needs. Are there not important roles for INGOs in making multinational corporations more responsive to public needs? If a global community is to develop, it must have strong transnational organizations serving basic human needs.

In conclusion, it appears to me that the most important thing a collectivity of INGOs could do is to develop clear alternative images of the future and to define exactly what INGOs ought to be doing in order to bring about the future world we would like to have. The basis for that kind of speculation ought to be better knowledge than we now have of the collective role of INGOs in transnational society. It is of fundamental importance that at least some INGOs develop greater self-awareness of their own goals and needs as a collective enterprise. They tend too much to serve the INGOs. Instead, INGOs must mobilize and serve the interests of wider publics through collective activity and collective pressure that forces IGOs to more effectively satisfy human needs.

*Chadwick F. Alger  
Mershon Professor of Political  
Science and Public Policy*

I would like to follow the previous speakers in congratulating Professor Merle on what he said in his introduction of the whole idea of systems into our discussions. I have one difficulty, however, and it has been pointed out to me that this is due to the fact that I belong to a different school of thought, in other words I am English speaking and not French speaking, but I have a rather more pragmatic approach to this question than I thought came over in Professor Merle's discussion of it. I found his analysis, or rather the conclusion of his analysis, rather pessimistic, and when he got to his final conclusion, I felt that really there was nothing left for NGOs to do but go home and allow the multinationals to govern the world. And the multinationals, by the way, have every intention of attempting to do just that, if one reads their literature.

Before I had heard Professor Merle's exposé, I had been very concerned that in the discussions we have had up to now, there had been very little at-

tempt to define the context. Before one looks at the actors one must define the context to be able to analyze this problem. I'm worried that perhaps many of the people around this table have entirely different conceptions of a society into which we think we are moving. In the list of points which I produced as a result of the discussion yesterday morning, I had before me four headings under which I was grouping those points. The first heading was « Ideas for the Future We Were Moving Into », where we thought we were going, what we wanted, the second heading was « Concepts to Help Us to Get There », the third heading was « Problems » (actual problems, obstacles to prevent us getting there), and the fourth heading was « What We Could do Concretely », (in other words action to be taken). Well, by the end of the morning session, I had I think some 30 ideas and some 50, I believe, problems. I think I had one single point on the sort of society we thought we were moving into, where we were going. Everyone would complain about different problems in the society of today, but no one seemed to have any idea of where we wanted to be. The whole definition of where we wanted to be was a negative one; in other words, we don't want to be where we are now, but we don't really know where we want to be in a positive sense. And this brings to mind the old story about the British soldier. It is said that the British soldier, the private, is only really happy when he is complaining, and when he stops complaining, he is unhappy. And I wonder to what extent NGOs are not really rather content with their current situation. They can complain a little bit about it, but just sufficiently so that they can be happy about it. But basically, do NGOs really want to change? I'd like to come back here to a point that Mr. Schüsselé brings up at meetings oftentimes. I am very pleased that he always does bring up the same point, because he seems to be the only NGO representative that does this. He always says that the young people consider most of what we are doing to be more or less totally irrelevant. And I think this is a very important point. There are very few young people around this table. And I wonder whether from their perspective they would consider that both the INGOs and the IGOs are more or less irrelevant to the future of the world in which they want to live. I think they have a far more positive attitude toward change than we do. And to come back to the point that Professor Merle made, he conveyed the impression to me that it was impossible really to get an idea of this system in which we're functioning. And it is this idea that I find somewhat irritating, because I believe that with a more pragmatic approach, one can get a much greater insight into the system. I agree perhaps it is impossible to pro-

duce a satisfactory theoretical model, and one impression I got was that professor Merle felt that we were unable to collect adequate data on all the different actors in order to convey the complexity of the system. In fact what is happening is that national governments and intergovernmental agencies are all building up vast complex data banks. One of the problems we are facing is that most individuals will shortly be identified by a number. Another problem we are facing is very shortly we won't be using cash anymore. Every transaction will be undertaken through a credit card. And it is already well-established that every credit card transaction can be tracked. And every single payment we make will become available data for someone to look at. It means that we are going to have — or someone is going to have — a means for seeing exactly, for tracking with a great deal of sophistication, the way in which the system is moving. I agree it is not a theoretical approach, but it does mean that certain strategic decisions can be made about how the system should be changed. So I think that this is one corrective that I would personally like to see made to the discussion as it came over to me. I don't think that Professor Merle disagrees with me on some of the things I have been saying. I now would like to come to the impressions he created when he said that the system was « blocked ». I only understood afterwards in discussing with him during the coffee break that the system he was talking about was really the politico-legal nation-state type of system. We seem to be spending a lot of time focusing on the *legal reality* of the system of organizations, or the political reality of the system of organizations. We mentioned this morning the *economic reality*. But what we seem to have forgotten about is the *social reality*. And I think this is part of the explanation for the proliferation of NGOs. There was some concern that because of this proliferation the system was becoming non-operational. We could no longer control it. We could no longer produce adequately-coordinated programs. And therefore, because the system had become so complex, it was really necessary to « trim it down to size » so that we could make our programs more adequate and better integrated and coordinated. I think this omits the whole question of social development. One reason these organizations exist is because people want to belong to some sort of collectivity. And this is a very important personal need for people. It's not sufficient to say « there are too many organizations; we must eliminate them because they don't constitute effective operational actors ». We must also realize that we need *participative opportunities for people*. And this is one of the most important functions NGOs perform. I think the

final question I would really like to ask is whether we are going to find, coming out of this Seminar and the discussions we have had here, that there is no feeling for where we want to go, that NGOs have no general idea of the direction we would like to move in. I think this is the most negative of conclusions. But it may be a possible conclusion. Maybe we just do not yet have an idea of where we want to go. I think the most positive thing that has come up, both today and yesterday, was from Mr. Smyke I think there we have the essence of a positive direction — to find where we can move, to explore means of creating the methodology (perhaps the reason, the organizational framework) to do so.

A.J.N. Judge  
Assistant Secretary General,  
Union of International  
Associations.

After reading the working papers that were so well prepared, there seemed to be an absence of focus or direction to this Seminar. Thus, I thank Professor Merle for clarifying some of these points and giving us a frame of reference. One of the difficulties we are facing, and all seem to be agreed, is the wide range of existing NGOs. It may be that we will need a type of natural selection based on function and resources. I say this because of our experience in the World Confederation of Organizations of the Teaching Profession. We are financially independent because 5.2 million teachers each pay us fifty Swiss centimes annually to look after their international interests. In the past we approached a number of United Nations agencies in the naive hope of aligning our programs with their own. We wanted no money, simply information. The lack of response to this effort caused a degree of frustration. It occurred to me, during Professor Merle's talk, that there must be other financially independent NGO's in a similar position who perhaps have a decreasing need for any relationships with intergovernmental organizations. But, if this is the case, then we certainly need each other. It seems then that we should examine how non-governmental organizations can work to build self-supporting, self-motivating national units to carry on their own locally defined aims. This must be the fundamental objective of a true international NGO : to serve its national units by effective institution-building reflecting totally the local culture. If this is the main objective, then everything else flows from it — the rational use of staff time to achieve the objective rather than dissipating resources on meetings or lobbying.

One of the things that hopefully may come out of this colloquium is an organization, whether in the UAI or elsewhere, that does the research and the homework to keep track of areas that NGO's *with* resources and those *without* can work in, so that specific suggestions can be given to different levels of NGO's. This is the natural selection mentioned earlier. Under this arrangement, those who are able to initiate programs can incorporate the suggestions into their own regular program and budget, thereby reinforcing an objective of prime importance to NGO's. Left to ourselves to communicate with all NGO's, nothing would be accomplished, but where a commonality of interest exists we might work along the same lines.

In summary, what I am suggesting is that perhaps the next development should be a type of coordination function beyond communication and exchange of information and into program suggestions that NGO's with independent capabilities can implement or at least aim at.

*Raymond J. Smyke  
Assistant Secretary General,  
WCOTP.*

I feel somewhat similar to Chad Alger here, wondering if I am right in having some doubt about whether or not I should speak, but at this late date I think there are a couple of things I would like to emphasize that it seems to me have been touched on by this seminar but not completely resolved. There are four main points that I wanted to speak about.

The first one has to do with the definitions of « voluntary organizations » as I like to call them, or NGOs, and the point that I'd like to make here — two points, rather — one is that we talked in our discussions about the sort of non-compulsory, non-obligatory nature of voluntary organizations as one important kind of a characteristic; perhaps many volunteer organizations have a benevolent aspect to them. I'd like to suggest that there are many important kinds of NGOs and volunteer organizations that might not be benevolent by everyone's definition and that are still important to look at. But more important, I think that some future attention might be given in work groups and later discussions to the whole matter of the degree of remuneration or the degree of economic interest involved in what we are calling NGOs or voluntary organizations. It seems to me that you've got the compulsory-noncompulsory dimension as a very important one and also this question of how much remuneration, how much economic payoff, economic in-

terest, is involved, and that some of the kinds of typologies and classifications and definitions that we arrive at will want to pay special attention to this particular dimension. One other aspect of the question of definition is the following : I think that it's worthwhile to make a distinction between what can be called a connotative definition of voluntary organizations or nongovernmental organizations, which is essentially an analytic definition trying to describe the whole class in abstract terms (we've done a bit of that here today). There's a completely different task or approach that can be taken which is the denotative approach to definition which is a matter of pointing or lifting all of the different kinds of organizations that might be called voluntary associations, voluntary organizations, etc., and perhaps doing this in terms of different languages, different perspectives, different cultural approaches and *weltanschauung*. Perhaps this would help us to break out of the kind of culture-boundness that Professor Galtung has suggested we all tend to be embedded in; it would let us ask « how do the Chinese with their linguistic and cultural structure talk about things that are at all like NGOs; how do the Russians talk about them; how do Guineans talk about them ? etc. » What are the words and the ways of speaking about these organizations that we around this table pretty much take for granted, ways of thinking about them that are really very different from ours, and until we settle some of these issues of linguistic, perspective, and cultural differences, we're not really going to have a maximum of transnationalism and cooperation in the area of nongovernmental organizations. The second point has to do with the matter of typologies. I'd like to emphasize that from my point of view at least the question of forming adequate typologies of volunteer organizations is extremely important since they give us « handles » or ways of grasping part of our social reality. I think that one kind of topic (or a work group in a cross-section) well might be to examine some of the possible typologies. My main point would be that it's important issue and that this kind of a group ought to look at the kinds of typologies that have been suggested and try to work toward a common scheme of a growing and emerging but somewhat common and agreed-on scheme of classification. Realizing that there are a lot of values involved in any kind of a typology. Tony Judge was pointing out some that as soon as you form some kind of a typology almost inevitably certain kinds of organizations became marginal, or don't quite fit your categories, and the fact that certain organizations are marginal with regard to one's own taxonomy is in a sense pejorative and it puts a negative status on such organizations whereas another taxonomy

might put them in a more central role. So one should search for a common kind of typology, at the same time realize that our values are very much wrapped up in whatever kind of typology one might come up with. Another aspect of this matter of typology is the point he raised very valuable he said that there are many forms of organizations or forms of collectivity that we really haven't discussed : readerships, subscriptions, informal kinds of networks and so forth which may be very important to build into our whole set of thinking; we have a tendency perhaps to get locked into the idea of a formal organization with a Secretariat and a membership roster and a particular address and a location and so forth. This is in itself a kind of Western-North Atlantic-American prejudice. You might say that many other important kinds of collectivities of human beings with common purposes exist and these should be built into our thinking when we are working on the matter of typology as well as the matter of definition. \*

The third point I'd like to raise supports very much what Father Moerman brought up in the matter of the importance of coordinating bodies. I'd like to go further and say that this might be a very useful kind of a task force topic for follow through on this conference-following up trying to find what are the most useful ways for certain organizations to collaborate with each other because of common programs, common interests, etc. Once such coordinating bodies are formed, a good working model of how to keep all the various different species and portions of the NGO system at least in contact with each other, in important way's, is the matter of the subsystems that Dr. Ericson was talking about. We are talking about the total NGO system and then the subsystems that are made up of "coalitions" or coordinating bodies of NGOs of a certain kind. The problem is, do we have the coordinating bodies which are necessary to cover all major facets of the NGO system ? Are there certain kinds of purposes and values and goals that don't have a coordinating body to bring special types of organizations together ? So I'd like to emphasize that direction for future thought, that is, what coordinating bodies exist and what ones might exist and how they all might be linked together into a network, not necessarily through some other organization, but simply an inter-communicating network.

My fourth point has to do with the matter of communications : It is a somewhat similar point. I think that it's worth remembering that, in addition to the satellite technology which has been mentioned, there is another kind of a technology that is coming along and spreading and will be very important, I believe, for voluntary organizations around the world in all coun-

tries eventually. And this is the matter of cable tv, which at a fairly low cost (when amortised, over a long period of years and a large number of users — and I realize that this has to do with a whole rich country-poor country-level of economic development question) represents a very important mode for individual intercommunication at the grass-roots level. It might be the kind of thing that, in addition to expensive satellite communications, the whole NGO sector or system of world society might give special attention to—something that we all should do to foster greater growth and greater impact of NGOs on the total world system. We might all figure ways to improve and increase the expansion of cable tv and control of cable tv by NGOs, access to cable tv by NGOs across a broad spectrum.

David Horton Smith  
Director of Research  
Center for a Voluntary Society,  
Washington D.C.

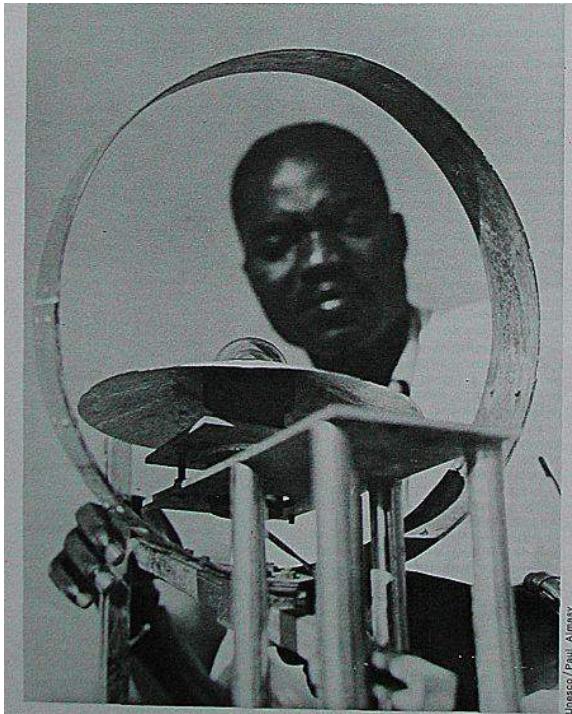
I am a participant in the International Peace Research Movement, which is

also an INGO, and also a participant in what I will call the WWBMAMM : the White Western Bespectacled Middle-aged Male Movement, which is not under-represented around this table. That means that we peace researchers are to some extent concerned with the problem that concerns us all : the « top-heaviness » of the INGO movement. By « top-heaviness », I am not only referring to what we all know — that more than 80 % of the headquarters of the INGOs are located in the north-western part of the world. Of course, this gives a good opportunity for small white Western nations to make themselves felt. It's our territorial imperialism : the forgotten continent, the non-territorial continent of international organization that Swedes and Israelis and Norwegians and Swiss and people of that type like to be living in. I'm not only thinking of that, but also of the point made a couple of times, that INGOs tend to link together the *élites* of various countries. When élites are linked together, and in addition have their headquarters in the north-western part of the world, then that's an old

pattern which started some five centuries ago and is generally known as Imperialism. Most INGOs are in fact concerned with the cultural part of that, that of spreading a certain message! from the world northwest to the rest, from the center to the periphery. And now I come straight to Professor Merle's excellent introduction this morning. (\*) I think that the information that INGOs are giving is not in words so much as in organization, in social structure. We inform other countries that in order to be a « real » country, there should be a distinction between nurses and physicians, that is why two international associations are needed. We inform other countries that there should be stamp collectors, there should be pacifists, conscientious objectors, there should be veterans, and so on. In other words, we send a message to the world, and I don't think we can do that without asking whether we are so satisfied with our northwestern part of the world, and what we have done to the world, that that message really is an unmitigated good. Now this of course is a very basic problem and it is basic because I guess that when youth are not so enthusiastic about non-governmental organizations, the international ones, that may be because we do send a rather-old message, communicating to other parts of the world our society, with its vertical division of labour, with its stress, its achievement-orientation, its individualism, etc... For many of us, including myself, this is not necessarily a bad society. But there are many others who don't see it that way. For instance, the people's commune in China is an effort to break down individualism, to break down division of labour, and to break down individualistic achievement-orientation. How would we go about organizing these people ? We could in fact organize an International Peoples' Commune Union (IPCU), but if they came to a conference of this kind, the political disunity in the world of INGOs might become very apparent. I heard yesterday that INGOs don't trust each other. Of course they don't necessarily trust each other, and for a very good reason : very often they work for extremely opposite causes. You have the International Chamber of Commerce, but also various types of international leftist movements who would be delighted to see the International Chamber of Commerce fragmented to pieces. And the people's commune movement would be the anti-movement to a considerable number of INGOs.

And yet they all have in common a certain non-territorial form of organization, made possible by means of communication, by means of transportation. In fact, the first important IGOs were con-

(\*) See International Associations, vol 24 August-September, 1972, p. 390-395.



158 ASSOCIATIONS INTERNATIONALES, 1973

cerned exactly with communication, like post and telecommunication. But that makes one immediately come to a very important problem which was missing in Professor Merle's presentation.

Not only is the form of an organization a message, which is not shared all over the world; the means of communication are not shared either. Countries who have at their disposal tele-satellite systems such as the Western COMSAT/INTELSAT system, or the Eastern European Sputnik system, are countries with a fantastic communications potential at their disposal. How can a country defend itself, how can one have countervailing systems? You know, it took something like five centuries after Gutenberg developed printing until its democratization came into being to some extent. I am thinking of mimeographing, of all kinds of cheap means of very quick and efficient printing. Things that are indispensable, for instance, for a student revolution. As a matter of fact, the student could act at least as quickly as the professors and rectors whom they opposed, who are much too used to more expensive types of communication that take up more time. Today it is in the field of tele-communications. I am afraid, that the extreme top-heaviness in the world is so pronounced that we need a very thorough look at ways of bringing about some democratization. The COMSAT/INTELSAT experience is very bad in this connection; and I wonder whether a firm initiative cannot come from conferences of this kind to urge world ownership of communication. Let me move on to the next point: I have tried to mention, Mr. Chairman, the top-heaviness of the INGO apparatus. Never the less, INGOs have some tremendous advantages pointed out by several speakers. They are places where issues like conscientious objection, torture, can be raised; issues that often cannot be raised at governmental conferences because too many governments indulge in torture and too many of them are afraid of conscientious objection. It is an extra channel of communication. Exactly for this reason it is important that INGOs should not consider themselves as an appendix to the States, but as something different. Perhaps it might even be fruitful to have a real territorial/non territorial — States/INGO type of confrontation. In this confrontation, big powers, as Professor Alger said, but also very often rather smallish powers, see the international organizations as a threat. But when Prime Ministers unite in order to oppose the dark force of the Secretaries-General, then that organization is in itself an INGO, the International Union of Prime Ministers — so the net result is a growth in the number of international organizations.

So for good or for bad, we grow. That makes it important to give some answer

to Professor Alger's question ; *what is our future image?*

I could envisage a type of world where INGOs feed into the governmental machinery in a decision-making capacity and perhaps at an international level. More precisely, I could imagine a world where the multinational corporations were controlled by IGOs and the IGOs were controlled by INGOs. This would be a world where it is inconceivable that the ITT — International Telephone and Telegraph — could operate like it does today, even mixing business with attempts of intervention. In such a world the condition necessary to operate would be that the corporation is willing to be exposed to effective controls. For such a world to come into being, power is needed, and I think that power can only come from concrete, existing groups. To take the example of the General Motors Corporation, the biggest of them all : it can only be opposed if governments pledge themselves to say that this corporation can only be permitted to operate provided it is willing to be under some type of IGO, for instance some type of UN, control, and that UN control in turn should also be subject to some control by, among others, the international cooperative movements... One source of possible power, hence, would be governmental; probably rather leftist government. Another possible source would be people's cooperative movements unwilling to buy products from other than corporations organized in a certain way. Changes do take place in world history, but they also take time, and they don't lead to desired results unless they are contemplated well in advance and backed up with sufficient power. Governments and popular movements together might bring about a new control structure in the present jungle of international organization in cooperation with governmental decision-making. For this to happen, however, INGOs will have to put their own house in order, and stop thinking that it is to the best of every Third World country to have a branch, a local chapter, of every possible INGO growing out of our part of the world. This is a way of diffusing and perpetuating a Western cultural-political model of the world, and thereby a certain dominance pattern sooner or later causing a reaction. That reaction will, I think, in many INGOs take disagreeable forms — as when the Latin American Sociologists told their North American counter-parts that « we are not interested to be in a hemispheric organization with you, we want to have our own — and then we want to meet with you on equal terms ». I think that was a correct reaction, and not only because one particular pattern of Western dominance was checked to some extent, but also because by having two associations, one gets more dualism, more variety. So my first point about getting the

house in order would be to try to have a fresh look at the INGOs and reduce the dominance from our part of the world. The second point would be to stop the subservience to the states and to the IGOs. Yesterday there was much talk that we have to become more recognized. Now what if you turned it around and said that it's high time that the states become more interested in being recognized by us ? Is it total fiction for us to say the following : the various states of the world that are now emerging — I'm thinking of a Bangladesh, for instance — could also obtain legitimization through INGO recognition ? That we might have made a contribution to world peace by extending to Bangladesh the type of recognition and note the United Nations failed to give ? And why didn't the United Nations do it ? Because it's a trade union of governments; each of them having a Bangladesh in their closet. It may be that INGOs could in the future be just as important as the legitimizer of what goes on in the world as the Big Powers and the United Nations are competing to be today.

So to conclude let us put our own house in order, point one; and point two, let us do some creative thinking along the lines that Chad Alger suggested developing a positive, forceful image of the future, subservient to no body.

*Johan Galtung  
International Peace Research  
Institute, Oslo.*

In discussing both communications and functions, two topics which have been our concern here, we have — as the Chairman has well pointed out — discussed at some length, and I think very fruitfully, problems of communication between INGOs and IGOs and among INGOs; I think this is an important part of our work, all of us here who represent international nongovernmental organizations. We have *not* talked very much about another very important problem, although several speakers have referred to it : that is, our responsibility as international nongovernmental organizations is assisting the creation of non-governmental voluntary organizations in the less-developed countries. I think that all of us here are committed to the concept of the important role which unofficial bodies like our own play in creating better human society, and I heartily endorse the suggestions of those who would like to see the Union of International Associations play an even more important role than it already has in encouraging the promotion and growth of NGOs in the developing countries.

There is a third point to which the Chairman alluded very briefly when he spoke of relationships between INGOs and NGOs, between the international NGOs and the national NGOs, but I would go a step further and emphasize a responsibility for communication which I think many of our own organizations here have neglected. And that is our responsibility to communicate directly with the individual human being, the individual member of our affiliated organizations all around the world.

All of us here are committed to the idea of international cooperation, or we wouldn't be here, and though I'm not preaching to sell a new idea to those of us who are around this table, I think that many of the members of the national groups which form the international institutions with which we are associated have a very very vague idea of the importance of international cooperation. I, for instance (as I am sure most of you are) am a member of a national group, or several national groups, in my own country, which in turn is affiliated with an international federation of some kind. And the amount of information which filters down from an international federation to the individual member in these groups is extremely small, and much of the problem lies in this question of relations between national bodies and international bodies. But I think that all of us as international nongovernmental civil servants have a special responsibility to see that the international component of the functions in which we are interested is emphasized. I should note that when my own organization, the Society for International Development, was formed some years ago, we debated the question of how to organize ourselves internationally, and we made a decision at that time which I think was the right one, not one that can be taken by everybody, but in our case it has worked very well. We decided not to set up national bodies which in turn were affiliated with international bodies, but to invite individuals all over the world to join one single world-wide organization. Local groups or national groups could be formed within the framework, but every individual member belonged to the one common organization throughout the world, so that there is a direct communication between world headquarters through publications and in other ways.

I think this problem — this problem of communicating with our individual members throughout the world — is another problem in communications and functions which I hope we can discuss further at another Seminar.

Andrew E. Rice  
Executive Secretary  
Society for International  
Development.

I am not a member of any NGO and I am therefore a little hesitant to comment on some of the things that have been said here. Nevertheless, I have studied international organizations for some time and I would like to make some remarks on a specific point and that is the question about the high number of organizations — the desire to reduce the number of INGOs, withdraw recognition for some of them, or however you like to go about doing this.

I think this is not only a futile but also a very dangerous kind of policy. It is denying that the world is as complex as it is. There is no action, no artificial thing that could substitute for so many organizations. There are so many groups, there are so many interests, there are so many regions, there are so many specialties that it's really rather surprising that we do not have more organizations. From many points of view I think the large number is desirable.

Many people talk about the increasing conformity, the increasing degree of imitation of each other — and I think it is worth the effort to organize things so that we have some kind of compensating control, some kind of counter-force, for these general tendencies. Now this is not to say that there is no duplication of effort, no waste of resources, but I would like to point out that, although such things exist, we cannot do away with them by saying to some organizations that "you are not permitted to receive funds" or "you are not permitted to cooperate in this-or-that scheme because we already have some kind of substitute for you". I think the only way we can deal with this problem of duplication is to point out that NGOs should try to cooperate on this and that program, and hope that these organizations sometime will realize that really they need not be two completely separate bodies. In other words, they can only learn to fuse, through some kind of cooperation.

This leads to my second point, and that is the question of coordination on an increasingly higher level. We all agree that there is a need for coordination, but we also agree that when you add new levels to a structure, you increase the distance between the grass roots and the top. So it seems that we have two irreconcilable demands here. How can we get the best of both worlds? Well there may be a number of mechanisms that can be used for this, but I want to suggest one general strategy — and that is to do more — let's call it — horizontal coordination. Instead of establishing a new body on top of existing bodies, let us try to establish a coordinating, informal, short-term body between those departments of different organizations that have something they should solve in cooperation. The one form of coope-

ration cannot exclude the other; we must have both types. But it seems to me that if there can be an attitude which will permit more casual, more ad hoc groups in the INGO world it would be a great advantage.

The final point I want to make concerns the relationship to IGOs. I had the opportunity in January of last year to interview a number of organizations in New York having consultative relationships with ECOSOC. It seems to me that it is very dangerous to make the general statement about whether this cooperation is successful or not. For instance, one group of organizations, those interested in taking care of the handicapped, seem to work very nicely with the UN Secretariat, and with each other. Another group interested in human rights had some problems among themselves, although there was apparently an informal group of them cooperating together. They also had a looser relationship with the United Nations. And then many other organizations complained bitterly about their relationship.

Now, why is this? Why is it that certain issue areas, it seems, are easier to deal in than others? It might be because they are more consensual. It might be because the attitude is different to cooperation in general.

Kjet Stjelbaek  
International Peace Research  
Institute, Oslo.

M. Speeckaert, Secrétaire Général honoraire de l'UAI, ayant été empêché d'assister aux

contribué à assurer la préparation, avait adressé

On observera que M. Speeckaert emploie

Plus je réfléchissais au thème du Séminaire au cours des semaines précédentes, plus il me semblait nécessaire de penser à une coopération internationale de forme nouvelle, ayant une dimension nouvelle et présentant une image nouvelle.

Le nombre des organisations internationales et la productivité de leurs secrétariats, génératrice de progrès sociaux et techniques considérables, sont des éléments positifs incontestables. Cependant doit-on en conclure que le jeu des relations entre les nations est aujourd'hui totalement différent de ce qu'il était, par exemple, au cours du siècle précédent ? Il nous semble que non si l'on pense aux préoccupations politiques qui continuent à peser sur les décisions des assemblées générales et des sessions des conférences générales des institutions interétatiques de caractère universel.

Elles paraissent bien proches des né-

gociations qui prirent leur essor avec le congrès de Vienne et qui préparaient les Alliances et les Congrès de Rois, qui caractérisèrent le siècle dernier. Sans doute aujourd'hui, il serait impensable de revenir aux pratiques des Traité de 1815, où les chefs d'Etats procédaient à des distributions de territoires sans tenir aucun compte du désir des populations ou de la volonté des mouvements nationaux. Mais la recherche des équilibres de force et des avantages économiques ne continue-t-elle pas à être la préoccupation dominante des Etats, et le désir de leur populations n'est-il pas de connaître simplement un honnête bonheur humain, partagé avec les individus des autres nations ? Ce désir ne va-t-il pas provoquer un jour une révolte de la « transnationalité » analogue à la révolte des nationalités des années 1848, qui eut lieu lorsque les individus eurent conscience d'être unis par certains liens, lorsqu'ils eurent et exprimeront le désir de vivre ensemble.

L'éveil des nationalités fut, rappelons-le, largement provoqué par l'action des universités de ces pays et la génération nouvelle d'hommes qui s'y étaient formés.

Pour autant que l'histoire se répète, faudra-t-il attendre que les universités internationales aient produit une génération nouvelle d'hommes capables d'être les révolutionnaires de la transnationalité ? Nous ne le croyons pas. Les contestations des étudiants des universités ont jusqu'ici répondu à des mots d'ordre d'inspiration politique, culturelle et économique du type ancien. Elles ont surtout abouti à rejeter leurs propres institutions internationales d'étudiants pour des manifestations de portée locale dans le cadre d'assemblées libres. Mais les contestations pourraient évoluer rapidement et viser les organisations internationales, qu'ils ignorent de façon étonnante jusqu'à présent, alors que ces organisations pourraient courir à satisfaire leurs revendications.

D'autre part les nombreuses organisations et relations internationales finiront sans doute par opérer une percée, qui entraînera une modification du système actuel. Le jour où les média de communications et surtout la télévision — consacreront à la solidarité internationale les échos, les débats, les mises en question, les face à face ou les dossiers de l'écran, qui ont pris ces dernières années une extension et une liberté de critique extraordinaires sur le plan des problèmes humains nationaux, la transnationalité consciente prendra un développement considérable. De même, les activités et les méthodes opérationnelles des entreprises transnationales à but lucratif, qui de façon croissante traitent par dessus les frontières et par dessus les gouvernements, vont créer de nouveaux liens directs entre les groupes internationaux

privés de décision et de production et les consommateurs de tous les pays. Il semble qu'il existe chez ces entreprises une tendance à créer, par dessus leurs affiliés nationaux, des organes ou des départements spécialisés par produits, qui dirigeront pour leur secteur propre ces affiliés nationaux. Le résultat en sera une internationalisation plus étendue encore de l'étude et de la satisfaction des besoins des individus et une limitation accrue des considérations d'ordre national. Si les institutions interétatiques, surtout de caractère régional venaient à prendre à l'égard de ces entreprises transnationales à but lucratif des mesures d'« intergouvernementalisation » en quelque sorte analogues aux mesures de nationalisation prises par certains Etats, il est vraisemblable que ces entreprises se rapprocheraient des organisations transnationales sans but lucratif, afin d'obtenir l'appui de l'opinion publique internationale et en même temps elles renforceraient celles-ci.

Il n'est pas sans intérêt de noter qu'aujourd'hui les entreprises transnationales à but lucratif paraissent de plus en plus attentives aux revendications exprimées à leur égard par les organisations internationales syndicales. Ceci va peut-être provoquer un développement nouveau du rôle des organisations internationales non gouvernementales et des exigences plus agressives de participation.

Cet esprit peut s'étendre à d'autres organisations internationales non gouvernementales que les organisations syndicales et ne va-t-il pas, pour les unes comme pour les autres, s'exercer ensuite auprès des institutions interétatiques.

Face aux assemblées de princes du type onusien actuel, ceux qui se considèrent comme les classes moyennes ou les forces ouvrières de la coopération internationale pourraient peut-être dans un avenir proche, revendiquer, au nom de « nous les peuples » que les Etats tiennent compte du nouvel esprit et du nouvel état de fait de solidarité transnationale. Les institutions interétatiques tôt ou tard, devront, nous semble-t-il, revoir complètement la question de leurs relations avec les forces transnationales et aller dans le sens d'une véritable collaboration, qui aide de pair avec un vouloir authentique de coopération entre les Etats pour l'amélioration non pas de leur puissance ou de leurs intérêts économiques, mais pour l'amélioration du mieux-être des populations de tous les pays, c'est à dire avant tout, aujourd'hui et pour longtemps, de celles des pays en voie de développement.

Une forme nouvelle et une image nouvelle de la coopération internationale requièrent que l'homme de la rue puisse avoir la conviction que les délégués des Etats membres dans les assemblées et dans les réunions des organisations

intergouvernementales sont les représentants et les interprètes des besoins du monde.

Une dimension nouvelle de la coopération internationale requiert que ces institutions prennent pleinement comme associées les forces transnationales.

G.P. Speeckaert  
Secrétaire Général  
honoraire, UAI.

Second intervention  
of Mr. Johan Galtung.

Like everybody else, I would like to express my gratitude for having had the occasion to participate in this conference, and in spite of what was just said — with which I very much agree — I have the feeling that we are exploring a new landscape, the contours of which are not at all well known. One of the important aspects of this landscape is that INGOs have something more in common than just the problems of organizing one's own organization, with Secretary-Generals and so on. There is the relationship to government, the relationship to development, the relationship to a more peaceful world, and above all, as was pointed out by Mr. Schüsselé : where is the organization that makes it possible for man to express himself better and in a more varied way? In addition to this, I wonder whether you would give some consideration to the following small suggestions; some of them have already been floating around. One of them was the idea of new forms of conferences. My colleague to the right said very much about « man ». But do conference relate to man, when every one of us is not given a sufficient opportunity for self-expression, much less meaningful interaction? Why is it that we rush to the breaks, and so often find that the breaks are the most meaningful part of any conference? Because we can talk freely together. So why not organize conferences more like the breaks? Why not extend the breaks and have shorter sessions, so to speak? The second point has been made by many, and I am happy to be one of them : that our INGOs have a tendency to be Western. A basic improvement would be to bring in somebody distinctly non-Western, who could point out the kinds of things that we don't see ourselves clearly enough. Now point three. In many of these extremely interesting background documents (and I don't agree we haven't had background documents — we have had very good documentation, for instance by Mr. Judge and Mr. Smith) different forms of organization are pointed out. The point I'm driving at is the following : could it be that U1A could extend, could expand its terms of

*continued p. 178.*

**ORGANISATION INTERNATIONALE  
DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE**

**M. Walter HILL**

Secrétaire Général  
de la  
Chambre de Commerce Internationale



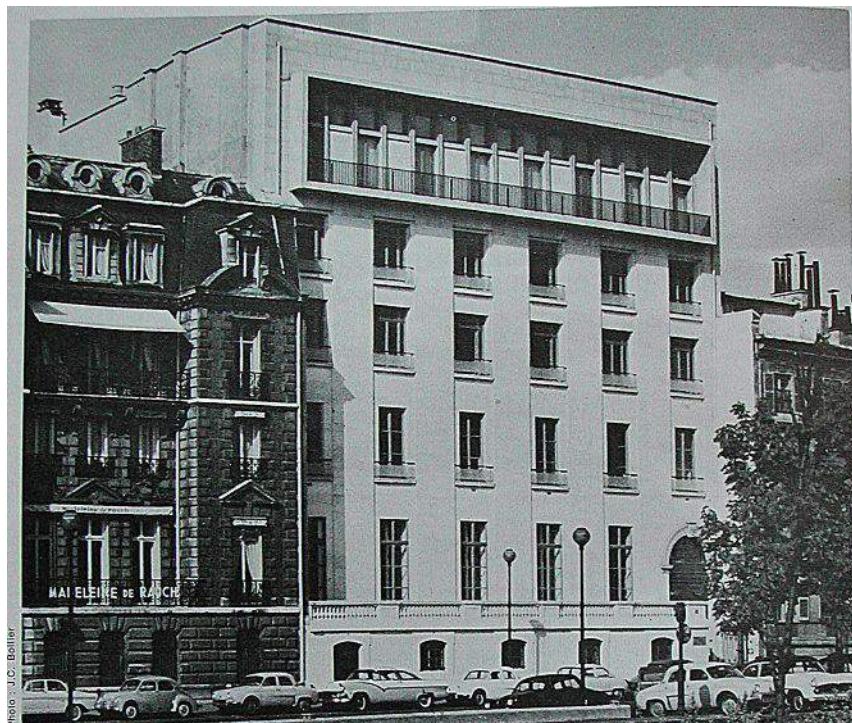
La création de la Chambre de Commerce Internationale remonte au lendemain de la Première Guerre Mondiale. Face aux dévastations provoquées par quatre années de conflit, quelques hommes d'affaires de plusieurs grands pays, prenant conscience du rôle positif que pouvait jouer l'entreprise privée sur la scène internationale, décidaient de constituer une organisation qui puisse permettre aux milieux économiques privés d'unir leurs idées, leurs intérêts et leurs volontés en un instrument unique et puissant au service de la paix mondiale. C'était à l'époque faire œuvre de pionniers. L'idée internationale en était encore au niveau des balbutiements et la crise économique allait provoquer une remontée souvent violente du nationalisme et, sur le plan commercial, d'un protectionnisme dont les traces sont encore sensibles aujourd'hui.

La CCI parvenait cependant, tout au long de l'entre deux guerres, à assurer son autorité par la qualité de ses travaux techniques et la compétence de ses membres. Favorisant les contacts entre hommes d'affaires de tous horizons et de tous pays, la CCI entreprenait d'importants travaux dans le domaine de l'unification du droit et de la normalisation des pratiques commerciales, tandis que sa Cour d'Arbitrage s'affirmait déjà comme un moyen rapide, efficace et discret, permettant de régler les litiges relatifs aux échanges internationaux.

Mais la création progressive de nombreuses institutions intergouvernementales au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale — qu'il s'agisse des multiples organisations de la famille des Nations Unies, des groupements économiques du type Marché Commun, ou des organismes à compétence technique rendus nécessaires par l'évolution du monde moderne — allait provoquer une considérable extension des activités de la CCI.

Face aux changements rapides s'opérant sur la scène internationale, au développement prodigieux des échanges, aux progrès de la technologie, à une interdépendance de plus en plus sensible, la CCI se devait de remplir au mieux son rôle de porte-parole des milieux économiques privés du monde entier. Association purement privée, la CCI renforçait ses Comités Nationaux et en créait de nouveaux dans les pays à économie de marché, qu'ils soient développés ou en voie de développement. Présente actuellement dans 80 pays, la Chambre de Commerce Internationale associe étroitement ses membres à l'élaboration de ses positions grâce à une quarantaine de Commissions Internationales, de Comités et de Groupes de Travail et par l'intermédiaire de multiples enquêtes et consultations. Il n'est pas une déclaration de la CCI qui n'ait donné lieu, avant d'être soumise au Comité Exécutif ou au Conseil, à un travail approfondi d'une ou plusieurs Commissions composées de chefs d'entreprise et d'experts du secteur privé en provenance de nombreux pays et en consultation permanente avec les Comités Nationaux.

Il ne suffit pas cependant d'être pleinement représentatif du secteur privé et d'adopter des positions constructives et réfléchies sur tous les problèmes de l'économie et des échanges internationaux. Encore faut-il parvenir à se faire entendre des



Le siège social de la C.C.I.

organisations intergouvernementales, qu'elles soient à compétence générale ou technique. Ce fut précisément la tâche de ces dernières années que de permettre à la CCI de se faire entendre, à ce niveau, dans les conditions les plus satisfaisantes.

#### Des structures de consultation

Le développement des relations entre la CCI et les organisations intergouvernementales appelées à prendre des décisions en matière économique a été assuré d'une part dans le cadre du statut consultatif prévu par les règlements de ces organisations ou, à défaut, en recherchant des formules originales de dialogue et de consultation.

La CCI s'est employée à développer au maximum les possibilités ainsi offertes en vue d'une collaboration féconde. Sa règle principale a toujours été de participer aux travaux des organisations intergouvernementales, en étudiant les questions de sa compétence figurant à leur ordre du jour, et avec le souci de leur apporter l'expérience pratique des milieux d'affaires.

L'apport de la CCI est conçu comme devant s'effectuer dans le cadre d'échanges à double sens de propositions et d'observations. C'est ainsi que chaque fois que cela s'avère possible, la CCI prend l'initiative de recherches et de travaux sur des questions qui ne sont pas encore débattues au niveau intergouvernemental. Le meilleur exemple en est probablement le Programme de Libération des Échanges, adopté par la CCI depuis maintenant plus de deux ans et qui constitue une contribution importante aux négociations qui s'ouvriront, sous les auspices du GATT, à Genève, dans la seconde moitié de 1973.

La CCI jouit ainsi de relations bien établies auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies, des principaux organismes des Nations-Unies dont les activités concernent les milieux économiques internationaux, auprès des agences spécialisées également, de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT) et auprès d'un grand nombre d'organisations intergouvernementales importantes qui ne relèvent pas des Nations-Unies.

#### Après Milan

Notre participation se manifeste bien entendu d'abord par nos recommandations et rapports et par la présence effective de représentants qualifiés du secteur privé bien au courant des pratiques et des possibilités aux nombreuses réunions auxquelles la CCI est invitée. Le fait que des chefs d'entreprise acceptent ainsi de consacrer un nombre considérable de journées à ces réunions montre d'ailleurs à quel point les milieux d'affaires ont compris leurs responsabilités sur le plan international.

Mais, dans des domaines de plus en plus nombreux, une collaboration plus étroite encore s'est établie entre la CCI et les organisations intergouvernementales. Ce travail au jour le jour peut revêtir différentes formes: présence à des réunions de travail restreintes, échange d'experts, enquêtes auprès des membres de la CCI dans le cadre d'études entreprises par une organisation intergouvernementale. Cette coopération ne se limite pas de toute évidence à la préparation de décisions. Elle se poursuit, le cas échéant, dans le cadre de la mise en œuvre des décisions internationales.

On peut citer, à titre d'exemples, le rôle du Comité de Liaison de la CCI avec les Chambres de Commerce des Pays Socialistes dans l'examen, en coopération avec la Commission Economique pour l'Europe des Nations-Unies (ECE), des difficultés pratiques rencontrées dans le Commerce Est-Ouest. De son côté le Bureau International des Chambres de Commerce (BICC) coopère étroitement avec le Conseil de Coopération Douanière (CCD) pour la mise en œuvre de sa convention relative à l'admission temporaire de certaines catégories de marchandises (système des carnets ATA). Le BICC a créé à cet effet une chaîne de cautionnement douanier international fonctionnant dans 29 pays par le ministère des Chambres de Commerce qui lui sont affiliées.

Au cours de ces dernières années, l'intensité de ces relations avec les organisations intergouvernementales a mis en lumière la nécessité d'une structure permanente de consultation directe au niveau des responsables permanents des institutions en cause.

C'est ainsi que devait naître en 1969 le Comité Économique Consultatif CCI — Nations-Unies, GATT auquel est également représentée l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE).

Ce Comité, qui vient de tenir sa quatrième session à Paris les 17 et 18 janvier dernier (la précédente session s'était déroulée à Genève en 1972) est présidé conjointement par le Secrétaire Général Adjoint des Nations-Unies pour les Affaires Économiques et Sociales, M. Philippe de SEYNES, et, au titre de la CCI, par M. Wilfrid S. BAUMGARTNER (France), ancien Ministre des Finances et des Affaires Économiques, Président de Rhône-Poulenc SA, Paris.

Le Comité réunit d'une part une vingtaine de personnalités représentatives du secteur privé, membres de la CCI et d'autre part les dirigeants des organisations intergouvernementales, membres du Comité. A la dernière session, ont participé les organisations suivantes généralement représentées par leur Directeur ou Secrétaire Général : Fonds Monétaire International (FMI), Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Organisation Internationale du Travail (OIT), Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), Programme des Nations-Unies pour l'Environnement, et, en dehors du système des Nations-Unies, le GATT et l'OCDE.

Le rôle du Comité est de permettre un échange de vues approfondi sur les politiques et les techniques susceptibles d'assurer la coordination du secteur privé et des gouvernements, notamment en faveur du développement économique. On imagine aisément tout l'intérêt que peut représenter pour le secteur public comme pour le secteur privé, cet examen en commun des problèmes économiques les plus importants.

La CCI s'est aussi efforcée de développer ce type de consultation permanente au niveau régional. Le Bureau de sa Commission des Affaires d'Asie et d'Extrême-Orient (CAFEA-CCI) rencontre régulièrement les hauts fonctionnaires du Secrétariat de la Commission Économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient des Nations-Unies (ECAFE) et ces consultations prennent chaque année une plus grande importance. En Europe, à la suite d'une échange de lettres entre le Président de la Commission des Communautés Européennes et le Président de la CCI, en juillet 1971, les deux organisations ont décidé d'institutionnaliser, par des rencontres annuelles de leurs dirigeants, les relations de travail instituées dès 1959. La première de ces rencontres systématiques s'est déroulée en mai dernier avec la participation de la majorité des membres de la Commission, tandis que la délégation de la CCI, conduite par son Président et son Secrétaire Général était principalement composée des Présidents d'une dizaine de ses organes de travail permanents inté-



ressés par les problèmes de la Communauté. Pour donner une idée de l'intérêt et du caractère approfondi de ce type de réunion, il suffit de citer les têtes de chapitre de la rencontre de mal dernier : politique monétaire internationale, politique commerciale, projet de statut de Société Européenne, politique des transports, environnement.

#### **De nouveaux champs d'action**

Ces différents tête-à-tête permettent d'aborder les questions qui constituent les préoccupations permanentes, de la CCI et de tous ceux qui sont concernés par les relations économiques internationales. Elles offrent en même temps l'occasion d'explorer de nouveaux champs d'action, tels que l'environnement ou le rôle des entreprises multinationales.

Avant même que ne se réunisse, à Stockholm, la Conférence des Nations-Unies sur l'Environnement (6-15 juin 1972), la CCI avait décidé d'être présente et active en cette matière dans un esprit d'étroite coopération avec les Nations-Unies. Déjà le choix de l'Environnement, comme Thème Général de son Congrès de Vienne, en 1971, et la création d'un Comité Spécial qui avait suivi, montraient non seulement son intérêt pour une question où le rôle de l'entreprise privée est essentiel mais aussi donnaient la possibilité de fixer le cadre et les perspectives de l'action avenir.

Les conclusions de la Conférence Mondiale des Industries sur l'Environnement, organisée par la CCI et la Fédération des Industries Suédoises à Göteborg, à la veille de la Conférence de Stockholm m'avaient permis, en tant que Secrétaire Général de la CCI, d'exprimer publiquement aussi bien à la tribune même de la Conférence que devant la 53me Session du Conseil Economique et Social des Nations-Unies, le mois suivant, à Genève, la volonté de collaboration du secteur privé aux effets des gouvernements.

Depuis ce moment, beaucoup de chemin a été parcouru en vue de permettre au secteur privé de parler d'une seule voix dans un domaine aussi complexe que celui-ci. A la suite d'une réunion qui s'est tenue à Paris en novembre dernier, au siège de la CCI, un centre international de l'industrie pour l'environnement est en voie de constitution, dont la principale tâche sera d'établir des liens étroits avec le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement.

Mais les relations de la CCI avec les organisations intergouvernementales doivent par la force des choses s'adapter à la spécificité des problèmes. Quand il s'agit d'un problème aussi complexe et délicat que celui des entreprises multinationales, la mission de la CCI est d'aider au maximum à ce qu'un débat objectif puisse s'engager au niveau international.

Les investissements internationaux sont, on le sait, un des moteurs principaux de la croissance économique mondiale. Les craintes exprimées sur les conséquences des liens d'interdépendance économique internationale qui en résultent et les risques de conflit avec les légitimes principes de la souveraineté nationale rendent nécessaire une étude exhaustive des données du problème. A cette fin la CCI vient de rendre public un important rapport sur le rôle financier des entreprises multinationales, établi par M. MANSER (Royaume-Uni).

Allant encore plus loin, la CCI a publié en décembre dernier un « Guide pour les Investissements Internationaux » qui est destiné à développer une meilleure compréhension mutuelle entre les investisseurs internationaux privés et les gouvernements. Ce Guide d'une portée universelle est composé d'une série de recommandations pratiques basées sur l'expérience. Il a été réalisé avec la collaboration d'hommes d'affaires des pays développés aussi bien que des pays en voie de développement.

Le rôle de la CCI, on le voit, ne cesse d'évoluer au rythme de l'économie internationale. Dans la mesure où les décisions qui doivent être prises, au niveau des organisations intergouvernementales, sont chaque jour plus techniques et plus complexes, la CCI doit s'efforcer de collaborer avec ces organisations de plus en plus étroitement.

Les résultats obtenus jusqu'à ce jour ont été extrêmement positifs. L'audience de la CCI s'est considérablement renforcée, ses interventions sont écoutées et ses contributions sont attendues. En effet, les organisations intergouvernementales savent que la CCI entend jouer son rôle de porte-parole de l'entreprise privée de manière totalement objective, sans sacrifier aux pressions d'intérêts particuliers et en recherchant sans cesse une amélioration des échanges commerciaux à travers le monde et un développement équilibré de l'économie internationale.

Il y a dans ces conditions une convergence profonde des intentions qui permet à cette collaboration de s'établir dans un climat de confiance. D'un côté comme de l'autre, il s'agit de travailler au renforcement de la communauté internationale, de tisser patiemment les mille liens, qui doivent permettre d'augmenter les chances de la Paix.

Dans le domaine qui lui est propre, la CCI entend contribuer à cette œuvre passionnante. Elle s'est fixée pour mission de développer le sens des responsabilités internationales des chefs d'entreprise et de l'ensemble des milieux d'affaires. L'entreprise privée ne doit pas en effet limiter ses ambitions au développement économique. Elle doit également se préoccuper du mieux être de l'humanité en dépassant les frontières nationales. Telle est en effet la responsabilité majeure de l'Organisation Internationale du Commerce et de l'Industrie.

# THREE STAGES OF POSSIBLE U. N. DEVELOPMENT

Aake Anker-Ording

Secretary General  
of Initiating  
World Authority  
Committee  
Norway

*In the following three charts an effort is made to describe the possible development of the global human society from the present stage under the existing UN structure (Chart I), through a second stage with increased global activities and structures under a strengthened UN (Chart II) and further into the third stage, where is indicated what may be the structures in a future global democracy (Chart III).*

## CHART I UNITED NATIONS TODAY

The six rectangular figures at the bottom symbolize the nation states. Within them are indicated the individual citizens, the local non-governmental organizations, the electoral districts such as municipalities, and then the national non-governmental organizations. Finally, on the top of each of these rectangular figures are given the national parliaments and the national governments.

At the other end, on top of the chart is given the UN General Assembly with its various organs. This Assembly is so far the most prominent organ for global representation. It is nevertheless only composed of representatives of the national governments on the top of the nation states. All the other organs mentioned, from the individuals up to the parliaments, are not directly represented. One main purpose of the chart is to raise the question how to

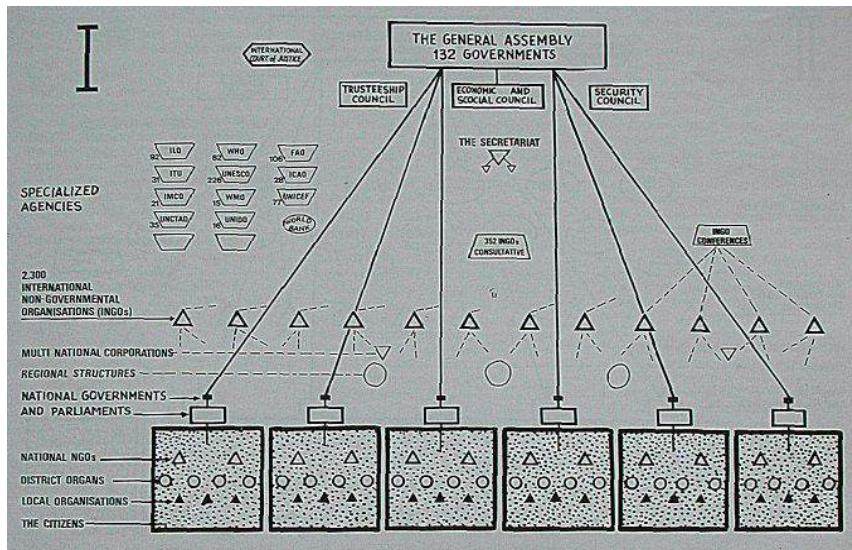
bridge the gap between the General Assembly with this small national government representation at the top and the broad masses of the citizens and their organs at the bottom, the interests of whom the whole structure shall serve.

The present beginning of such more democratic participation in international activities is illustrated by the international non-governmental organizations (I.N.G.O.s). From being unknown at the beginning of the last century they have today reached the number of more than 2,300. The Union of International Associations in Brussels, established in 1907, is collecting the facts of this growth. Each within their field, these INGO's deal with problems which cannot satisfactorily be solved within the limits of national organs only. Today there is almost no human interest, it be economic, cultural or ideological, which is not represented within their activities. In fact, the League of Nations and the United Nations themselves were the outcome of initiatives from such organizations. Nevertheless, in the deciding organs of the UN they have no vote. The specialized agencies of UN have, however, felt the need for their advice and assistance. On the left side of the chart, at each of the figures symbolizing the specialized agencies, is given the number of INGO's with whom such contacts of a consultative kind have been established. Two of these agencies are usually mentioned as offering the INGO's a more advanced place. In ILO, alongside with the national government representatives, are usually also re-

presentatives of the national organizations of the employers and the employees members of the delegations concerned. The appointment of such representatives is, however, completely in the hand of the governments. The other example is UNICEF. An important organ in assisting the establishment of UNICEF was United Nations Appeal for Children (UNAC). This latter was only a one time effort but of crucial importance when it comes to evaluation of the potential forces here involved. The Appeal was initiated and financed by the UN and its Secretariat, but the real job was done by non-governmental organs in 40 UN member countries and in more than 30 areas not being members of the UN at all. It was the INGO's and the individual citizens at the bottom of the chart, who collected the 240 million Norwegian Kroner in the course of a few months. Just when the success appeared, the growing conflict between the big powers, East and West, arose and by a very narrow vote in the Economic and Social Council was UNAC brought to an end.

The growing claim from the INGO's to be more centrally represented led to the establishment of the consultative status at the Economic and Social Council. Out of the 2,300 INGO's this status is today offered to 352 of them, and is further classified into status A and B. By and large their main task is to listen to the often unsuccessful handling of problems by competing governments delegates from their limited national interests, although the INGO's concerned, each in their field,

## UNITED NATIONS TODAY



have from the start made these problems their special concern. On the right side of the chart is given a symbol of the conferences of INGO's. There are first of all the numerous conferences and congresses called by these organizations themselves. In addition, the UN Secretary-General does from time to time call for conferences of their representatives. The purpose of these latter conferences is

### CHART II UNITED NATIONS TOMORROW

In the center of Chart II are placed some ovals indicating some of the basic functional problems, where the fate of humanity in the coming decades has to be decided. Food, Health, Human Rights, Welfare and Communications are already being considered in some of the existing organs of the UN specialized agencies. But new problems are threatening humanity with global crises. There is the problem of pollution of our whole environment and the question of how to reach a common management of the sea-beds and outer space. Drafts of programs

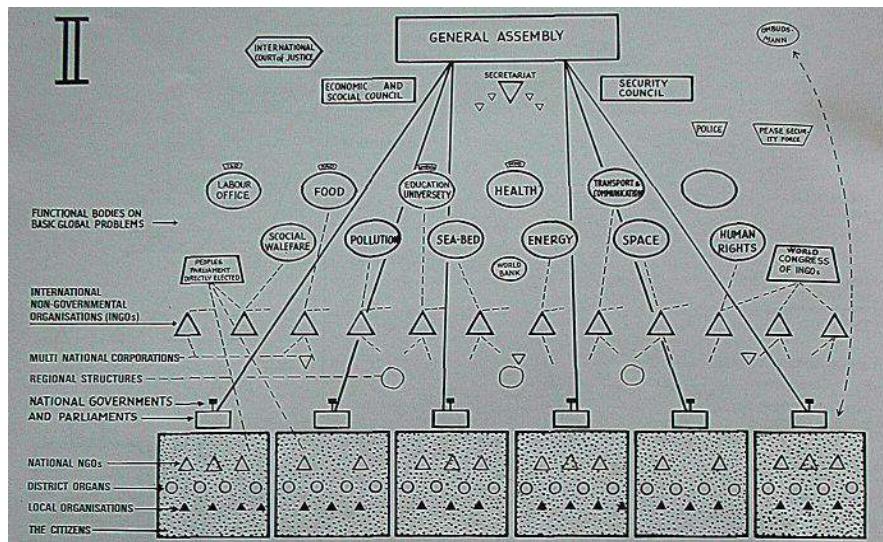
to spread information on the positive aspects of UN activities. Attempts to raise serious criticism, not to speak of passing resolutions presenting pressure on governments are out of order. This is so even in cases where the purpose of such resolutions is to have the respective governments take action according to resolutions unanimously passed in the General Assembly by these governments themselves.

and of new structures in these various fields are coming from many quarters. Almost all of them raise two basic questions : how can ordinary citizens and their organizations be mobilized to take the measures needed ? And how to establish the authority now also needed on the global level to have resolutions followed up and implemented ? Then there is the need for increased scientific research and the non-biased distribution of knowledge. The need for establishment of a world university, or rather many world universities, is on the maps. In Chart II these new problems and structures are centrally placed. The earlier UN specialized agencies have been brought down from their present somewhat lofty positions to become organs for coordinating functional activities on implementation from the

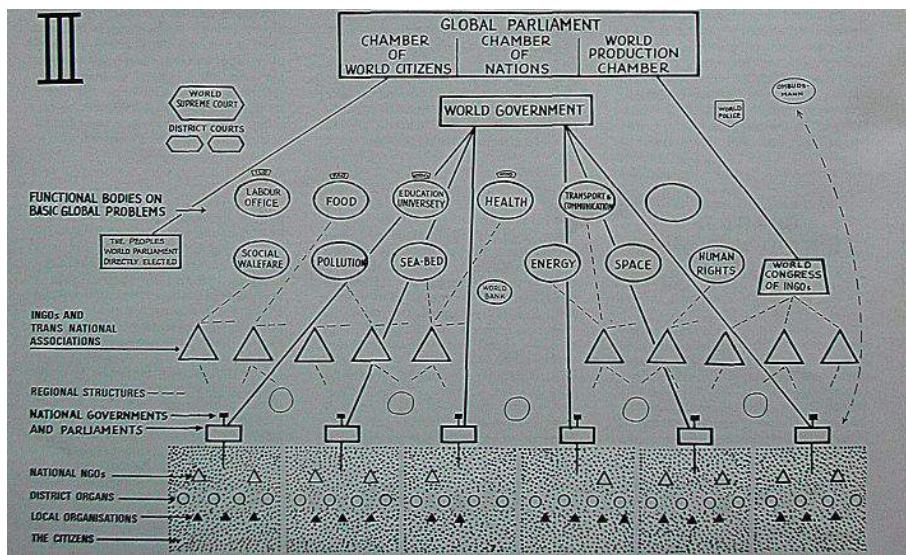
Out of this picture, and based upon such experiences, suggestions for new structures and new balances of power are growing. Such suggestions are coming from the INGO's, and not only because of their functional self-interest. Mankind as a whole is faced with practical global problems, the solutions to which can only be met by popular support through new global bodies. This leads us to Chart II.

bottom, in close cooperation with the INGO's concerned.  
On the right side of the chart is a figure indicating a common World Congress of INGO's. The idea of such a congress has often been offered, and within the initiatives of the Union of International Associations the beginning of such an overall congress has its natural place.  
On the left side of the chart is given the figure of what is called the *People's World Parliament* directly elected. Proposals for such a parliament have also been promoted for a long time and the beginnings are being made. » Directly elected » means elected by citizens everywhere according to a certain proportion of the electors without regard to the traditional, national, geographical or ideological barriers.

## UNITED NATIONS TOMORROW



## THE FUTURE GLOBAL DEMOCRACY



When it comes to representation in the UN General Assembly it is indicated that not only governments but also parliaments shall be the main organs for appointing these representatives, preferably in understanding with leading national non-governmental organizations,

Today, in addition to the Security Council and the Economic and Social Council, the UN also has a Trusteeship Council, dealing with the problems of the so-called non-self-governing territories. When the stage of Chart II is reached, it is expected that no territory will be non-self-governing. The corresponding council is therefore deleted.

The Secretariat is given a broader field of activity. It is expected that, alongside with a World Police, also a Peace Security Force will be needed. The International Court of Justice will also have expanded tasks to fulfill.

### CHART III THE POSSIBLE FUTURE WORLD DEMOCRACY

Chart III has the heading : « The Future Democratic World Society ». It is obvious that if such a step into the future be now than only a nice guess, it has to be based upon developments of those facts which we can already now see. In this third chart, therefore, an effort is made to show how those developments, which have already taken place under Chart I and Chart II, may naturally grow into what is called a more democratic world society. It is assumed that those problems which have to be solved by the functional structures, centrally placed in Chart II, will at this new stage continue to increase in number as well as in size. The organs already established will have to be strengthened and expanded. New organs will have to be created to answer the need for an overall global authority to coordinate and to decide on those matters essential to the existence of the whole humanity. The known problem arises : How can central authority on such a scale and on such a level be combined with democracy from the bottom ? In Chart III an effort is made to answer this question.

It is suggested that the UN General Assembly be developed into a real *World Parliament* in the following way : In the present General Assembly with 132 nation states represented, each of the four so-called super-powers alone have a veto. It must be expected that already under the stages described in Chart II will this anomaly have been removed. The question of weighted voting is often being given serious

consideration. The growing strength of the INGO's on the one hand and of the world citizens movements on the other are, however, more likely to offer the answer. The outcome may well be the introduction of a parliament composed of three chambers, each of them based upon a special type of representation and each dealing with those sections of the global problems which are their special concern. The final decisions in basic problems may, however, have to be made by the parliament as a whole.

In Chart III the following three such chambers are given :

1) Firstly, in the center is placed the *Chamber of Nations*, being the further development of what is to-day called the UN General Assembly. With all their limitations it is to be expected that the nation states will have a dominant place in the social structures of the world for generations to come. Many trends to however show how this dominance is being weakened. New borders are being established to meet needs which cannot be satisfied within the old national structures. Even old nations are broken up by war and violence, new units are coming about and new structures are growing out of peaceful cooperation. The crossing of the borders of the nation states and the step by step removal of national barriers are clear to be seen. In the three Charts this is illustrated by the strong dark borders still surrounding the nation states in Chart I, the weaker borders to be seen around these states in Chart II, and finally in Chart III the further weakening of these borders, but with national differences and values still to be kept alive. The present dominance of the nation states is thus expected step by step to be cut down, their Chamber of Nations being only one of three chambers and only these three together-establishing that real World Parliament which is given the highest authority.

2) Secondly the INGO's are on the other hand expected to grow in number and in influence, as indicated by the increasing size of their triangles as presented in Charts I, II and III. It seems clear that the activities growing out of the sizeable functional problems managed by them will, sooner or later, make unavoidable their claim for a special say also in the World Parliament itself. On the right side of this parliament is accordingly given a *World Production Chamber* as the parliamentary representation of the same forces which under Charts I and II are meeting in the World Conferences of INGO's and in the World Congress.

3) Thirdly the Peoples World Parliament directly elected will, when well established, no doubt represent interests and conceptions on a new level becoming steadily more appropriate to the new world society. In Chart III on the left side of the parliament is therefore a *Chamber of World Citizens* in-

dicated to be the place for this new representation.

It is only based upon such developments as here indicated and upon such new democratic structures as here foreseen that a real World Parliament can be expected to come about. And only then it is likely that the democratic basis will be at hand for the creation of a real *World Government*. This World Government is then not something placed on the top of the other world structures. In Chart III a *World Cabinet* is placed under the parliament, and the administrative bodies of the World Government are considered to be the outcome of the functional activities already growing from the bottom, started under Chart I and coming more formally about under Chart II. An organ will no doubt be needed to help secure the democratic rights of individuals and minority groups against bureaucratic trends within such a global structure. An such a most important organ the institution of an *ombudsman* is expected to be established as already indicated in Chart I and further developed in the following Charts. His tasks will be to investigate and to help in mutual contact and possible settlement of the many problems which naturally will arise between the organs at the top and the citizens at the bottom.

### FIVE DYNAMIC FORCES INVOLVED

Politics to-day have to be conducted in new dimensions and with broader perspectives than ever before. A new level of thinking is needed. The utopist to-day is he who will not look seriously enough into the potential realities of tomorrow. Where are we going ? This question is raised everywhere. And above all where are the force which out of the needs of their own situation, consciously or unconsciously, are driven towards these new policies ? We have already mentioned those new functional tasks which are growing out of the modern technology and which can only be met by new global structures. But where are the human beings concerned to be found ? The drive towards the said changes makes itself felt in an increasing number of places in the human society. In the present global picture five such human elements can be seen. They are : 1) The traditional system of the big powers and their dominance of conflicts is under change. New contacts between old enemies are being established. But even more important, the big are not so big anymore. Out of the 132 members of the General Assembly 128 are to-day already considered more or less as smaller states. Among them are such earlier big powers as United Kingdom, Germany and France. The overwhelming number of these small states are not willing anymore mainly to be considered as bricks manipulated.

lated with by the big. Their voice has to be heard and their votes have to be respected in the deciding organs as coming from principally equal partners. There are great differences between them, but out of their obvious self-interest they represent a common growing first force striving towards global democracy.

2) There is the serious cleavage between the rich and the poor, that is between the rich and the poor countries as well as between the rich and the poor in each country itself. These old fundamental problems do also today cry out for a new approach. Voluntary efforts alone do not suffice. A permanent fundamental program has to be worked out based upon a common global responsibility crossing the old borders. Here then is the broad picture of the second force which, out of clear and urgent self-interest, is driving towards new democratic global solutions.

3) There is a growing number of international organizations of all kinds. Centrally placed among them are the INGO's already mentioned. But here we have even a broader picture in mind. Here are not only new international organs but also new regional and multi-regional bodies, governmental and non-governmental. All of these represent the growth out of the old local and national limitations. And at the same time all of them are constantly facing the same question : who shall be inside and who shall be outside

these new borders? They are all of them facing the same unavoidable answer : there is only one border which in the end is clear and undisputable, and that is the border of this little earth, including the space coming within our new technological achievements. From none at the beginning of the last century and up to several thousands today, here are the channels through which the individuals can be heard, and the steadily changing picture of their interests can be brought out for debate and decisions. While still being most expanded in the developed countries, their growth also in the developing countries can now clearly be seen.

4) There are the many different types of what are called peace organizations. Today they are said to have reached the number of some 15.00. Under various names and by different ideologies they represent the growing awareness of the ordinary citizens everywhere that a new world, based upon mutual trust and fellowship in rights as well as in duties, has to come about. One of the hopes behind the elaboration of the enclosed charts is that they may help these often unknown, split or even mutually fighting groups, to reach an understanding on division of work and on increased cooperation in the struggle towards their common goal. As such efforts succeed the will of the common men and women everywhere will demonstrate a strength which none of the traditional power-political

ambitions, even with the atom bomb, can overcome.

5) Finally shall here be mentioned the new generations, the youth. The distance between the generations is a problem in every society. But at no time in human history has this problem reached a size and a seriousness on a global scale as in today's world. Whatever country and cultural and ideological background, an upheaval is going on, and everywhere it is directed against the same enemy, the establishment. The establishment is then the symbol of those older generations, which in the midst of their technological successes, are failing so badly when it comes to remove illness, poverty, pollutions and wars. Often are these new generations themselves limited to blind violence in their reactions. This should not mislead anyone to a false conclusion.

Essentially their protest is directed against the same basic evils which today "occupy" mankind everywhere. What they are missing is a tenable picture of that better world, which we all are looking for. It is hoped that the enclosed charts may provoke a dialogue also with these new generations. Their constructive answer to the questions raised are invited. It is anyway first of all the future of the new generation it is all about.

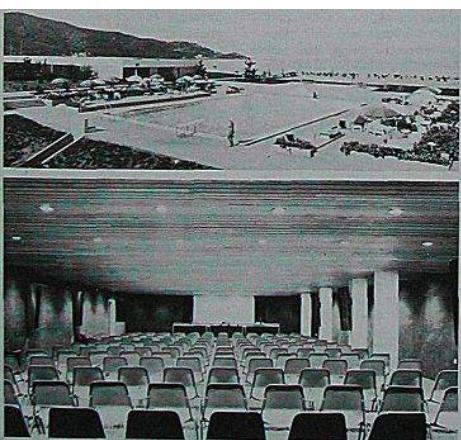
All of these five forces have a positive job to do, and there is a place to be found for everyone everywhere to take part.

## HOTEL TRANSAT CORSE SAW BASTIANO\*\*\*

A 27 KM AU NORD D'AJACCIO  
AU FOND DU GOLFE DE SAGONE  
SUR LA PLAGE DE LA LISCIA

220 chambres - 550 lits - Salle de conférences, 200 places, entièrement équipée en matériel de sonorisation et projection, traduction simultanée 3 langues (en option) Salon 60 places pour une exposition éventuelle patio 300 m<sup>2</sup> Hall d'entrée 120 m<sup>2</sup>.

Un petit paradis pour vos congressistes et leurs épouses car SAN BASTIANO vous offre : Bar, Night-club, Boutique, Coiffeur, Nursing, EQUITATION, Tennis, Ski nautique, Voile, Piscine d'eau douce chauffée, Volley-ball, Ping-pong, Excursions, Location de voitures.





## congressalia

Monte Carlo

The latest edition of the Monte Carlo congress guides is just off the press. This brochure describes in twenty-four pages of full colour what the Principality of Monaco offers for conventions, business meetings, seminars and exhibitions. The purpose of this brochure is to show why one comes to Monaco. A special questionnaire is enclosed requesting information of the meeting one is planning to hold in Monaco in order to give a practical solution to every problem.

This publication is divided into 5 parts :

- part 1 : before the bid :
  - establishing the objectives
  - sources of support
  - researching previous conventions
  - analysing the resources
- part 2 : the bid :
  - making the bid
- part 3 : organising the convention :
  - organisation
  - committees
  - official appointments
  - pre-convention planning
  - convention planning programme
  - organizing the secretariat
  - determining technical requirements
- part 4 : the convention :
  - during the convention
- tips for convention delegates

- part 5 : aftermath :
    - post-convention activities.
- 9 appendices complete this valuable publication.
- Together with this brochure a booklet on Australia convention venues.

### Australia

The Australian Tourist Commission has issued a « Guidelines for Convention Organisers ». The purpose of this brochure is to encourage Australians to organise meetings which will attract international participants and to help them making these as successful as possible.

As indicate by the author : « Our Guidelines » is by no means the ultimate answer to all your questions about convention organizing. But is a beginning >.

Dans son rapport, M. Schreurs, directeur indique :  
« 1972 constitue une année de transition dans la progression continue du Palais des Congrès ». A tous points de vue, l'année 1973 se présente, pour Liège sous les meilleurs auspices, 52 congrès représentant 33.550 journées /congressistes sont déjà inscrits pour 1973.

### Liege

Le palais des Congrès de Liège vient de publier son rapport d'activité pour l'année 1973.

REPARTITION DES CONGRES EN FONCTION DES THEMES EN 1972									
à caractère									
CONGRES	scientifique	éducatif	culturel	politique	professionnel	social	économique	commercia	TOTAUX
Internationaux	16	—	2	3	3	3	2	—	29
Nationaux	5	5	2	6	11	12	8	6	55
TOTAUX	21	5	4	9	14	15	10	6	84

RELEVE DES MANIFESTATIONS QUI SE SONT TENUES EN 1972 A LIEGE.								
TABLEAU RECAPITULATIF								
MOIS	Congrès, Colloques, Journées d'étudiés — Séminaires scientifiques, Symposia			Réunions diverses (réunions à caractère formatif, commercial, industriel ou financier, politique, économique, religieux ou philosophique, professionnel)			Manifestations culturelles (conférences, cinéma, théâtre, concerts)	Bals, séances récréatives, éducatives ou sociales, Expositions et salons commerciaux, Total général
	Intern.	Nationaux ou régionaux	Total	Natio-nales	Régionales	Total		
JANVIER	—	3	3	1	58	59	17	6 — 85
FEVRIER	1	3	4	3	49	52	23	13 1 93
MARS	5	9	14	—	57	57	29	16 10 126
AVRIL	6	9	15	1	41	42	12	7 7. 83
MAI	7	8	15	1	48	— 49	5	10 5 84
JUIN	2	5	7	1	47	48	6	11 1 73
JUILLET	—	—	—	—	8	8	—	1 — 9
AOUT	—	1	1	—	5	5	—	— — 6
SEPTEMBRE	1	1	2	3	32	35	9	2 5 53
OCTOBRE	3	8	11	—	53	53	16	8 5 93
NOVEMBRE	2	7	9	1	44	45	28	6 4 92
DECEMBRE	2	1	3	—	39	39	23	18 — 83
TOTAUX	29	55	84	11	481	492	168	98 38 880

#### Science des congrès

Nous reproduisons ci-dessous quelques extraits de la thèse de M. Patrick Vermeer, sur le tourisme de congrès. Nous croyons intéressant de présenter de temps en temps l'opinion de jeunes professionnels en ce qui concerne le phénomène des congrès.

#### INTRODUCTION

En quinze ans un phénomène nouveau a surgi : la prolifération des congrès. La naissance de ces congrès repose sur une série de motivations importantes.

Les deux premières constituent l'aspect professionnel du congressiste :

- D'abord, les besoins nés de l'interdépendance des nations; en effet, on n'imagine plus aujourd'hui une branche scientifique technique ou commerciale vivant repliée sur elle-même. Pour confronter les méthodes de travail et les connaissances, la nation est un cadre trop étroit; il est nécessaire d'élargir le mouvement des idées à l'échelle de la planète;
- ensuite, la nécessité de s'informer, de se perfectionner pour son profit personnel, afin de participer à la promotion de sa profession; en plus, il convient de lier des contacts professionnels avec des industries de l'endroit. Deux autres motivations constituent l'aspect personnel du congressiste :
- l'importance des congrès repose, aussi, sur des aspirations humaines

fondamentales qui visent à connaître, à échanger des idées;

— enfin, le congressiste recherche le dépassement.

Le congressiste est donc un touriste. Il a avec lui non seulement l'ordre du jour de la manifestation mais aussi le plan de la ville et des alentours. Il veut échapper aux conditions épouvantables de son travail quotidien durant quelques heures de voyage. En même temps, il veut rester ouvert aux exigences de sa profession; il veut découvrir des pays inconnus et même parfois revenir sur le lieu de souvenirs anciens.

Pour les agences de voyages, les congrès constituent un marché nouveau plein de promesses. Les organisateurs de congrès doivent trouver dans les agences de voyages des collaborateurs qui puissent les secouder dans leurs prestations de services et apporter des solutions à divers problèmes tels que le transport, l'hébergement, les excursions et les distractions. En bref, l'agent de voyage doit décharger les organisateurs de lourdes et délicates responsabilités et en retirer assurément des avantages économiques. Cette interdépendance entre comité organisateur et agent de voyage exige une profonde connaissance des problèmes propres à l'organisation des congrès.

Les congrès représentent donc une manifestation complexe de l'esprit de communauté. Elle est d'autant plus complexe que nous pouvons l'envisager

sous divers angles -.

- sous l'angle de la sociologie,
  - sous l'angle de la technique du travail,
  - sous l'angle du tourisme,
  - sous l'angle de l'économie.
- Cette étude ne vise pas à épouser tous les problèmes du tourisme de congrès; son ambition se limite à examiner le tourisme de congrès, à la fois tourisme d'affaires et de détassement, par ses aspects professionnels, culturels, ainsi que l'organisation des congrès et ses problèmes. Un aperçu de l'offre et de la demande touristique de congrès dans certains pays, son aspect économique global et ses perspectives termineront ce travail.

#### CONCLUSIONS GENERALES

Le tourisme de congrès est devenu une réalité en soi. En dépit de la pression des « mass media », le double apport du tourisme de congrès s'est révélé exact : un enrichissement non seulement technique mais aussi de caractère culturel et humain. Soulignons également l'intérêt exceptionnel que présentent de plus en plus les congrès comme élément de coordination et de progrès technique et scientifique, mais surtout comme facteurs de symbiose entre les temps de travail et ceux de loisir et comme occasions de contacts humains directs et personnalisés par les congressistes.

*INTERNATIONAL  
CONVENTION  
BUREAU Belgium s. a.*



Bruxelles et Liège

Liste des Congrès organisés  
avec la collaboration d'ICB en 1973

- **Mars**  
50e anniversaire de l'école de kinésithérapie Charles-Hubert Strainchamp.

Journée d'études le 24 mars - Palais du Centenaire, Bruxelles.  
*Monsieur Pulinckx - Directeur.*

- **Avril**  
Congrès de la Fédération Royale des Notaires de Belgique.

2 au 6 avril - Palais des Congrès, Bruxelles.  
*M. notaire Notaris.*

Congrès International : Les Loisirs dans la Société Industrielle  
5 au 7 avril - Palais des Congrès, Bruxelles.  
*Fondation Van Cleé.*

- **Mai**  
2e Congrès de l'Association européenne des gaz de Pétrole liquéfiés.

3 - 5 mai - La Royale Belge, Bruxelles.  
*Monsieur J.M. Van Hoof - Président.*

Congrès de l'Union des Conseils en brevets européens.  
3-5 mai - Bruxelles.  
*Monsieur Bede - Président.*

- Meeting of the British Division of International Pathology.

11 - 12 mai - Gand.  
*Professeur Roels - Président.*

Inauguration de la 2e Tour du World Trade Center.  
15 mai - Bruxelles.  
*C.D.P.*

Les ultrasons en ophtalmologie.  
30 mai - 2 juin - Akademisch Ziekenhuis - Gand  
*Professeur François - Président.*

- **Juillet**

8e Congrès int. du Diabète.  
15 au 20 juillet - Université Libre de Bruxelles  
*Professeur Bastenie - Président*

- **Août**

3e Congrès Médical de Droit Médical  
19- 23 août - Gand  
*Professeur Dierkens*

- **Septembre**

Congrès Mondial des Organismes familiaux.  
3 - 6 septembre - Palais des Congrès - Liège.  
*Ligue des Familles ; Secrétaire Général Adjoint : J. Zwick.*

15, Boulevard de l'Empereur - 1000 Bruxelles  
Tél. : 11.62.84-48 — Adresse télégraphique INCONBEL

*continued from p. 161*

reference and give consideration to new forms of organization — in organizations that don't have mailing addresses, paper with letterheads, so to speak ? In order to make obvious to more people in the world that human beings organize in very many different ways and that the whole landscape of political action, social action, human rights, is a very diversified, even fascinating world ?

The fourth point has nothing to do with what the panel discussed on the first day; it is only one little note about terminology. I'm not so sure that the term « transnational » should be used as a new term for INGO. I have a feeling that « transnational » perhaps should be reserved for a type of organization that relates directly to human individuals, without national chapters; with the national identity, so to speak, washed out. In other words, that there is a basic difference between an organization that tries to gather together national chapters and an organization that tries to get directly to individuals. It may be that only the second type should be called « transnational ». All these four points which I have tried to mention could now be lied together under one particular heading. Might it be that UIA could move forward and make some suggestions for international organizations, for instance how to make them more directly representative of the masses ? We all have the sneaking suspicion that as we increase communication among ourselves the vertical communication within each organization, between the top and the members continues to be bad. And when we talk about INGO conferences, what we actually are talking about all the time is how to bring Secretary-Generals together ? Which may not be all that terribly important, and certainly not so terribly difficult either. Finally the last point: to what extent would the UIA be prepared to try in some years to organize a really big convention of INGOs ? That should be a meeting of INGOs to discuss these all shared problems and common interests, and to that conference we should invite governments as observers, not vice-versa.

Thank you.

## NEW INTERNATIONAL MEETINGS ANNOUNCED

*Information listed in this section  
supplements details in the Annual  
International Congress Calendar  
published in January 1973.*

*Les informations faisant l'objet de  
cette rubrique constituent les sup-  
pléments au Calendrier Annuel des  
Congrès Internationaux publié en  
janvier 1973.*

- 1973 Mar 13-14 Vienna (Austria)  
European Confederation of Agriculture, groupe de Travail « Formation » 5e séance. (YB n°686)  
*Spezialbüro für Agrarreisen beim Niederösterreichischen Landesreisebüro, Heidenschuss 2, 1014 Vienna, Austria.*
- 1973 Mar 19-25 Parkville (Australia)  
Int Conference on Large High Tension Electric Systems, Study Committee SC 31 and SC 32. Combined meeting. P : 130. (YB n°1685)  
*CIGRE, Australian Committee, C/o Mr J Johnson, Assistant Manager (Generation Transmission), State Electricity Commission of Victoria, 15 William Street, Melbourne, Vic 3000, Australia.*
- 1973 Mar 23-25 Rome (Italy)  
European Association for Gastrocamera Diagnosis. 5th symposium : Importance of gastrophotographic findings in the early diagnosis of gastric carcinoma; gastrophotographic assessment of gastric ulcer evolution... (YB n°3972)  
*AISC, Assistenza Internazionale, Servizi di Congresso, Via G B Martini 6, 00198 Roma, Italy.*
- 1973 Mar 26-30 Freiburg/BRSSG. (Germany Fed.Rep.)  
Int Council on Alcohol and Addiction. Int symposium for social workers working in the field of alcoholism and addictions. (YB n° 1765)  
*CP 140, 1001 Lausanne, Switzerland.*
- 1973 Mar 26-30 London (UK)  
Inter-Governmental Maritime Consultative Organization. Maritime Safety Committee. 27th session. (YB n° 1117)  
*101-104 Piccadilly, London W1V OAE, UK.*
- 1973 Mar 26-Apr 6 Rome (Italy)  
FAO, Programme Committee. 23rd session. P : 25. (YB n°971)  
*FAO, Conference Programming Section, Via delle Terme di Caracalla Rome, Italy.*
- 1973 Mar 27-29 Paris (France)  
NGO (Unesco) Standing Committee. Colloque sur le racisme. (YB n°3375)  
*Unesco, rue Miollis 1, 75 Paris 15e, France.*
- 1973 Mar 28 Rome (Italy)  
FAO, Industry Cooperative Programme, Executive Committee. 27th session. P : 50. (YB n°971)  
*FAO, Conference Programming Section, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.*
- 1973 Mar 28-31 Rome (Italy)  
20th int scientific congress on electronics.  
*Rassegna Internazionale Elettronica, Nuclear e Aerospace. Via Crescenzo 9, 00193 Rome, Italy.*
- 1973 Mar 29-30 Rome (Italy)  
FAO, Industry Cooperative programme, General Committee. 9th session. P : 100. (YB n° 971)  
*FAO, Conference Programming Section, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.*
- 1973 Mar 29-31 Vienna (Austria)  
Int Institute for Peace. Symposium : The scientific-technical revolution and the problems of the maintenance of peace. P : 40. (YB n°2128)  
*Möllwaldplatz 5, 1040 Vienna, Austria.*
- 1973 Apr 1-5 Liverpool (UK)  
Int Council on Alcohol and Addiction. 2nd int conference on alcoholism and drug dependence. (YB n°1765)  
*CP 140, 1001 Lausanne, Switzerland.*
- 1973 Apr 1-6 London (UK)  
The Institution of Mining and Metallurgy. 10th int mineral processing congress.  
*The Secretary, The Institution of Mining and Metallurgy, 44 Portland Place, London WIN 4BR, UK.*
- 1973 Apr 1-6 Brussels (Belgium)  
Fédération Royale des Notaires de Belgique. Congrès.  
*ICB, Boulevard de l'Empereur 15, 1000 Brussels, Belgium.*
- 1973 Apr 5-7 Brussels (Belgium)  
Fondation Van Cle. Congrès int : Les loisirs dans la société industrielle.  
*ICB, Boulevard de l'Empereur 15, 1000 Bruxelles.*
- 1973 Apr 9-12 Bologna (Italy)  
2e symposium int sur le dépistage et ta prévention du cancer.  
*Istituto di oncologia «F Addario», Viale Ercolani 4/2, 40138 Bologna, Italy.*
- 1973 Apr 9-13 London (UK)  
Inter-Governmental Maritime Consultative Organization, Facilitation Committee. 7th session. (YB n° 1117)  
*101-104 Piccadilly, London, W1V OAE, UK.*
- 1973 Apr 9-14 Oslo (Norway)  
United Nations. Conférence d'experts sur le colonialisme et l'apartheid. (YB n° 3375)  
*Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland.*
- 1973 Apr 10-12 Cumberland (UK)  
Int symposium : Vibration problems in industry.  
*Dr J R Wakefield, AEA Windscale, Seascale, Cumberland CA20 IPF, UK.*
- 1973 Apr 11-12 Maastricht (Netherlands)  
Int conference on renewal of historic cities.  
*« Stoksaatconference », Stadskantoor, Stadhuisstraat 5, Maastricht, Netherlands.*
- 1973 Apr 12-14 Washington (USA)  
The American Society of Int Law. Meeting. Ex.  
*ASIL EXHIBIT, P O Box 298, 705 Prince Street, Alexandria, Virginia 22314, USA.*
- 1973 Apr 13-14 East Lansing (Mich, USA)  
American Institute of Decision Sciences. 4th annual midwest conference.  
*Dr Philip L Carter, Program Chairman. 1973 Midwest aids. Dept of Management, Michigan State University. East Lansing, Michigan 48823, USA.*



**CIGA HOTELS**

**COMPAGNIA ITALIANA  
DEI GRANDI ALBERGHI**

ITALIAN GRAND HOTELS COMPANY  
VENEZIA

offers the best convention facilities  
at the following de luxe hotels :

LIDO VENICE EXCELSIOR PALACE HOTEL.  
New large convention hall with theatre  
seating up to 1000, simultaneous  
translation and film projection equipment  
and other technically up-to-date  
facilities.

STRESA (Lake Maggiore) GRAND HOTEL DES BAINS.  
GRAND HOTEL ET DES ILES BORROMEES  
and the annexe Villa delle Azalee,  
specially equipped for conferences  
and meetings.

MILAN HOTEL PRINCIPE & SAVOIA  
with one of the largest convention  
rooms in Italy, providing simultaneous  
translation and film projection system.  
PALACE HOTEL  
ideal for conferences and meetings in  
conjunction with the facilities offered  
by Hotel Principe & Savoia opposite.

FLORENCE HOTEL EXCELSIOR ITALIE  
GRAND HOTEL

ROME HOTEL EXCELSIOR

TURIN EXCELSIOR GRAND HOTEL  
PRINCIPI DI PIEMONTE

**OTHER CIGA HOTELS :**

VENICE GRITTI PALACE HOTEL  
DANIELI ROYAL EXCELSIOR  
HOTEL EUROPA & BRITTANNIA  
HOTEL REGINA

ROME LE GRAND HOTEL

NAPLES HOTEL EXCELSIOR

GENOA HOTEL COLOMBIA EXCELSIOR  
(STA)

**CIGA APARTMENT HOUSES**

VENICE « PALAZZO DEL GIGLIO »  
FLORENCE « PALAZZO BENCI »  
ROME « PALAZZO AL VELABRO »  
MILAN « PRINCIPE & SAVOIA »

For information apply to :  
C.I.G.A. - Ufficio Sviluppo - Via Parigi 11 -  
00185 Roma - Tel. 4755.604  
or  
C.I.G.A. - Ufficio Congressi - S.Marco 1812 -  
30124 Venezia - Tel. 26.275

- 1973 Apr 15-17 Milan (Italy)  
Società Italiana per il Progresso della Zootecnica. 8° simposio  
int di zootecnia: Intensificazione della produzione zootecnica  
e problemi della riproduzione animale.  
*Fiera Campionaria, Milan, Italy.*
- 1973 Apr 16-18 London (UK)  
Anglo-American conference on drug abuse.  
*The Royal Society of Medicine, 1 Wimpole Street, London  
WIM 8AE, UK,*
- 1973 Apr 17-18 Hull (UK)  
The Institute of Physics, Plasma Physics and Quantum Electronics Groups. Conference on laser produced plasmas.  
*Meetings Officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London SW1X 8QX, UK.*
- 1973 Apr 24-26 Berlin (Germany, Dem Rep)  
Trade Unions Int of Chemical, Oil and Allied Workers. Int seminar on the problems of working women in the rubber and pharmaceutical industries. P: 80. (YB n°3323)  
Dosze Gyorgy U 4/B, Budapest 76, Hungary.
- 1973 Apr 25-May 4 Rome (Italy)  
FAO, Intergovernmental Committee of the World Food Programme. P: 175. (YB n°971)  
*FAO, Conference Programming Section, via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.*
- 1973 Apr 26-30 Amsterdam (Netherlands)  
Int Society of City and Regional Planners. Council.  
(YB n°2534)  
*Edgard Klutz, rue des Vingt-Deux 16/20, 4000 Liège, Belgium.*
- 1973 May 2-4 Pont-de-la-Morge (Switzerland)  
Groupe Polyphenols. Assemblée générale : Les polyphénols en technologie alimentaire; les polyphénols en pharmacognosie; les polyphénols en physiologie végétale. Ex.  
*Mr Frédéric Vogel, Service de Physiologie, Station Fédérale de Recherches Agronomiques de Lausanne, Bugnon 44, 1005 Lausanne, Switzerland.*
- 1973 May 2-6 Bruges (Belgium)  
21st colloquium on protides of the biological fluids.  
*Simon Stevin Institut, Jerusalem straat 34 B, 8000 Bruges, Belgium.*
- 1973 May 3 Geneva (Switzerland)  
Int Savings Banks Institute. 12th general assembly. (YB n°2428)  
1-3 rue Albert Gos, 1206 Geneva, Switzerland.
- 1973 May 3-4 Poznam (Poland)  
Psychiatric congress : Rehabilitation of mental patients alcoholism and drug dependence.  
*Psychiatric Clinic of the Medical Academy, Poznam, ul. Szpitalna 27/33, Poland.*
- 1973 May 3-5 Brussels (Belgium)  
Union of European Patent Agents. Congress.  
(YB n°3348)  
*ICB, Boulevard de l'Empereur 15, 1000 Brussels, Belgium.*
- 1973 May 4-10 The Hague (Netherlands)  
Int Society for Technology Assessment. 1st int congress.  
*Miss Bma Broekmeijer, Exec Sec, Admin Office, 10 Churchillplein, P O Box 9058, The Hague, Netherlands.*
- 1973 May 7-8 New-York (USA)  
Int Council for Scientific Management. Management Board.  
(YB n° 1730)  
7-3 rue de Varembé, 1211 Geneva 20, Switzerland.
- 1973 May 7-11 Lausanne (Switzerland)  
FAO, Codex Committee on Cocoa Products and Chocolate. 10th session. P: 70. (YB n°971)

FAO, Conference Programming Section, Via delle Terme di Caracalla, Rome, Italy.

1973 May 7-11 Paris (France)  
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque int : la génétique des immuno-globulines et de leur (onction anti-corps, (uniquement sur invitation).  
E. Wollman, Directeur de Recherche au CNRS, 15 Quai Anatole France, 75 Paris 7e. France.

1973 May 7-18 Geneva (Switzerland)  
UN, Economie Commission for Europe. 28th session.  
(YB n°3377)  
ECE, Palais des Nations, 1211 Geneva 22, Switzerland.

1973 May 9-12 Knokke (Belgium)  
European Tuba Association. Congress.  
Soc. Léon Gossaert & Co, rue Masui 214, 1000 Brussels,  
Belgium.

1973 May 10 Montreal (Canada)  
Chemical Institute of Canada, Rubber Chemistry Division. Rubber seminar.  
CIC, 151 Slater Street, Room 906, Ottawa, Ontario K1P 5H3, Canada.

1973 May 10-13 Nancy (France)  
15e colloque int « Etre médecin en 1975 • : évolution des aspects psychologiques et sociologiques de l'exercice médical.  
Pr agr M Laxenaire, Clinique neurologique. Hôpital Saint Julien, 1 rue Foller, 54000 Nancy, France.

1973 May 11 Toronto (Canada)  
Chemical Institute of Canada, Rubber Chemistry Division, Rubber seminar.  
CIC, 151 Slater Street, Room 906, Ottawa, Ontario K1P 5H3, Canada.

1973 May 11-12 Gand (Belgium)  
Int Pathology, British Division. Meeting.  
ICB, Boulevard de l'Empereur 15, 1000 Brussels, Belgium.

1973 May 14-15 Liege (Belgium)  
Association des Ingénieurs Electriciens sortis de l'institut Electrotechnique Montefiore. Int meeting on cable T.V. distribution.  
P:200.  
AIM, 31 rue Saint-Gilles. 4000 Liege, Belgium.

1973 May 14-15 Oslo (Norway)  
Int Savings Banks Institute. 2e réunion int des chefs de service étranger des banques centrales des caisses d'épargne.  
(YB n°2428)  
1-3 rue Albert Gos, 1206 Geneva, Switzerland.

1973 May 14-17 Seville (Spain)  
1st Iberolatinoamerican congress on mental deficiency.  
Depto Psiquiatría y Psicología Médica, Facultad de Medicina de Sevilla, Spain.

1973 May 16-18 Moscow (USSR)  
Int Union of Architects. Council. 44th session.  
(YB n° 2689)  
4 Impasse d'Antin, 75 Paris 8e, France.

1973 May 17-18 Utrecht (Netherlands)  
European Southern Observatory. Dutch Ministry of Education and Science. Int symposium : Methods of automatic plate reduction.  
(YB n°3947)  
Dr T de Groot, The Astronomical Institute, Zonneberg 2, Utrecht, Netherlands.

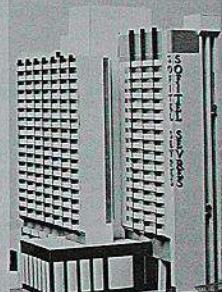
1973 May 17-23 Oban (Scotland, UK)  
FAO. Symposium on the biology and taxonomy of early life history stages of fish. P: 20. (YB n°971)  
FAO, Conference Programming Section, Viale delle Terme di Caracalla, Rome, Italy.

VOTRE ENTREPRISE VOUS A CHARGÉ D'ORGANISER POUR 1974...

- UN CONGRÈS INTERNATIONAL!
- UN PROGRAMME DE SÉMINAIRES!
- UNE CONFÉRENCE!
- UN BANQUET DE PLUSIEURS CENTAINES DE CONVIVES!

**LA CHAÎNE HOTELIÈRE SOFITEL**

MET A VOTRE SERVICE DÈS MAI 1974  
L'HÔTEL 4 ÉTOILES N.N.  
**SOFITEL-SÈVRES A PARIS 15<sup>e</sup>**



ENTIÈREMENT INSONORISÉ ET AIR-CONDITIONNÉ  
630 CHAMBRES  
37 SALLES POUR CONFÉRENCES, BANQUETS, RÉUNIONS  
UN STUDIO AUDIO-VISUEL DE 250 PLACES  
2 RESTAURANTS - BARS  
GARAGE DE 400 PLACES EN SOUS-SOL  
PISCINE PANORAMIQUE - SAUNA  
GALERIE MARCHANDE  
CINEMA, DISCOTHEQUE

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS :

SERVICE COMMERCIAL DE LA  
CHAÎNE HOTELIÈRE SOFITEL  
14 RUE HALEVY 75009 PARIS  
TÉL. 770.21.30



ACTUELLEMENT EN FRANCE POUR VOS MANIFESTATIONS :

LES HOTELS SOFITEL

PARIS	NICE
LYON	CANNES
STRASBOURG	BORDEAUX
QUIBERON	TOULOUSE
CHERBOURG	ANNECY

RÉSERVATION CENTRALE :  
SOFITEL-BOURBON - PARIS  
32 RUE ST DOMINIQUE 75007 PARIS  
TÉL. 555.21.11 - TÉLEX 25019

SOFITEL EST AFFILIÉE AU SYSTÈME  
RÉSERVATION ÉLECTRONIQUE CITEL SPACE/BANK

F 1973 PARIS 191

1973 May 21-24 Paris (France)  
World Meteorological Organization/United Nations. Centre National d'Etudes Spatiales (CNES) Direction de la Météorologie Nationale et du Laboratoire de Météorologie Dynamique du Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque int sur les satellites météorologiques : Etat de la météorologie spatiale en 1973, évolution de la météorologie spatiale (1973-1980), prospective en météorologie spatiale (au-delà de 1980). (YB n°3556/3375)

CNES, Département des Affaires Universitaires, 129 rue de l'Université, 75 Paris, France.

1973 May 21-25 Knokke (Belgium)  
Int Federation of Steel, Tubes and Metal Merchants. General assembly. (YB n°2017)

Groupe des Merchants de fer de Belgique, Mr E Henricot, rue de la Bonté 4, 1050 Brussels, Belgium.

1973 May 21-25 Monte-Carlo (Monaco)  
Inter-Governmental Maritime Consultative Organization / Int Hydrographie Bureau. Joint Committee on Navigational warnings. (YB n°1117/2115)

101-104 Piccadilly, London WIV OAE, UK.

1973 May 23 Rio de Janeiro (Brazil)  
Int Chamber of Commerce/Int Bureau of Chambers of Commerce (IBCC). 22nd general assembly. P : 200-300. (YB n°1490)

Brazilian National Committee, Avenida General Justo 307-4\*, Rio de Janeiro, Brazil.

1973 May 23-25 Balatonfured (Hungary)  
Int Council for Building Research, Studies and Documentation. Colloque int sur la construction en cellule. (YB n° 1723)

Commission d'Organisation du colloque sur la construction en cellule, Institut Scientifique de la Construction, David Ferencz U.6, Budapest XI, Hungary.

1973 May 23-25 Konstanz (Germany, Fed.Rep.)  
Committee on Space Research. Symposium on approaches to earth survey problems through the use of space techniques. P: 200. (YB n°323)

55 bd Malesherbes, 75008 Paris, France.

1973 May 23-25 Konstanz (Germany, Fed.Rep.)  
Int Union of Radio Science/Committee on Space Research/Int Association of Geomagnetism and Aeronomy. Symposium on methods of measurements and results of lower ionosphere structure. P : 200. (YB n°2770 /323 /1292)

COSPAR, 55 bd Malesherbes, 75008 Paris, France.

1973 May 23-26 Aussois (France)  
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque int (uniquement sur invitation) : Méthodes de spectroscopie sans laser doppler de niveaux excités de systèmes moléculaires simples.

J C Jehmann, Prof à l'Université de Paris VI, 75 Paris 6e, France.

1973 May 24-27 Lausanne (Switzerland)  
Association médico-sociale protestante de langue française. 10e congrès: Quelle médecine demain ? Pour quel homme? P : 800.

Centre Social Protestant, Georgette, 8, 1003 Lausanne, Switzerland.

1973 May 24-27 St Malo (France)  
Federal Union of European Nationalities. 22nd ordinary congress. (YB n°924)

Povl Skadegard, 2960 Rungsted Kyst, Denmark.

1973 May 25 Rio de Janeiro (Brazil)  
Int Chamber of Commerce. Commission on Asian and Far Eastern Affairs (CAFEA-ICC). 21st session. P: 200-300. (YB n°1490)

Brazilian National Committee, Avenida General Justo 307-4e, Rio de Janeiro, Brazil.

Whatever nationality your opposite numbers are, the simultaneous translation service in the Hôtel PLM SAINT JACQUES can make the connection and forward your message.

歡迎  
welcome  
to paris

A few minutes from Orly and Montparnasse, the PLM SAINT JACQUES offers you :

- 10 air-conditioned rooms for seminars, conferences, lectures and banquets — from 35 to 1,500 people — equipped with the latest audio-visual equipment;
- Exhibition halls opening on to hanging gardens;
- An office department and printing plant;
- A bank, a travel and car-rental agency;
- 812 bedrooms with television and private bar;
- 4 restaurants;
- Smart shops, a cinema and hairdressing salon; and finally, connections with Orly every 10 minutes.

The PLM SAINT JACQUES, not just a hotel: but the favoured meeting place for Europeans.

**PLM**  
SAINT JACQUES  
PARIS

"Banquet and Congress" Department  
17, boulevard Saint Jacques 75014 PARIS  
Tel: (01) 589.89.80  
Telex: 27740

à 11 km de Paris

# enGHien

## Séminaire - Séjour

(40 pers. maxima)

Hôtel - Restaurant - Parc  
Piscine de plein air  
Salle de conférence - Garage

## Réception journalière

(400 pers. maxima)

Déjeuner- Dîner - Cocktail  
Théâtre pour conférence - Parking

**Du 28 Mars au 31 Décembre**  
**Tél. : 964.08.60**

1973 May 28-Jun 1 FAO, Agricultural Services Division. 2nd conference on planning of rural areas. P : 100. (YB n°971) FAO, Conference Programming Section, Via délie Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.	Leon (Spain)	1973 Jun 4-5 European Association for Textile Polyolefins. General assembly. (YB n°249) 33 rue de Miromesnil, 75 Paris 8e, France.	Geneva (Switzerland)
1973 May 28-Jun 2 Association of Attenders and Alumni of the Hague Academy of Int Law. 20th congress. Int law tomorrow. P : 250. C : 50. Villa Bon Port, 1095 Lutry, Switzerland.	Neuchatel (Switzerland)	1973 Jun 4-10 Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque int (sur invitation) : L'évolution des vertébrés. clo CNRS, 15 Quai Anatole France, 75 Paris 7e, France.	Paris (France)
1973 May 28-Jun 3 1er congrès mondial sur « l'altra medicina ». Secrétariat Scientifique et Organisation Matérielle, Centra Minerva Medica, via Archimède 28, 00197 Rome, Italy.	San Remo (Italy)	1973 Jan 5-8 Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque int (sur invitation) : Les méthodes quantitatives d'étude des variations du climat au cours du pléistocene. Mr J Labeyrie, Directeur du Centre des Faibles Radioactivités du CNRS, 15 quai Anatole France, 75 Paris 7e, France.	Gif-sur-Yvette (France)
1973 May 30 Int Superphosphate and Compound Manufacturers' Association. Annual meeting P : 250. (YB n°2609) c/o FAO, Conference Programming Section, via délie terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.	Rome (Italy)	1973 Jun 6-10 Caribbean Hotel Association. Annual meeting. (YB n°214) Mrs Patricia Shillito, 1120 Ashford Avenue, Santurce, Puerto Rico 00090.	Montego Bay (Jamaica)
1973 May 30-Jun 2 Congrès : Les ultrasons en ophtalmologie. 108, Boulevard de l'Empereur 15, 1000 Brussels, Belgium.	Gand (Belgium)	1973 Jun 10-16 Int Council of Alcohol and Addiction. 19th int Institute on the Prevention and Treatment of Alcoholism. (YB n°1765) CP 140, 1001 Lausanne, Switzerland.	Belgrade (Yugoslavia)
1973 May 30- Jun 2 European Association of Refrigeration Enterprises. Congress.. (YB n°579) Mr Pierre Evrard, Villa Low-Wood, 9830 St Martens-Latem, Belgium.	Knokke (Belgium)	1973 Jun 10-16 11 congreso int de grandes presas. Sr Castillo, Union Electrica Espagnola, Madrid, Spain.	Madrid (Spain)
1973 Jun 2-3 SECRAP, Congrès int audio-psicho-phonologique. Sprakcentrum « Elora », Bexstraat 1B, 2000 Antwerpen. Belgium.	Antwerp (Belgium)	1973 Jun 11-13 Int conference on communications. Dr S Tashiro, ICC73, P O Box 648, Bellevue, Wa 98009,	Seattle (Wash., USA)
		1973 Jun 13-16 Int Bureau of Weights and Measures. Comité Consultatif pour la Définition du Mètre. Réunion (close) scientifique int. P: 20-25. (YB n°1440) Pavillon de Breteuil, 92310 Sèvres, France.	Sèvres (France)



## TRIANON-PALACE-HOTEL

\*\*\*\*\* LUXE

### 1, boulevard de la Reine VERSAILLES (78)

Téléphone : 950-34-12  
Adresse télégraphique TRIANOTEL VERSAILLES  
Telex : 69863 TRIANOTL-VERSA

- 140 chambres toutes avec bain (ou douche) et W.C.
- Sa situation dans un magnifique parc de trois hectares en bordure du château de Versailles et des Trianons, lui assure un calme absolu
- Idéal pour conventions ou séminaires ; nombreuses salles de réunion ou de travail.
- Thés - Déjeuners - Dîners en plein air - Repas d'affaires - Salons particuliers.
- Illumination du parc tous les soirs (tous appartements et chambres avec vue sur le parc).
- A 25 minutes, en voiture, des Champs-Elysées.  
PARKING illimité.

Bruno SIBERT, Administrateur.  
J.P. MARCUS, Directeur

1973 Jun 14-16 Helsinki (Finland)  
13th Nordic statistical meeting.  
Mr L E Ollor, Chairman Organizing Committee, 13th Nordic Statistical meeting, Tompel Gatan 9 A 21, SF 00100 Helsinki 10, Finland.

1973 Jun 14-16 Liege (Belgium)  
European Union for Wholesale Potato Trade. Congress. P: 70  
(YB n°886)  
Groupe National des Négociants en Pommes de Terre de Belgique, 24 bis rue des Fripiers, 1000 Brussels, Belgium.

1973 Jun 15-16 Liège (Belgium)  
Congrès int de la Thanatologie. P : 150.  
M Coller, 205 rue de la Colline, 4100 Seraing, Belgium.

1973 Jun 17-21 Paris (France)  
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque int (sur invitation) : Ondes et Radiations gravitationnelles.  
Madame Y Choquet-Bruhat, Prof à l'Université de Paris VI, 75 Paris 6e, France.

1973 Jun 18-20 Belgrade (Yugoslavia)  
Int Council on Alcohol and Addictions. 4th int institute on the prevention and treatment of drug dependence. (YB n° 1765)  
Case Postale 140, 1001 Lausanne, Switzerland.

1973 Jun 18-20 Zurich (Switzerland)  
European Society for the Study of Drug Toxicity, 15th meeting : Experimental model systems in toxicology and their significance in man. P : 150.  
Prof G Zbinden, Institute of Pathological Anatomy, University of Zurich, Kantonsspital, 8006 Zurich, Switzerland.

1973 Jun 20-27 Villeneuve d'Ascq (France)  
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque int (sur invitation) : La méthodologie concernant la structure et le métabolisme des glycoconjugués.  
Mr J Montreuil, Prof à l'Université de Lille I, Lille, France.

1973 Jun 22-24 Vienna (Austria)  
Int Institute for Peace /Institute for Int and National law of the Academy of Science, Moscow. Symposium : The problem of sovereignty and the organisation of European security. P : 40.  
(YB n°2128)  
Möllwaldplatz 5, 1040 Vienna, Austria.

1973 Jun 23-28 Barcelona (Spain)  
Int congress on informatics.  
Dr Herrero Vallejo, Arga 4, Madrid 2, Spain.

1973 Jun 24-Jul 1 Strasbourg (France)  
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque int (sur invitation) : Distributions aléatoires et processus gaussiens.  
MM X Fernique, Prof à l'Université de Strasbourg, 67 Strasbourg, France.

1973 Jun 25-27 San Sebastian (Spain)  
2nd Ibero-American congress of urology.  
COFEX-CAT, Reine Régnante, s.a., San Sebastian, Spain.

1973 Jun 25-29 Ashkelon (Israel)  
Int symposium on information theory.  
Dr N J A Sloane, Room 20-36 Bell Laboratories, Murray Hill, NJ 07974, USA.

1973 Jun 25-29 Marseille (France)  
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque int (sur invitation) : Les méthodes avancées de calcul par ordinateur en physique théorique.  
Prof A Visconti, Directeur du Centre de Physique Théorique, CNRS, 15 Quai Anatole France, 75 Paris 7e, France.

1973 Jun 25-Jul 15 Ibadan (Nigeria)  
FAO, Land and Water Development Division. Seminar on shifting  
cultivation and soil conservation in Africa. P : 40. (YB n°971)  
FAO, Conference Programming Section, Via delle Terme di  
Caracalla, 00100 Rome, Italy.

1973 Jun 30-Jul 1 Pont-a-Mousson (France)  
L'Institut en Pharmacie des Hôpitaux de Nancy. Symposium  
int sur l'identification des comprimés.  
J F Lorent et Ph Valantin, Centre anti-poison, C.H.R., 54  
Nancy, France.

1973 Jul 4-Aug 3 Geneva (Switzerland)  
United Nations Economic and Social Council. 55th session.  
(YB n° 3377)  
Palais des Nations, 1211 Geneva 22, Switzerland.

1973 Jul 7-14 Herceg-Novi (Czechoslovakia)  
5e conférence int « Science et société » : Le développement  
scientifique, technologique et social, objectifs et valeurs.  
Udruženje « Nauka i Drustvo », Organizacioni odbor V KND,  
• 11001 Belgrade, P O Box 163, Czechoslovakia.

1973 Jul 9-11 Gif-sur-Yvette (France)  
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque int (sur  
invitation) : Aspect moléculaire des collisions atomiques à  
moyenne et haute énergie.  
M Barat, Maître de Recherche au CNRS, 15 quai Anatole  
France, 75 Paris 7e, France.

1973 Jul 9-13 London (UK)  
Inter-Governmental Maritime Consultative Organisation. 11 Conférence  
on space requirements for special trade passenger  
ships. (YB n° 1117)  
101-104 Piccadilly, London W1V OAE, UK.

1973 Jul 9-13 Strasbourg (France)  
Centre National de la Recherche Scientifique. Colloque int (sur  
invitation) : Prévision quantitative des effets physiologiques et  
psychophysiologiques des ambiances thermiques.  
Prof B Metz, Directeur du Centre d'Etudes bioclimatiques  
du CNRS, 15 Quai Anatole France, 75 Paris 7e, France.

1973 Jul 9-13 Versailles (France)  
Association Française pour l'Etude et le Développement des Ap-  
plications de l'Energie Solaire/La Coopération Méditerranéenne  
pour l'Energie Solaire/Solar Energy Society. 1er congrès int sur  
l'énergie solaire : Le soleil et l'environnement, le soleil et l'éner-  
gie, le soleil et la vie.  
(YB n°3244)  
Secrétariat de l'AFEDES, 28 rue de la Source, 75016 Paris,  
France. -

1973 Jul 24-27 Cranfield (UK)  
4th Cranfield Int conference on « Mechanized information storage  
and retrieval systems.  
Mr C Cleverdon, Cranfield Institute of Technology, Cranfield,  
Bedford, UK.

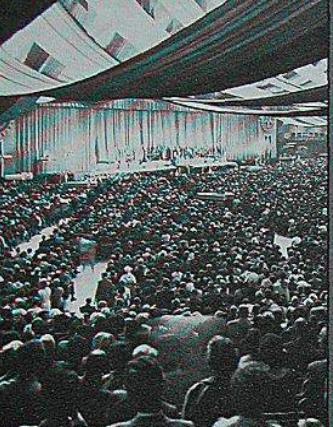
1973 Jul (one week) Buenos-Aires (Argentina)  
FAO. Regional seminar on the development of meat production,  
hygiene, technology and marketing for Latin American countries.  
P: 100. (YB n°971)  
FAO, Conference Programming Section, Via delle Terme di  
Caracalla, 00100 Rome, Italy.

1973 Aug 1-7 Kumreut (Germany, Fed Rep)  
5th int symposium on analytic group therapy.  
Organisation Committee of the 5th int symposium, Wieland-  
strasse 27/28, 1 Berlin 15, Germany.

1973 Aug 8-30 Bayreuth (Germany Fed Rep)  
Int Youth Festival meeting.  
The Management of the Int Youth Festival Meeting, Festspiel-  
haus, 8580 Bayreuth, Germany, Fed Rep.

The advertisement features a black and white portrait of a woman with short dark hair, smiling warmly at the camera. She is wearing a light-colored collared shirt. To her right, the word "CONGRES" is written in large, bold, sans-serif capital letters, followed by "réceptions" in a smaller font. Below this, the text "bilingues, trilingues" is written in a smaller, elegant script font. The next section, "partout où l'efficacité doit être discrète...", is also in a script font. Further down, the words "...un sourire" and "HOTESSSES de FRANCE" are visible, with "HOTESSSES" in a larger, bold font. At the bottom, there is more text: "...une organisation", "Sofi", "Société d'Organisation de Congrès Français et Internationaux", "7, rue Michel-Ange - Paris 16<sup>e</sup>", "Tél. : 647-92-57 / 525-14-78", and "CORRESPONDANTS: BARCELONE-HAMBURG-LONDRES-ROME". A small line of text at the very bottom right reads "PUBLICITE DELAGE".

**NICE**  
CAPITALE DE LA COTE D'AZUR



*Le Palais des Expositions  
Convention du Rotary International*

Centre Mondial des Congrès  
Carrefour Commercial et Ville Universitaire  
desservie par un aéroport international

**NICE vous offre :**

- la douceur de son climat,
- le luxe et le confort de ses hôtels  
(300 hôtels - 10.000 chambres),
- ses Fêtes de réputation mondiale,
- son Palais des Expositions
- ses nombreuses salles de Congrès parfaitement équipées pouvant recevoir de 45 à 25.000 délégués pour assurer le succès de vos Conventions, Colloques, Séminaires, Symposiums, Réunions d'affaire ou de Recyclage,
- ... ET SON SOLEIL !

Pour tous renseignements :

**Office de Tourisme - Syndicat d'Initiative**  
32, rue Hôtel-des-Postes, Nice  
Tél. 85.25.25  
Télex : Accueil Nice 46.042

A NICE  
*la saison commence en décembre  
et finit en novembre*

- 1973 Aug 10-12 Lund (Sweden)  
Int Police Association, Meeting. P : 500.  
(YB n°2366)  
Swedish Tourist Traffic Association, Box 7306, 10385 Stockholm 7, Sweden.
- 1973 Aug 19-23 Gand (Belgium)  
3e congrès mondial de droit médical.  
ICB, Boulevard de l'Empereur 15, 1000 Brussels, Belgium.
- 1973 Aug 20-22 St Lucia (Australia)  
4th Australasian conference on the mechanics of structures and materials. P : 150.  
Dr P. Swannell, Organising Committee, 4th ACMS, Civil Engineering Dept, University of Queensland, St Lucia, Q 1d 4067, Australia.
- 1973 Aug 27-30 Zurich (Switzerland)  
Int rescue congress. P : 1000.  
Dr T. Heimgartner, Martin Disteli-Str. 27, 4600 Olten, Switzerland.
- 1973 Aug 28-Sep 3 Malaga (Spain)  
5th Int congress of mediterranean studies.  
• Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Duque de Medinaceli 4, Madrid, Spain.
- 1973 Aug 29-Sep 1 Gothenburg (Sweden)  
13th Nordic congress of clinical chemistry and physiology. P : 350.  
Swedish Tourist Traffic Association, Box 7306, 10385 Stockholm 7, Sweden.
- 1973 Sep 2-4 Varna (Bulgaria)  
World Federation of Scientific Workers. Int symposium : The scientist in society. (YB n°3533)  
Union des Travailleurs Scientifiques de Bulgarie, 18 Boul Tolboukhine, Sofia, Bulgaria.
- 1973 Sep 2-11 Barcelona (Spain)  
Semana mundial de payaso.  
Parques de Atracciones, Apartado 1650, Barcelona, Spain.
- 1973 Sep 3-8 Liège (Belgium)  
Conférence int de la famille. P : 500.  
Comité National Belge des Organismes Familiaux, 125 rue du Trône, Brussels, Belgium. -
- 1973 Sep 10-14 Cyprus  
FAO/Int Atomic Energy Agency. Symposium on Isotopes and radiation techniques in soil physics, irrigation and drainage problems. (YB n°971 /1383)  
FAO, Conference Programming Section, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.
- 1973 Sep 12 Liège (Belgium)  
Congrès Européen des syndicats d'élevage de bétail. P : 150.  
Fédération des Syndicats d'Elevage de l'Est de la Belgique, rue de la Clef, 4650 Hervé, Belgium.
- 1973 Sep 16-23 Budapest (Hungary)  
Int Union of Architects, Construction + Industrialisation, 4e colloque : L'industrialisation génératrice de création architecturale.  
(YB n°2689)  
4 Impasse d'Antin, 75 Paris 8e, France.
- 1973 Sep 17-21 Gothenburg (Sweden)  
Scoliosis Research Society. Annual meeting. P : 250.  
Swedish Tourist Traffic Association, Box 7306, 10385 Stockholm 7, Sweden.
- 1973 Sep 18-20 Ostend (Belgium)  
World congress of the round table.  
Mr Quagebuer Junior, Leopold II-laan, 8400 Ostende, Belgium.

1973 Sep 22-26 Int Society of Town and Regional Planners. Congress. P : 200. Prof Dr Maurer, Inst f Orts-, Regund Landespl. der ETH, Weinbergstr 35, 8006 Zurich, Switzerland.	Zurich (Switzerland) Société de Chimio Industrielle, 80 Route de St Cloud, 92 Reuil Malmaison, France.
1973 Sep 24-28 Int Association for the Protection of Industrial Property. Symposium. (VB n° 1227) Rodolphe E Blum, Mühlebachstr /Kirchenweg 5, 8008 Zurich, Switzerland.	Budapest (Hungary) European Geophysical Society. 1st annual meeting, P: 500. Prof Dr K J Hsu, Frohburgstr 96, 8006 Zurich, Switzerland.
1973 Sep 24-28 Int Water Resources Association. 1st world congress. Secr Gen. Gabov M Kayadi, Science Complex Bldg, University of Wisconsin, Milwaukee, Wisc 53201, USA.	Chicago (III, USA) Journées d'écologie des pays de la Communauté Européenne P : 50. Commission des Communautés Européennes, Centre Européen, Luxembourg.
1973 Sep 24-28 European Federation of Corrosion. 5th congress : Matériaux nouveaux pour applications nouvelles, tels que titane et alliages pour l'industrie spatiale, tantale, zirconium pour l'industrie chimique etc. (VB n° 728)	Paris (France) 1973 Sep 26-28 Liegé (Belgium) 1973 Oct 1-2 San Antonio (Tex, USA) 1973 Oct 1-4 minister, London SW1 H9JJ, UK.
	1973 Sep 24-28 Int Association of Food Distribution. 6th int symposium. (YB n° 1233) Luisenstrasse 38, 3000 Berne 6, Switzerland.

Depuis 1831

**DE YROLLE**

46, RUE DU BAC - 75007 PARIS

Tél. : 222-30-07 - 548-51-93

**EQUIPEMENT SCIENTIFIQUE POUR L'ENSEIGNEMENT**

Sciences naturelles et agricoles, pures et appliquées  
 Minéraux - Cristaux - Coquilles - Papillons - Oiseaux naturalisés  
 Aux Vivres couleurs  
 Tableaux décoratifs - Curiosités  
 Appareils de Physiologie animale expérimentale

**CHEDEVILLE**

12, rue du Marché Saint-Honoré  
 75001 Paris

Fournisseur des plus grands noms de la restauration, de l'hôtellerie et des meilleures traiteurs de France.  
 Les comestibles les plus fins, expéditions à l'étranger.  
 Livraisons sur simple appel téléphonique : 073-39.28  
 (communication permanente)

**DOLDER GRAND HOTEL ZURICH**

Vue magnifique sur la ville, le lac et les Alpes 650 m.s.m.

Situation tranquille dans le quartier résidentiel - Nouvelle aile de 64 appartements de grand luxe avec balcon ou terrasse - Salles de conférences et de congrès (arrangements spéciaux durant l'hiver) - Golf-Tennis - Minigolf-Piscine à vagues artificielles - Service de voiture avec le centre de la ville (6 min.)



Représentant pour la France et le Bénélux : M Claude L C DUTEIL, 11, rue de Rome, 75-Paris 8e — Tél. LAB 81-99

1973 Oct 1-5 Pont-à-Mousson (France)  
2nd int symposium on bioelectrochemistry.  
Dr D Thévenot, University Paris-Val de Marne, Lab. d'Énergie  
gétique Biologique, avenue du Général de Gaulle, 94  
Créteil, France.

1973 Oct 2-4 Berlin (West)  
European Federation of Chemical Engineering. Conference :  
Jahrestreffen 1973 der Verfahrens-Ingenieure. (YB n°725)  
Verfahrenstechnische Gesellschaft in Verein Deutscher  
Ingenieure, 4 Düsseldorf 1, Postfach 7 7 39, Germany Fed Rep.

1973 Oct 2-5 Sèvres (France)  
Int Bureau of Weights and Measures, Comité int des Poids et  
Mesures. Réunion (close) scientifique int. P : 20-25.  
pavillon de Breteuil, 92310 Sèvres, France. (YB n°1440)

1973 Oct 4-5 Visegrad (Hungary)  
Hungarian Society of Surgeons, Experimental Section. Scientific  
meeting with int participation : The applications of synthetic  
materials and « artificial organs » in surgery.  
prof Dr Andor Szecsenyi, Hungarian Society of Surgeons,  
Ullói ut 78, Budapest VIII, Hungary.

1973 Oct 8-15 Bakou (USSR)  
Int Astronautical Federation. 24e congrès : L'activité spatiale —  
impact sur la science et la technologie. (YB n°1381)  
250 rue Saint-Jacques, 75005 Paris, France.

1973 Oct 8- Nov 2 London (UK)  
Inter-Governmental Maritime Consultative Organization. Con-  
férence int sur la pollution des mers. (YB n°1117)  
101-104 Piccadilly, London W1V OAE, UK.

## HOTEL DU PILON

06660 Auron (Alpes Maritimes)  
Tél. : (93) 02.20.15 - 02.20.16  
Telex : O T 46794 f Pilon.



Sports d'hiver : meilleur enneigement d'Europe  
patinoire, curling, téléphérique, télécabine,  
télésiège, 10 téléskis.

Eté : piscine (chauffée à 28° été et hiver),  
club de tennis, équitation, pêche, nombreuses  
promenades.

Prop. Dir. Mr et Mme W. TSCHAMPER

Pour vous servir

Guinon

Patissier. Confiseur. Glacier

Organisation complète de  
toute réception à domicile  
ou sur demande mise à  
disposition de Châteaux  
dans la région.

Vous propose la grande variété  
de ses Chocolats

ses « Croquettes Versaillaises »  
Marque déposée

Dans une sélection de présentations.

conditions spéciales  
pour  
cadeaux d'Entreprises

Livrages à domicile

## PARMI LES PUBLICATIONS DE L'UAI :

### LA SCIENCE DES CONGRES INTERNATIONAUX.

- Théorie et pratique de l'organisation des congrès internationaux FB 100,— FF 11,— FS 9,—
- Manuel de l'organisateur de congrès, par Lucien R. Duchesne FB 200,— FF 23,— FS 18,—
- Programmation d'une réunion internationale, tableau mural bilingue (120 x 80 cm.)  
Prix pour 3 exemplaires :  
FB 50,— FF 6,— FS 5,—
- Compte rendu du 3e Congrès des Organisateurs et Techniciens de Congrès internationaux. Rome 1962- Les Moyens audiovisuels. Les Expositions associées. Les Relations publiques  
FB 200,— FF 23,— FS 18,—
- Guide pratique à l'usage des utilisateurs de services d'interprétation de conférence, par l'Association internationale des Interprètes de conférence. Français, anglais, espagnol  
FB 50,— FF 6,— FS 5,—
- Les divers types de réunions internationales, l'aménagement des salles, l'équipement et les services, par G.P. Speeckaert  
FB 200,— FF 23,— FS 18,—  
  
Le 4e Congrès international sur l'organisation des congrès, Copenhague 1966. Compte rendu. Les divers types de réunions internationales et leur aménagement matériel. Les participants et les orateurs. Les investissements financiers consacrés -aux congrès et leur rentabilité  
FB 200,— FF 23,— FS 18,—
- \* L'organisation des réunions médicales internationales, par le Conseil des Organisations internationales des Sciences médicales  
FB 250,— FF 28,— FS 22,—
- \* Les organisations internationales face à l'aspect budgétaire et économique de leurs congrès. Compte rendu du 5e Congrès International sur l'Organisation des Congrès, Barcelone 1970  
FB 350,— FF 40,— FS 32,—

- Guide pratique des services linguistiques {traduction, comptes rendus analytiques, édition) à l'exclusion de l'interprétation, par l'Association internationale des traducteurs de conférences  
FB 50,— FF 6,— FS 5,—
- Comment participer aux réunions internationales : 82 conseils. Petite brochure de 12 pages, format poche pour tous les participants de congrès internationaux.  
Français, anglais, allemand et espagnol  
Par 50 exemplaires : FB 150,— FF 17,— FS 13,-  
Tarif dégressif par quantités plus importantes.

### LES BIBLIOGRAPHIES.

- Bibliographie sélective sur l'organisation internationale (1885-1964) par G.P. Speeckaert, 2e édition, 1965. 350 titres relatifs à l'organisation internationale en général et 730 titres relatifs à 214 organisations différentes.
- Répertoire des Périodiques publiés par les organisations internationales, 3e édition, complète les informations de l'Annuaire des Organisations Internationales - 1734 périodiques décrits dont 1475 publiés par 1.071 organisations internationales non gouvernementales (sciences, médecine, éducation, jeunesse, arts, religion, technologie, économie, etc...).
- Bibliographie des ouvrages et documents reçus par l'UAI, trimestriellement dans « Associations Internationales »,
- Bibliographie des comptes rendus des réunions internationales  
tenues en 1957 (1963)  
tenues en 1958 (1964)  
tenues en 1959 (1966) 3 volumes
- Yearbook of International Congress Proceedings, 1re édition (épuisée) (congrès tenus de 1960 à 1967),
- Yearbook of International Congress Proceedings, 2e édition (congrès tenus de 1962 à 1969).

### MODES DE PAIEMENT DES PUBLICATIONS DE L'UAI — METHODS OF PAYMENT OF UAI PUBLICATIONS

Solt:

Par chèque barré à l'ordre de l'Union des Associations Internationales, 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles, Belgique — (Tél. : (02) 11.83.95). (Tel. : (02) 11.83.96).

Solt:

Bruxelles : Compte chèque postal n° 346.99

ou Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque.

Genève:

Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses.

New York :

Account n°10141122 at the First National City Bank, 55, Wall Street.

Paris:

Compte n° 545.150/42 à la Banque de l'Union Parisienne. Boulevard Haussmann, 6-8 (C.C.P. de la Banque n° 170.09),

Rome:

Compte courant C/E 0083021 Banco di Roma, 307 Via del Corso.

The Hague:

Account 25.78.53.308 at R. Mees & Hope, 13. Kneuterdijk.

London:

Crossed cheque to Union of International Associations, Acc. n° 04552334, National Westminster Bank (Overseas Branch), 53, Threadneedle Street, London EC 2.

Either :

By crossed check to the order of the Union of International Associations. 1, rue aux Laines, 1000 Brussels, Belgium —

Or:



